TOME II. N° 9 PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e) 1er AOUT 1920

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Comment Galliéni quitta le ministère

(MARS 1916)

Après l'échec de l'offensive de Champagne et l'entrée en guerre de la Bulgarie, le général Galliéni fut choisi comme ministre de la Guerre, à la fin d'octobre 1915. *Il commença par réaliser une série de réformes administratives, puis, dès janvier* 1916, *il prépara ce qu'il estimait la mesure la plus importante et la plus urgente : la modification du haut commandement.*

En se tenant « au-dessus de toute personnalité », le général Galliéni considérait que les procédés du grand quartier général et le système des offensives partielles ne pouvaient être plus longtemps tolérés. On discutait encore sur les mesures à prendre, quand la surprise de Verdun, la prompte et salutaire intervention de Castelnau, l'action de Pétain, lui firent sentir qu'on ne pouvait attendre davantage. Appuyé par les grandes commissions parlementaires, Galliéni posa la question devant le gouvernement, et lut en conseil des ministres une Note sur les modifications du haut commandement. *Ce document, peu connu, débute par un exposé des lois constitutionnelles; puis dans un second chapitre, Galliéni étudie le* haut commandement actuel. *Des habitudes de dix-huit mois, dit-il, ont détourné des principes : habitudes prises*

d'une part sous l'empire de circonstances particulières, dont les effets tendent à subsister après la disparition des causes; d'autre part, répugnance à se soumettre au contrôle, même en matière d'administration.

Enfin le conflit s'aviva lors de la nomination du général de Castelnau comme major général. Le grand quartier général fit en sorte que cet organe restât inefficace. Bref, dit Galliéni, « jamais le haut commandement n'a admis que des questions fussent posées par le gouvernement ». Il voyait dans cette méfiance, cette absence d'unité dans l'effort, la cause des fautes de Verdun. Et il concluait en ces termes : « La guerre n'étant plus une guerre de mouvement, mais une guerre de siège, la liberté du général en chef ne peut souffrir en rien de telle intervention gouvernementale... Aucune grande opération n'aura lieu désormais sans l'autorisation du gouvernement. Cela est d'intérêt supérieur. » *Enfin, il demandait des sanctions :* « Il ne faut pas hésiter à frapper, lorsque, comme ce fut le cas pour Verdun, l'attitude de quelques-uns prouve qu'ils n'ont pas su comprendre la guerre actuelle... Nul n'admettrait que la France puisse courir à nouveau les risques d'une aventure comme celle qui vient de se dérouler sur les Hauts de Meuse, sans que personne n'ait à rendre de comptes, si ce n'est des comparses ou des autorités infimes et subordonnées. Il faut éliminer ceux des chefs sur qui pèsent les vieilles doctrines désuètes au point de les mettre hors d'état de s'adapter aux luttes actuelles. »

On a prétendu depuis, à la fameuse séance de la Chambre réunie en comité secret (juillet 1916), que cette note « n'existait pas », qu'elle avait été rédigée, non par le général, mais par l'un de ses officiers. En réalité, non seulement Galliéni l'a d'abord longuement méditée, esquissée, en a raturé plusieurs ébauches, mais il y travailla toute une semaine avec le colonel Boucabeille : et chaque mot fut lu, relu, pesé; le texte définitif arrêté, le général, enfermé dans sa chambre, le lut et le relut pendant les heures qui précédèrent la séance du conseil des ministres, dont MM. Marius-Ary Leblond nous rapportent le récit dans les pages qu'on va lire.

On sait la suite des événements. Après la séance du Conseil, le général quitte le ministère, le 10 mars, pour aller prendre, près de ses médecins, à Versailles, le repos qui lui permet d'être opéré. Le 12, un décret confie la signature à l'amiral Lacaze; mais le 16, une violente interpellation de M. Accambray sur le haut commandement fait sentir la nécessité d'un ministre de la Guerre sur les bancs du gouvernement. Le 17, le général signe sa lettre de démission. Le général Roques lui succède.

Le général entre, le 19 avril, à la maison de santé de la rue Maurepas. Il y subit très courageusement deux opérations. Convalescent, il s'ap-

prête à partir pour Saint-Raphaël, quand, le 21 *mai, une soudaine hémorragie se déclare. Il meurt dans la nuit du* 26 *mai.*

MM. Marius-Ary Leblond, qui avaient déjà révélé dans leur ouvrage : Galliéni parle, *l'action du général et la part prise par lui dans la victoire de la Marne, retracent aujourd'hui ce que fut* la lutte dans le gouvernement. *De ces pages de souvenirs vécus est extrait le récit de la séance historique du* 7 *mars que nous publions ici à titre documentaire.*

Mardi 7. — A neuf heures moins le quart, l'auto du ministre attend dans la cour. Le général y monte lestement. Les gardes portent les armes.

L'auto a filé. Les fusils retombent pesamment dans un bruit de branle-bas. Ce petit cérémonial familier a aujourd'hui quelque chose de solennel.

Nous nous attendons à voir le ministre revenir presque aussitôt, après l'éclat. Mais onze heures sonnent à Sainte-Clotilde...

Midi...

Midi et demi...

Jamais séance du conseil des ministres ne nous a paru si longue : elle a duré quatre heures ! et il est près d'une heure quand un secrétaire accourt en disant :

— Le général vient seulement de rentrer ! Je ne sais pas ce qui s'est passé, mais tandis qu'il montait le perron, on voyait ses genoux fléchir.

Le soir seulement, le général me fit demander.

Il ne se tient plus comme d'ordinaire à son bureau : il est assis dans un fauteuil, tourné vers le grand feu, le menton dans la main, le visage blême comme cire.

Aujourd'hui, il ne se lève pas, il tend sa main brûlante. Qu'il est décharné ! et tout consumé, se consumant.

Cependant, il ne veut s'exprimer d'abord qu'avec calme. Il parle d'une voix éteinte, tandis que ses yeux sont encore enfiévrés des sentiments contenus :

— Depuis quelque temps, vous le savez, j'avais commencé à parler des mesures qu'il importe de prendre au sujet du haut commandement à divers ministres, individuellement, pour bien leur expliquer en détail les choses, avant de m'adresser à eux collectivement. Presque tous s'étaient montrés

très craintifs. Seul, M. Combes s'était affirmé prêt à me soutenir. Entre tous, M. Méline avait été effrayé.

Il me demandait :

« Avez-vous pressenti M. Poincaré, M. Briand? »

Alors j'ai préféré lire ma note en plein conseil des ministres !

Ce que je viens de faire...

Cela a été très dur. Un pavé jeté dans une mare aux grenouilles ! Il y eut des moments où je ne pouvais même pas continuer.

J'ai quand même représenté les sanctions nécessaires qu'imposait l'événement de Verdun. Puis je me suis fait entendre : Cela, c'est le passé. Ne songeons qu'au présent et à l'avenir. Ces faits comportent une leçon pour demain. Il ne faut pas que la même surprise se reproduise, que l'ennemi nous surprenne au dépourvu devant Calais, devant Noyon, devant Nancy !... Nulle part ! Il ne faudrait pas que l'enseignement de ces douloureuses semaines fût perdu. J'ai exposé nettement ce que j'aurais fait. Je ne sais pas comment Joffre entend le commandement, mais il est indiscutable qu'il y a eu imprudence par-dessus négligences.

Tous les ministres effrayés !

Effrayés des réalités qu'ils n'ont pas l'habitude de regarder en face, tant ils ont peur de se prononcer. Briand a crié :

« Mais c'est un document terrible que vous avez là ! »

Il est vrai, reprit sardoniquement le général en me fixant, et ses yeux recommencèrent d'étinceler, le document est terrible pour le gouvernement, que l'autre jour menaçait d'ébranler l'interpellation d'Abel Ferry.

Je n'ai pas accepté : j'ai défendu ma note.

Briand a lancé :

« C'est ainsi qu'on disait que vous faisiez bande à part, que vous tiriez contre vos collègues du gouvernement... »

J'ai aussi entendu les mots : « faiseur de coup d'État »...

Je n'ai rien répondu. Une fois de plus, j'ai su me maîtriser. Il le fallait. Peu de temps auparavant, Lacaze, le second militaire du cabinet, avait fait le même geste que moi ; en pleine séance du conseil, il avait plié son portefeuille.

Alors j'ai mis à leur disposition les copies dactylographiées de ma note.

Si vous aviez vu ! Ils se sont tous écartés.

Parce que tous ont considéré que c'est une arme terrible

contre le gouvernement, il ne s'est trouvé personne qui voulût en *accepter* un exemplaire.

Je les ai rapportés tous, sauf un :

Seul, dit-il avec une nuance de déférence, M. le président de la République en a pris un exemplaire. Je dois le dire à son honneur : il ne s'est pas dérobé.

Séance très dure. J'en suis rentré fauché, comme si j'étais physiquement fichu par terre.

Mais c'est enfin et tout de même un acte ! Quoi qu'ils disent, quoi qu'ils fassent, je leur ai mis devant l'esprit toute ma pensée au sujet du haut commandement. J'ai un poids de moins sur la conscience : je me suis allégé !

Puis il reprit avec plus de force, d'éclat :

— Aujourd'hui même, à quatre heures, j'avais rendez-vous, encore à l'Élysée, avec le président de la République et le président du conseil, pour clore le débat.

J'y suis allé.

D'abord j'ai fait comme si M. Briand n'était pas là : je ne me suis adressé qu'au président de la République.

« Monsieur le président de la République, ai-je dit à très haute voix, je n'admets pas que M. le président du conseil ait porté ce matin contre moi les accusations que vous avez entendues. »

Je ne le permets pas, reprit-il avec une autorité cassante, et je ne veux pas qu'il recommence. Je ne l'accepterai pas. Puis je dois avouer que j'ai été très étonné que vous, monsieur le président de la République, vous n'ayez pas relevé ces paroles selon votre devoir. Cela a été pour moi l'occasion de constater que, ni l'un ni l'autre, vous ne connaissiez l'homme qui est en face de vous.

Il y a quarante ans que je sers mon pays.

En 1899, quand je suis rentré de Madagascar pour la première fois, j'ai trouvé à la gare de Lyon toute la *Patrie française*. On voyait là, réunies, les têtes de ce parti. On avait même envoyé Georges Thiébaud jusqu'à Djibouti, sans doute pour qu'il mît d'avance la main sur moi. A la gare de Lyon, on m'a accueilli par des discours. Il y avait François Coppée et Jules Lemaître, qui commença de parler. Je l'arrêtai, je lui dis :

« Monsieur, j'ai un chef qui est le ministre des Colonies. C'est de lui que je dois tenir le mot d'ordre. C'est auprès de lui que je me rends immédiatement. »

J'ai pris une voiture et je suis allé chez le ministre des Colonies. Le soir, il y eut un banquet chez M. Guillain. Le président de la République, M. Loubet, y assistait avec tous les ministres. Et c'est ce soir-là qu'on m'offrit une grande médaille d'or pour me récompenser de ce que j'avais fait à Madagascar et mon loyalisme.

Il y a plus, Marchand, lui aussi, retour de Fachoda, fut l'objet de sollicitations de ce genre. C'est moi qui suis intervenu auprès de lui et qui lui ai montré qu'il devait rester sourd à ces appels et demeurer dans sa ligne de conduite : celle d'un militaire.

Président de la République et président du conseil ne trouvèrent rien à répondre.

Cependant, l'un a expliqué : « Mais, mon général, il ne s'agit pas de cela... vous vous méprenez complètement. L'observation qui vous fut faite, ce matin, c'est comme celle par laquelle, l'autre jour, on avait dû relever M. Sembat. »

J'ai répliqué promptement :

« Non, je n'admets pas cela,et je vous répète que je vous défends de recommencer». Et j'ai poursuivi :

« Vous m'avez accusé de tramer je ne sais quel noir dessein. Vous m'avez reproché mon amitié pour Doumer. C'est vrai : je l'ai toujours eu pour ami. Et je dois dire que, quand le gouvernement s'est retiré à Bordeaux, septembre 1914, c'est M. Doumer qui m'aida dans ma tâche. »

(M. Briand s'est écrié : « Mais oui, c'est nous-mêmes qui vous avions dit de le garder près de vous ! »)

Vous m'avez aussi accusé de conspirer contre vous avec Clemenceau. Or, pendant les quatre mois que j'ai été ministre, je n'ai reçu Clemenceau qu'une fois. Il est venu me voir au sujet d'une question purement administrative. Je ne le connais que pour l'avoir eu jadis, quand j'étais gouverneur de Madagascar, comme président du conseil : je l'ai, d'ailleurs, toujours trouvé très bienveillant et très net.

Sur ce, j'ai tendu le certificat des médecins exigeant deux mois de repos absolu et j'ai remis ma démission.

Ils protestaient, ils protestaient :

« C'est impossible ! pour la France, aussi bien pour l'élément civil que pour l'élément militaire, c'est impossible. Songez donc à Verdun ; nous sommes en pleine bataille. »

Je les arrêtai court : je me suis écrié :

— En pleine bataille, dites-vous !

Pardon, nous sommes en guerre depuis dix-huit mois, et, tout le temps qu'on est en guerre, c'est la bataille. Puis, c'est en pleine bataille qu'on a changé le commandement à Verdun. C'est aussi en pleine bataille qu'en août 1914 on m'a confié le gouvernement militaire et la défense de Paris. On peut prendre, on a toujours pris des mesures en pleine bataille.

Au reste, vous pouvez trouver un autre ministre de la Guerre ; il y a Lyautey ou un homme politique...

« Non, il faut que *vous* restiez là ! Parlez de congé, ne parlez pas de démission ! Nous comprenons que vous vouliez vous reposer : on vous portera à Versailles les pièces importantes à signer. Puis vous reviendrez. »

— Si vous le voulez, vous arrangerez les choses comme vous l'entendrez ; mais moi, je coupe la corde. L'ordre des médecins est formel. Moi-même, d'ailleurs, je sens qu'à continuer ainsi, je n'en ai plus que pour quelques jours... Je suis tellement fatigué que je n'ai plus ma tête à moi...

— « On ne l'aurait vraiment pas dit ce matin, fit M. Briand, tandis que vous exposiez vos idées sur le haut commandement et que vous les discutiez une à une. »

— ...Tandis que, avec un mois, deux mois de trêve, on me promet que je serai au retour un homme neuf et que je pourrai reprendre du service actif. Le gouvernement pourra alors faire de moi ce qu'il voudra.

Le président de la République et le président du conseil, qui refusent obstinément d'accepter la démission, me demandent de leur laisser deux jours de réflexion.

— D'accord ; j'accepte que vous cherchiez ensemble comment présenter les choses au public ; mais à une condition : c'est que, à partir de ce jour, je ne m'occupe plus du tout des affaires. Il reste entendu que je m'en vais, pour ne plus revenir au ministère. Et je ne suis rentré ici que pour en sortir !

A peine l'ai-je quitté que j'entends résonner son timbre, longuement :

Le général donne l'ordre que tout soit emballé !

MARIUS-ARY LEBLOND.

Le monde d'aujourd'hui

Les étrangers qui avaient leurs habitudes chez nous avant la guerre ne reconnaissent plus Paris. Nous-mêmes, qui n'avons cessé d'y vivre, nous nous y trouvons souvent dépaysés. La guerre a opéré une révolution dans nos mœurs, dans nos modes, aussi bien que dans nos façons profondes de penser et de sentir. Ce qu'on appelle le monde ne ressemble point aujourd'hui à ce qu'il était en 1914. C'est même une question de savoir s'il existe encore une société parisienne.

*
* *

Dans toutes les capitales, une société se compose de l'élite de la nation. L'aristocratie de la naissance s'y mêle plus ou moins à celle du talent, de la richesse, de la politique. L'intrigue et le jeu naturel des passions ne manquent jamais d'y introduire des éléments hétérogènes et tout à fait indignes d'être classés sous l'étiquette d'élite. Mais c'est le sort de tout organisme humain de porter en soi des parties impures ; et il n'y a point de société qui, sous un vernis d'élégance, n'abrite de médiocres éléments. Avec ses tares, la société parisienne a fait durant des siècles l'envie et l'admiration de l'univers. Son histoire n'est point à faire. Elle s'appela longtemps la cour ; nos institutions et nos

mœurs collaborèrent pour en assurer le lustre et l'éclat et pour en faire la parure de la France. L'Europe lui doit en partie sa civilisation. Ni la guillotine, ni le sentiment démocratique, ni même nos institutions jacobines n'eurent raison d'elle sur le coup, et, alors que personne ne régnait plus en France, ses modes et ses décrets continuèrent à régenter le monde civilisé. Les hommes peuvent proclamer l'égalité un droit, leur puissance ne va pas jusqu'à le convertir en fait. « Partout, écrit l'auteur de *la Comédie humaine*, lorsque vous rassemblerez des familles d'inégale fortune, sur un espace donné, vous verrez se former des cercles supérieurs, des patriciens, des première, seconde et troisième sociétés. »

Ce phénomène naturel et comme spontané se produisit en France au lendemain des grandes destructions révolutionnaires. « Dans toutes les créations, notait encore Balzac, la tête a sa place marquée. Si, par hasard, une nation fait tomber son chef à ses pieds, elle s'aperçoit tôt ou tard qu'elle s'est suicidée. Comme les nations ne veulent pas mourir, elles travaillent alors à se refaire une tête... »

Aux environs de 1820, se reconstituait à Paris un « monde » où primait la vieille aristocratie française : encore solidement assise sur le *domaine*, « le domaine-sol comme le domaine-argent, seule base d'une société régulière ». C'était « le faubourg Saint-Germain ».

« Ce que l'on nomme, en France, le faubourg Saint-Germain, écrivait Balzac en 1834, n'est ni un quartier, ni une secte, ni une institution, ni rien qui se puisse nettement exprimer. La place Royale, le faubourg Saint-Honoré, la Chaussée d'Antin, possèdent également des hôtels où se respire l'air du faubourg Saint-Germain. Des personnes nées fort loin de son influence peuvent la ressentir et s'agréger à ce monde, tandis que certaines autres qui y sont nées peuvent en être à jamais bannies. Les manières, le parler, en un mot la tradition faubourg Saint-Germain est à Paris, depuis environ quarante ans, ce que la cour y était jadis, ce qu'était l'hôtel Saint-Paul dans le quatorzième siècle, le Louvre au quinzième, le Palais, l'hôtel de Rambouillet, la place Royale au seizième, puis Versailles au dix-septième et au dix-huitième siècle... »

Comment cette société, qui paraissait à l'époque de la Restauration à la fois si brillante et si forte, qui semblait

susceptible de prendre et de conserver si aisément un véritable ascendant sur une classe moyenne avide de distinctions, amoureuse d'art et de science, sur un peuple encore sensible à l'éclat des supériorités et toujours touché par les idées généreuses, comment cette société fut-elle si vite entamée, dissociée, réduite à l'état de fantôme où nous l'avons connue il y a trente ans?

Demandons-le encore à cet analyste aigu, à ce clinicien qui s'est penché sur elle avec tant de clairvoyance et de lucidité, à cet admirable Balzac qui semble avoir pénétré toutes les causes des effets que nous ressentons aujourd'hui douloureusement.

Pour lui, l'aristocratie française a commis au début de notre siècle une série de fautes qui ont annihilé l'ensemble des circonstances heureuses qui se présentaient alors à elle, et l'ont conduite peu à peu à son déclin.

D'abord, elle n'a pas compris à temps, comme le fit l'aristocratie anglaise, que « les institutions ont leurs années climatériques, où les mêmes mots n'ont plus les mêmes significations, où les idées prennent d'autres vêtements, où les conditions de la vie politique changent totalement de forme sans que le fond soit essentiellement altéré ». Elle s'est obstinée dans des formes surannées.

Elle n'a pas senti que la distinction si jalousement recherchée par les siens entre elle-même et les autres sphères d'activité sociale, impliquait nécessairement une valeur réelle, capitale, chez les sommités aristocratiques. « Là où il n'était besoin jadis que d'un grand cœur, il faut aujourd'hui un large crâne. L'art, écrit Balzac, la science et l'argent forment le triangle où s'inscrit l'écu du pouvoir et d'où doit procéder la moderne aristocratie. Un beau théorème vaut un grand nom. Les Fugger modernes sont princes de fait. Un grand artiste est réellement un oligarque, il représente tout un siècle et devient presque toujours une loi. Ainsi le talent, la parole, les machines à haute pression de l'écrivain, le génie du poète, la constance du commerçant, la volonté de l'homme d'État qui concentre en lui mille qualités éblouissantes, le glaive du général, ces conquêtes personnelles faites par un seul sur toute la société pour lui en imposer, la classe aristocratique aurait dû s'efforcer d'en avoir aujourd'hui le monopole, comme jadis elle avait celui de la force matérielle. Pour rester à la tête d'un pays, ne

faut-il pas toujours être digne de le conduire ; en être l'âme et l'esprit pour en faire agir les mains?... Que serait le bâton des maréchaux sans la force intrinsèque du capitaine qui le tient à la main? Le faubourg Saint-Germain a joué avec des bâtons, en croyant qu'ils étaient le pouvoir. Il avait renversé les termes de la proposition qui commande son existence. Au lieu de jeter les insignes qui choquaient le peuple et de garder secrètement la force, il a laissé saisir la force à la bourgeoisie, s'est cramponné fatalement aux insignes et a constamment oublié les lois que lui imposait sa faiblesse numérique... »

On ne sait quelle indolence, quelle fatigue de l'esprit, quelle incapacité à appliquer longtemps l'attention sur un même objet écarta des hommes, admirablement doués, des travaux de la politique, de la diplomatie, de la science, des initiatives qui eussent ajouté un fleuron à leur couronne.

Le faubourg Saint-Germain n'a pas démêlé cette vérité essentielle qu'une aristocratie, qui néglige le pouvoir, la force réelle et l'action, voit nécessairement ses privilèges s'évanouir. « Elle est, dit notre auteur, comme un roi fainéant, un mari en jupon, elle est nulle avant de n'être rien... Le costume général des castes patriciennes est tout à la fois le symbole d'une puissance réelle, et les raisons de leur mort quand elles ont perdu leur puissance. » En s'immobilisant dans une opposition stérile ou en émigrant à l'intérieur, après 1830, l'aristocratie s'est condamnée à un état de vie ralentie, à une sorte d'hivernage qui annonce la fin des espèces.

Une autre erreur des hommes du faubourg n'a-t-elle pas été de ne point distinguer qu'une société qui veut subsister doit se comporter à la manière d'un organisme naturel, qui, chaque jour, se recrute et élimine. Le faubourg s'est vite trouvé encombré de ces déchets sociaux qui paralysent un corps au figuré comme au propre ; et, non plus, il n'a pas su attirer à lui et s'amalgamer ces autorités modernes qui sont l'inventeur, l'artiste, l'ingénieur, le grand industriel ou le grand poète. Négligeant en eux-mêmes les vertus du producteur, les patriciens n'ont pas su, ou n'ont pas voulu s'associer les hommes éminents que l'évolution sociale projetait presque naturellement vers eux. A mesure que sous la contagion des idées révolutionnaires, le patriotisme de caste disparaissait, il faisait place à l'égoïsme de caste :

un vice remplaçait une vertu. Au lieu de se montrer protecteur comme un *grand*, le faubourg Saint-Germain se montra trop souvent jaloux et avide comme un parvenu. « S'il ne trouvait point en lui-même des hommes de génie, le faubourg, disait encore Balzac, devait aller les chercher jusque dans le froid grenier où ils pouvaient être en train de mourir et se les assimiler comme la Chambre des lords anglais s'assimile constamment les aristocrates de hasard. Mais, pousuit le romancier, le grand système du torysme anglais était trop immense pour ces petites têtes. Elles haïssaient tout ce qui ne venait pas d'elles... »

C'est ainsi que loin de se rajeunir et de se fortifier durant les années de la Restauration qui eussent pu lui être si propices, le faubourg Saint-Germain s'est, selon l'expression de Balzac, *avieilli*.

Un écrivain est toujours injuste quand il essaie d'analyser en bloc les traits caractéristiques d'un peuple, d'une foule ou d'une caste. Le biographe de *la Duchesse de Langeais*, dans cette cruelle observation de la société sous Louis XVIII ou sous Charles X, fait le procès du faubourg sans tenir compte des circonstances atténuantes, sans mettre en évidence les exceptions aux généralités qu'il développe. Nous sentons bien ce qu'il y a de fondé dans ses critiques vis-à-vis de la collectivité, ce qu'il y a d'inique vis-à-vis des individus. Si l'influence du faubourg sur notre vie nationale est tombée si vite, ce ne peut être en effet que parce que cette aristocratie a commis des erreurs qui l'ont perdue. Et cependant, quand Balzac nous parle, par exemple, de la défiance de l'aristocratie d'alors vis-à-vis de ce que nous appellerions le « parti de l'intelligence », nous ne pouvons nous empêcher de songer que c'est le faubourg qui fit la fortune littéraire et la gloire de Lamartine. C'est dans la société la plus fermée que le poète des *Méditations* trouva son premier succès. C'est dans ce milieu qu'on juge si attardé que les nouveautés qu'il apportait furent comprises et goûtées !

C'est d'ailleurs parce que l'auteur de *la Comédie humaine* connaissait la haute valeur sociale de l'aristocratie qu'il lui reproche si amèrement ses nonchalances et ses démissions. Que laissaient-ils derrière eux, ces chevaux-légers qui méprisèrent et combattirent les Tuileries?

Un monde où précisément le parti de l'intelligence tint

un instant le haut du pavé. C'est peut-être sous le règne de Louis-Philippe que Paris retrouva avec le plus de bonheur le charme et les grâces d'une conversation solide et brillante, nourrie par le savoir, la réflexion et l'expérience. Un homme cultivé qui met son plaisir dans le commerce de l'esprit ne peut rêver un temps plus propice à la satisfaction de ses goûts. Victor Hugo, dans ses *Choses vues*, décrit l'intimité du roi Louis-Philippe et de quelques-uns de ses ministres de façon à donner la nostalgie de cette société. Il est question d'un certain dîner chez M. de Salvandy, le 14 janvier 1847, où la simple énumération des convives fait regretter de n'avoir pas participé à une telle réunion.

Il y avait là, dit Hugo, le marquis de Normanby, ambassadeur d'Angleterre ; le duc de Caraman, jeune grand seigneur, intelligent et simple, très occupé d'études philosophiques ; Dupin aîné, avec son air de bourgeois brusque ; M. de Rémusat, l'académicien d'il y a huit jours, esprit fin, intelligence impartiale ; M. Gay-Lussac, le chimiste, que sa renommée a fait pair de France et à qui la nature a donné une figure de bon paysan ; l'autre chimiste, M. Dumas, homme de talent, un peu trop frisé ; Sainte-Beuve, chauve et petit ; Alfred de Musset, avec son air jeune, sa barbe blonde, ses opinions équivoques et son visage spirituel ; M. Ponsard, homme de trente-deux ans, aux traits réguliers, aux yeux grands et ternes, au front médiocre, le tout encadré d'une barbe noire et d'une chevelure noire, beau garçon pour les boutiquiers, grand poète pour les bourgeois ; M. Michel Chevalier, avec sa tête tondue, son front fuyant, son profil d'oiseau et sa taille mince ; Alfred de Vigny, autre blond à profil d'oiseau, mais à longs cheveux ; Viennet, avec sa grimace ; Scribe, avec son air placide, un peu préoccupé d'une pièce qu'on lui jouait le soir même au Gymnase et qui est tombée ; Dupaty, triste de sa chute du 7, en pleine Académie ; Montalembert, avec ses cheveux longs et son air anglais, doux et dédaigneux ; Philippe de Ségur, causeur familier et gai, au nez aquilin, aux yeux enfoncés, aux cheveux gris imitant la coiffure de l'empereur ; les généraux Fabvier et Rapatel, en grand uniforme ; Mignet, souriant et froid ; Gustave de Beaumont, tête brune, vive et ferme ; Halévy, toujours timide ; l'astronome Leverrier, un peu rougeaud ; Vitet, avec sa grande taille et son sourire aimable, bien qu'il lui déchausse les dents ; M. Victor Leclerc, le candidat académique qui avait échoué le matin. Ingres, à qui la table venait au menton, si bien que sa cravate blanche et son cordon de commandeur semblaient sortir de la nappe ; Pradier, avec ses

longs cheveux et son air d'avoir quarante ans quoiqu'il en ait soixante ; Auber, avec sa tête en torticolis, ses façons polies et ses deux croix d'officier à sa boutonnière !

Voilà un échantillon des assemblées mondaines sous la monarchie de Juillet !

Ces intellectuels, ces artistes, ces grands seigneurs ralliés au Juste-Milieu, ces honnêtes bourgeois surent-ils durer plus longtemps, mieux asseoir leur puissance que leurs devanciers? Non !

Ils laissèrent la place à une société composite extrêmement vivante et riche en individualités puissantes, mais dépourvue de tradition, de doctrine et dont le salon de la princesse Mathilde fut en quelque sorte la fleur.

Ni la philosophie, ni l'art, ni la plus brillante culture, alliés aux plus solides vertus bourgeoises, ne remplacent dans une civilisation les qualités spécifiques de l'aristocratie. Le sentiment de l'honneur, à la Corneille, fut chez nous une sorte de religion nationale. Elle était entretenue, alimentée, cultivée par l'aristocratie, comme telle autre religion par ses prêtres et ses lévites. Elle était en même temps le ressort de cette société, à laquelle elle donnait le goût d'une certaine perfection. En passant de la forme aristocratique à la forme ploutocratique, cette société changea de religion. L'appétit de l'argent n'exclut pas le sentiment de l'honneur, mais il le transforme. Celui de César Birotteau n'est point celui de Bayard. Encore cette noble probité bourgeoise ne fut-elle jamais, non plus que le mysticisme industriel ou financier, le propre du monde où régnait une pauvre sagesse pratique, qui parut consister à jouir doucement de la fortune, à éviter les excès de toute sorte et, comme l'écrivait Renan, « à ne pas être trop sage ni à s'imaginer qu'en s'exténuant d'efforts on triomphera de la destinée, à ne pas non plus s'abandonner à la folie, car elle est presque toujours punie, à accepter les préjugés tels qu'ils existent, sans les combattre et sans chercher à les réformer ; à pratiquer en tout une philosophie modérée et de juste milieu, sans zèle, sans mysticisme... ».

Cette doctrine d'esprits blasés, quel fragile étai pour soutenir une construction sociale ! Une religion, que ce soit le catholicisme ou le culte de l'honneur, constitue, comme l'étymologie l'indique, un lien qui unit les hommes entre eux. Elle

en fait une masse cohérente. Mais cet idéal fatigué, c'est l'inconsistance même! La poursuite exclusive d'une philosophie réaliste, menant à la fortune et au succès, quel misérable moteur! Une prudence mondaine tirée de l'expérience temporelle de la vie, quelle médiocre armature! Comment une société qui met le but suprême de la vie dans le plaisir tranquille et où, toujours selon l'expression de Renan, la religion n'a de place que « comme une part de l'esprit de conduite et de la tenue d'un galant homme », aurait-elle pu résister aux assauts que lui livra la démocratie jalouse de ce que ce monde a pu conserver de brillant et d'élégant, aux catastrophes et à l'usure des temps?

*
* *

Sur la période qui va de 1871 à 1914, les romans de M. Paul Bourget fourniront à l'historien des mœurs les mêmes documents précieux, les mêmes analyses psychologiques que *la Comédie humaine* pour la période de la Restauration. Mme de Sauve, pareille à une Salomé de Luini, l'héroïne de *Cruelle Enigme;* Hélène Chazel, la victime d'un *Crime d'amour;* Mme Moraines de *Mensonges*, la pliante Mme de Tillières dans un *Cœur de femme*, et Colette Rigaud, la comédienne; Casal, cette autre « fleur des pois » de 1880, Dorsenne, René Vincy, Poyanne, André Cornélis, Robert Greslou, sont des personnages aussi représentatifs d'un monde dans lequel nous avons été élevés, nous avons vécu, que Rastignac, Marsay, Bianchon, le père Goriot, Blondet, Bixiou, la duchesse de Langeais, la princesse de Cadignan, la baronne de Nucingen, Mme de Montcornet ou Esther le sont de la société sous Louis XVIII ou sous la monarchie de Juillet. La duchesse de Roannez, costumée en saphir étoilé ou grimée en princesse de la Renaissance, réunit dans sa séduisante personne quelques-uns des traits les plus caractéristiques de la folie qui agita le monde à la veille de la terrible secousse de 1914. Cette « créature d'abus, qui ne croyait à rien, qui ne servait à rien, qui ne respectait rien » que ses amies appellent « un petit Néron », incarne bien cette civilisation, comblée de tous les dons matériels et pauvre d'idéal, qui conduit l'univers à des catastrophes. Nous n'avons même pas su garder la mesure et la sagesse indiquées par Renan. Comme le notait M. Bourget, « trop de bien-

être, trop de luxe, trop d'avidité et de possibilité de jouir » appelaient les coups de la Némésis. Cette ruée vers l'argent et le plaisir, cet orgueil, cette divinisation de l'homme dans la vie privée comme dans la vie publique, cet abus constant d'activité, d'émotion, de pensée, à quoi nous en étions arrivés, n'étaient-ce pas autant de signes de l'état morbide de la société?

Un autre observateur profond de notre temps, Avesnes, vient de mettre en évidence, dans un roman d'une haute portée philosophique, les tares de ce monde finissant. *L'Ile heureuse* c'est la société elle-même, entourée de cette perfection matérielle et de ce luxe extrême qui sont devenus ses seules aspirations. Voyez comment aimaient la duchesse de Langeais, la baronne de Nucingen, voyez comment flirtent Maud de Clarens ou la baronne Amédée Privaz et vous distinguerez quel abîme sépare les deux sociétés.

Ces hommes et ces femmes, à qui la fortune laisse le loisir et la possibilité de vivre selon leur fantaisie et de satisfaire leurs penchants ou leurs passions, s'imaginent appartenir à une civilisation extrêmement raffinée, parce qu'ils ont augmenté autour d'eux le confort et le luxe dans des proportions extraordinaires. Les inventions de la science, le développement de l'industrie leur ont permis de réaliser pour leur bien-être ce que l'imagination de leurs ancêtres ne concevait même point. Les progrès opérés dans la fabrication de toutes choses depuis un siècle les ont même invités à s'attacher de plus en plus, et quasi uniquement, au développement matériel de leur existence. Ils ont oublié que la civilisation réside dans des façons de comprendre et de sentir bien plus que dans des biens matériels. Ne repose-t-elle pas tout entière sur les pouvoirs de contrainte, les puissances d'inhibition que l'homme est le seul des êtres vivants à posséder? L'insulte à l'instinct, prétend un biologiste, voilà le premier cri de l'homme civilisé ! Comme d'ardentes petites bêtes, ces jeunes hommes et ces jeunes femmes courent au bonheur et fuient la douleur. L'électricité, la vapeur, l'essence leur fournissent la faculté de voler plus vite à la réalisation de leurs désirs. Ce qu'on appelait le monde à la veille de la catastrophe de 1914 n'était plus guère qu'un trompe-l'œil. Il se nommait lui-même *le gratin*, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus superficiel dans un plat ; et ce terme de cuisine montre assez à quel point il était dominé par le matéria-

lisme! Le développement de toutes ces forces matérielles qui ne s'accompagnait point d'un égal développement des forces morales, où nous conduisit-il? A cette régression, à cette destruction de toute civilisation; à cette guerre qui dépassa en atrocités celles des temps les plus barbares, à cette guerre où le côté physico-chimique, si l'on peut dire, a dominé si cruellement, là aussi, à un moment donné, les forces morales.

Elles se relèvent, elles triomphent sous l'impulsion du sang français. A l'appel de la patrie en danger, les vertus de la race se réveillent. L'histoire de France retrouve ses éternels serviteurs, l'aristocratie ses traditions, les aristocrates leurs qualités de chefs-nés. Un duc de Rohan meurt en héros à la tête de ses chasseurs à pied, dans les tranchées de la Somme. Le petit-fils de ce duc de Luynes, tué à Patay en 1870, Chevreuse, tombe au champ d'honneur! Wagram, ce beau nom de l'empire, est illustré d'une gloire nouvelle et impérissable par l'arrière-petit-fils du maréchal Berthier! Les noms les plus éclatants de l'armorial s'inscrivent sur les tombes à côté des plus humbles. Une société, qui se montrait si désemparée dans la vie, meurt en noblesse et en beauté.



Cherchez aujourd'hui ce qui reste d'éléments de l'existence mondaine à Paris! Vous trouverez épars dans la capitale des îlots de vie aristocratique, des îlots de forte vie intellectuelle, des îlots d'élégance, de bon goût. Nul pont ne les réunit. Des abîmes les séparent.

Voyez l'Opéra où jadis la société tenait ses assises, où elle se réunissait, s'étageait selon des rites séculaires! C'est maintenant une juste image de l'incohérence où le monde est plongé. L'atmosphère, qui faisait de cette assemblée un tout où chacun avait sa place, a disparu. Les loges qui entourent la vôtre sont occupées par des spectateurs inconnus de vous et par qui vous êtes totalement ignoré, à moins que vous ne soyez une de ces personnalités tapageuses dont les journaux illustrés, les affiches de publicité ont popularisé les traits. Il n'y a même plus les bonnes manières, la distinction de la tenue pour maintenir cette unité qui donnait à une salle d'abonnés son aspect spécial. Les gens

se bousculent, se pressent, se piétinent, viennent à un spectacle de gala en veston de travail. A l'instant de la sortie, l'escalier monumental, qu'on ne gravissait jadis que dans les formes prescrites par tout un protocole, ressemble aux marches de la gare Saint-Lazare à l'arrivée d'un train de banlieue. Et si l'on pouvait pénétrer les âmes de ces auditeurs, quels disparates y relèverait-on? Où sont les temps où Barbey d'Aurevilly classait toutes les spectatrices de l'Opéra en deux catégories : « les musiciennes qui y venaient pour se repaître de mélodie et les très belles pour se faire admirer »? Où sont les temps de Stendhal où la musique était « bonne à faire rêver les jeunes hommes à celles qu'ils aimaient dans le moment? » Où sont les temps où le foyer de la danse était en même temps une académie d'esprit et de jolies façons? Même cette franc-maçonnerie de l'élégance a disparu. Et vous n'avez plus sous les yeux qu'une foule bigarrée où chaque individu recèle peut-être un connaisseur de musique profondément ému par l'opéra qu'il écoute mais que, dans ce plaisir même, rien de commun ne relie à son voisin. N'est-ce pas le témoignage qu'il ne subsiste plus de haute vie parisienne?

Mais, dit-on, le goût des arts a fait place à celui des sports, et si vous voulez rencontrer la société élégante, c'est ailleurs que dans les théâtres ou les expositions qu'il faut l'aller quérir. Soit. Voici le polo. C'est un endroit agréable, que sa situation à l'extrémité de la pelouse de Bagatelle tient suffisamment à l'écart. Il est délicieux, le matin, tandis qu'un joueur ou deux entraînent leurs poneys, ou s'exercent à manier leur maillet, de fouler l'herbe humide et de respirer l'odeur des gazons fraîchement tondus, ou bien de s'asseoir à l'extrémité du champ clos, et de regarder la ligne harmonieuse des coteaux boisés de Saint-Cloud onduler sur l'horizon autour du clocher de pierre, qui évoque si gracieusement tous ses frères d'Ile-de-France ! Mais, à six heures, cette baraque où l'on danse, cette foule cosmopolite attablée autour du goûter, cette foule où dominent les rastaquouères et les gens de couleur, où l'on parle toutes les langues de préférence au français, est-ce vraiment quelque chose de parisien? Casal eût salué Cosmopolis, mais n'eût point reconnu Paris.

Et les dancings? C'est, dit-on, le lieu de prédilection de nos contemporains. Le plus fameux, le plus connu d'entre

eux, frappe par son exotisme grossier. On a donné à une vaste halle de fer et de vitres, qui semble construite pour y garer des voitures automobiles ou pour y disposer les métiers d'une usine, un air d'Extrême-Orient en y installant des portiques de fausse laque rouge et noire, en revêtant les murs d'étoffes chinoises, en dissimulant les lampes électriques dans des lanternes annamites. Une divinité bouddhique trône accroupie au fond de la salle, devant une auréole scintillante de pseudo-nacre. On imagine sous cet aspect les casinos de Saïgon ou de Ceylan, où les matelots de tous les pays du monde vont boire et danser durant les heures d'escale. Un orchestre de nègres complète cette impression. Ces musiciens étranges arrivent à tirer de nos instruments européens, violons, violoncelles, clarinettes et tambours, les sons tour à tour aigres et grondants, sourds et stridents que les « griots » de la côte occidentale d'Afrique arrachent à leurs tam-tam, à leurs balafonds, à leurs petites flûtes de roseaux, à leurs guitares primitives, aux soirs voluptueux, où sur la dune de Guet-N'Dar, leur musique et leurs cris rythment les bonds endiablés, les folles contorsions de l'*Anamalis fobil*, la danse de l'amour au printemps !

Dans cette salle parisienne, il y a plusieurs orchestres et pour ne point laisser de répit aux nerfs et de repos aux danseurs, quand l'un cesse de jouer, un autre recommence. Ainsi là-bas, sous l'équateur, devant la vague des grands brisants, les noirs, l'œil enflammé, les muscles tendus, le torse ruisselant de sueur, si les tam-tam s'interrompent, continuent la cadence en frappant des mains avec frénésie, en hurlant leur refrain endiablé, jusqu'à ce que danseurs et danseuses tombent épuisés sur le sable...

Ces notes enragées, cet alleluia d'amour nègre, nous transportent en pleine barbarie, au pays surchauffé de soleil et agité d'hystérie lourde. Et c'est dans cette atmosphère d'ardeur et de licence que nos danseurs s'avancent lentement, froidement, attentifs à compter, à mesurer leurs pas, et si calmes, si compassés qu'ils donnent l'impression d'accomplir quelques rites dont l'esprit se serait envolé et dont le sens serait depuis longtemps perdu !

Quels sont ces couples dont quelques-uns ont infiniment d'aisance et de souplesse, et mettent vraiment dans leurs évolutions beaucoup de grâce et d'élégance? Des gens de toutes les classes de la société, des personnes du meilleur

monde, porteurs d'authentiques couronnes, des grands bourgeois et aussi de petits boutiquiers, des employés, des demoiselles de magasin, des femmes de chambre, mêlés à des filles, des étrangers de marque, des princes hindous, et jusqu'à des nègresses qui ont adopté le *passa doble* et le rythme mesuré des danses à la mode.

De tout temps, il y a eu des seigneurs et des bourgeois qui aimaient à s'encanailler. Les bals des barrières leur offraient un attrait irrésistible. Mais c'était là plaisir spécial et défini. On le prenait en cachette. C'était un vice, quelque chose de défendu. Aujourd'hui, c'est une manière d'être toute naturelle et dont peu de personnes se choquent encore.

Nulle part mieux que dans ces salles de danse en vogue n'apparaît la confusion qui règne sur le monde ; l'absence de limite marquée entre ce qui appartient à la société et ce qui ne peut en être sous peine de faire perdre tout sens à ce vocable.

Entrez dans un de ces hôtels de voyageurs dont le luxe et le confort se sont tellement développés depuis vingt ans, mais d'où toute espèce d'aménité et de politesse ont disparu, et où le service a perdu son ancienne correction. Êtes-vous à Londres, à Vienne, à Rome, en Suisse, ou en Amérique? Les hôtels sont faits pour les étrangers, certes ! Mais nous avons cependant connu un temps où l'atmosphère, le ton, les manières de Paris étaient si forts qu'ils s'imposaient aux voyageurs. Aujourd'hui, les Français eux-mêmes qui habitent ces caravansérails ont si bien perdu ces façons qu'on les prend facilement pour de nouveaux venus parmi nous, ignorants des usages et de la tenue. L'accession rapide à la fortune amène à la surface de la société des individus si totalement dépourvus d'éducation et de culture, qu'ils paraissent aussi dépaysés au milieu des raffinements de la civilisation que des Congolais ou des Esquimaux.

Des perruches se parent à dix heures du matin de colliers de perles ou de rivières de diamants. Elles sont incapables de s'habiller selon les heures et les circonstances. Livrées à l'exploitation d'industriels sans vergogne, elles sont arrivées, comme le relevait si exactement le comte Robert de Montesquiou dans un récent article, « à se complaire dans le laid, à le rechercher, ensuite à le requérir uniquement, enfin à créer cette émulation passionnée du laid devenue

le goût du jour! » Ont-elles plus de tact dans leurs propos que dans leurs toilettes? Tout est, autour d'elles, comme le dit spirituellement et tristement M. de Montesquiou, à la mode *région dévastée!* Elles n'ont pas plus de chevaleresque dans l'âme que de tenue à table!

« Voir manger une Parisienne, disait un voyageur anglais, c'est un spectacle quasi spirituel. » C'était vrai il y a cent ans!

Aujourd'hui, les restaurants les mieux achalandés offrent un spectacle si décourageant que les vieux Parisiens les ont abandonnés pour leur cercle. Cette mode barbare de danser en mangeant n'est-elle pas à elle seule un signe des temps? La conversation, ce plaisir social par excellence, a disparu. Où sont les dîneurs étincelants du café de Foy, les soupeurs de la maison Doré? Où s'est envolé l'esprit qui se dépensa durant tant d'années chez Tortoni ou au café Anglais?

Éprouvées par la guerre, attristées par leurs deuils, dira-t-on, les plus nobles familles françaises se sont retirées de cette cohue et mènent, enfermées dans leur hôtel ou dans leur château, la vie la plus digne, la plus propre à faire honneur aux mœurs de notre pays. C'est un fait. C'en est un autre qu'une partie de l'aristocratie et que la majorité de la classe bourgeoise se sont données à la reconstitution de notre industrie, à la reprise de nos affaires et qu'absorbés par le travail, ces Français de pur sang négligent le superflu, se soucient peu de briller et fuient les distractions bruyantes. Un duc de Broglie, un duc de Guiche, un comte de Gramont s'illustrent dans les travaux scientifiques. Mais du fait même de cet isolement où s'enferment les plus vrais aristocrates et les plus solides représentants du génie français, la société livrée à la futilité des uns, à la grossièreté des autres, le monde, c'est-à-dire ce qui se réunit, se groupe, ce qui est brillant, chatoyant, tapageur, ce que l'on voit de loin, ce qui fixe les apparences de la vie dans une cité, tombe au néant.

De temps en temps s'ouvrent bien quelques maisons où tout est délicat et précieux, depuis les propos jusqu'aux meubles et aux bibelots choisis avec un goût plus sûr qu'il ne fut jamais. Mais c'est pour quelques fêtes intimes, pour quelques déjeuners ou quelques dîners dont les convives restreints sont toujours à peu près les mêmes. Ces petits

cercles ne se pénètrent point les uns les autres. Ils n'ont pas de loi commune.

Parmi ces gens qualifiés, qui songerait à exercer la police de la société? Elle est trop ouverte d'ailleurs pour qu'on puisse en exclure qui que ce soit et les plus difficiles ne semblent-ils pas attirés au contraire par les monstres, les héros brillants de quelque affaire scabreuse, les vedettes du scandale? Enfin, parmi ces Parisiens à qui la naissance, l'éducation, la façon de vivre ont donné le privilège du goût, qui se soucie de faire régner ce goût sur la ville, sur son luxe, sur ses arts, sur ses divertissements? Quelles sont les maîtresses de maison qui se préoccupent vraiment de composer un *salon*, d'y grouper des hommes de pensée, des artistes qu'elles feront travailler? Compte-t-on dans tout Paris dix femmes animées aujourd'hui de ce courage? Et cependant quel rôle ont joué et pourraient continuer à jouer les salons parisiens dans le développement de la vie sociale.

Napoléon, qui n'aimait point les inutiles, a toujours marqué une extrême bienveillance pour les Parisiennes préoccupées, au lendemain de la Révolution, de faire renaître la vie de salons. Il savait quelle politesse elle donne aux mœurs. Il comptait que les nouveaux riches d'alors et que ses soldats s'y affineraient, y prendraient cette délicatesse dans les sentiments et dans la pensée qui leur faisait défaut ; et que son siècle y gagnerait en éclat. Il comblait de ses faveurs les femmes de l'ancien régime qui voulaient bien ouvrir leurs hôtels, recevoir, et il les aidait de sa cassette à mener grand train, à donner le ton de l'élégance. Il y a plus d'un rapport entre ces temps et les nôtres.

Nous vivons dans une période d'incertitude et de reconstruction où les cadres sociaux seraient plus que jamais nécessaires. Mme Sans-Gêne réapparait au milieu de nous. Qui lui apprendra à vivre? Qui l'aidera à découvrir que la civilisation ne consiste pas à posséder une Rolle-Royce, un collier de perles de 700 000 francs et à s'habiller place Vendôme? Dans quel hôtel de Beauséant pourra-t-elle s'initier à tout ce qui fait la noblesse et l'élégance de la vie?

Bien des moralistes prennent aisément leur parti de la disparition d'un monde dont Rastignac lui-même disait : « Il n'y a pas de Juvénal qui puisse en peindre l'horreur,

couverte d'or et de pierreries ! » La haute vie parisienne, telle qu'elle était comprise à l'époque de Balzac aussi bien qu'à celle où Guy de Maupassant écrivait *Notre cœur*, leur apparaît comme le plus médiocre des domaines où une activité humaine puisse s'exercer. Mettre son application à posséder la maison la mieux montée, l'écurie de courses la mieux composée, la chasse la mieux aménagée et les maîtresses les plus difficiles leur semble la pire folie !

Renan, qui cependant n'avait point de futilité dans l'esprit, pensait autrement. Les hommes ont l'habitude de regarder l'univers dans ces fragments de miroir brisé que sont leurs consciences. Les philosophes de l'espèce de Renan s'efforcent de reconstituer le miroir total et d'y prendre une vision plus complète du monde moral. Ainsi tout s'ordonne pour eux selon des proportions plus vraies, et chaque détail prend sa place et son importance relative, qu'il surgit avec le caractère de nécessité qui lui est propre. C'est ainsi que Renan était amené à écrire « Les existences en apparence inutiles des gens à la mode ont plus de valeur qu'on ne croit. Il faut qu'il y ait de tels gens pour faire courir les chevaux, donner les bals, pour accomplir en un mot les vaines besognes qui fatigueraient les sages et absorber les jouissances dangereuses qui les distrairaient. »

Et il ajoutait : « Nous ne savons pas assez quelle reconnaissance nous devons à ceux qui se chargent d'être riches pour nous. Il n'y a qu'un très petit nombre de cerveaux capables de philosopher. Les toilettes, les promenades au Bois, les équipages, l'Opéra, les courses dévorent une activité qui serait sans cela nuisible, et débarrassent les bons lobes du cerveau de l'humanité du quadrille qui les obsède. Oui, tout ce train bruyant du monde est nécessaire pour qu'un Cuvier, qu'un Bopp soient tranquilles en leur chambre, aient de bonnes bibliothèques, et ne soient ni obligés, ni tentés d'user leur temps à ces vanités... »

Il y a bien de l'ironie dans la façon dont Renan s'incline devant les gens du monde. Mais cet aristocrate de la pensée n'en a pas moins marqué dans toute son œuvre la vertu de toute aristocratie et la place que les « inutiles » sont appelés à tenir dans une société policée. Ce qu'ils apportent de goût et d'exquis raffinement dans la vie éclate de soi-même ; et le badinage de Renan prend toute sa portée si vous songez que les arts sont nés de la collaboration du châte-

lain qui demeure, et de l'architecte qui construit, de l'artiste qui décore. Vous vous plaignez de n'avoir plus d'architecture, vous déplorez la décadence des arts ; vous n'aurez point de style tant que vous n'aurez point de société.

M. Briand aime à déclarer qu'un homme politique apprend plus de choses dans la société des femmes que dans celle des livres. Vous déplorez l'absence de vrais diplomates en un temps où ils rendraient à notre pays de tels services. Songez aux « milieux » dans lesquels un Talleyrand a formé son génie !

Le monde moral, comme la biologie, est régi par de grandes lois de corrélation. Se résigner à voir disparaître une société élégante et policée avec ce qu'elle comporte à la fois de sérieux et de futile ne serait-ce pas accepter une diminution capitale? Mais est-il question de cela?

Melchior de Vogüé nous recommandait jadis de ne point retourner, pour regarder notre temps, la lorgnette qui nous servait à admirer le passé. Il avait raison. Nous sommes trop portés à nous faire les contempteurs de notre siècle quand l'âge interdit d'en partager les passions et d'en goûter les plaisirs. Une société que nous avons aimée disparaît. La civilisation nous semble en péril. Comme l'écrivait déjà Renan en 1871, « les vieilles croyances au moyen desquelles on aidait l'homme à pratiquer la vertu sont ébranlées, et elles n'ont pas été remplacées... Nous vivons de l'ombre d'une ombre. De quoi vivra-t-on après nous? »

Nul, pour l'instant, ne saurait répondre à une telle interrogation. Mais il faut toujours conclure à la manière optimiste de Renan. Il y a une nature sociale aussi ingénieuse à subsister, aussi obstinée à persévérer dans son être que la nature proprement dite. Elle saura conserver de l'ancienne civilisation tout ce qui sera nécessaire pour que l'humanité remplisse ses obscurs devoirs et accomplisse ses mystérieuses destinées.

LUCIEN CORPECHOT.

Le général Broussilov

GRAND, sec, maigre, les yeux perçants, le verbe net et incisif, je vois et j'entends Alexéi-Alexéevitch Broussilov comme s'il était devant moi (1). Cavalier excellent, il était, quand je fis sa connaissance, en 1894, colonel et chef de l'École d'officiers de cavalerie à Petrograd, alors Saint-Pétersbourg. On ne pouvait déjà prévoir les illustres destinées d'Alexéi-Alexéevitch, le futur héros de la grande guerre, aujourd'hui commandant en chef de l'armée rouge. En revanche, il avait une particularité : il s'intéressait passionnément aux expériences spirites ; et c'est, je crois, à une séance de spiritisme que je le vis pour la première fois et je pus m'y convaincre que l'excellent colonel était la crédulité même. Un rien suffisait à le convaincre. Que de fois, au cours de nos nombreuses et interminables séances avec le fameux médium russe Sambor, n'arrivait-il pas à l'un des assistants de heurter par hasard du pied la table dans l'obscurité? Aussitôt, Broussilov de déclarer de sa voix inoubliable :

« Voilà qui est net. Merci, merci ! »

Broussilov n'aimait guère les sceptiques ; et il ne faisait pas bon manifester quelque réserve en sa présence.

La chose est intéressante à noter : grâce à ce que j'ai vu, j'ai pu, dans ces circonstances, me convaincre que chez

(1) C'est ici le témoignage d'un diplomate russe, le comte Perovsky : nous croyons qu'il est susceptible d'intéresser nos lecteurs.

Broussilov une trop grande crédulité pouvait quelquefois devenir presque de la complicité. Quoi qu'il en soit, il ne paraît pas que cela lui ait nui dans le commandement des armées impériales ou bolchevistes.

Les séances chez Broussilov se terminaient par un excellent souper qui était souvent la partie la plus agréable de la soirée. Le médium y prenait naturellement part et ne tarissait pas en récits sur ses merveilles. Il est juste d'ajouter que, parfois, il y mêlait de fines railleries à l'adresse et des spirites et des « esprits » eux-mêmes. De son côté, Broussilov se montrait le plus aimable et le plus hospitalier des maîtres de maison. Causeur charmant, il était lui aussi fort disert, dès qu'il entrait dans un de ses sujets favoris, parmi lesquels les questions de politique étrangère et de stratégie étaient au premier rang. Je n'oublierai jamais la façon magistrale dont il démolit tout le plan de campagne de Kouropatkine pendant la guerre russo-japonaise. Dînant un jour chez moi au commencement de 1905, il nous fit tout un cours sur les fautes innombrables commises, selon lui, au cours de la campagne par celui qu'un journal parisien appelait assez improprement un « excellent général, mais un déplorable administrateur ». Cette conférence, j'en ai gardé un très vif souvenir tant Broussilov s'y montra brillant, habile, impitoyable. Il est bon d'ajouter qu'il haïssait Kouropatkine.

En ce temps-là, ses opinions politiques semblaient ultra-conservatrices : il paraissait avoir du goût pour la répression et la « manière forte ». Je crois qu'il aurait pu être terrible au cours d'un mouvement populaire qu'on l'aurait chargé d'étouffer. Il m'a toujours paru doué d'une volonté de fer et d'une énergie à toute épreuve. Et cette énergie et cette volonté semblaient destinées à ne servir rien d'autre que la cause « du trône et de l'autel ».

Quantum mutatus ab illo? Que s'est-il donc passé? Comment ce conservateur, ce général à poigne, aide de camp de l'empereur de toutes les Russies, a-t-il pu mettre son épée au service de la bande de malfaiteurs qui actuellement détient le pouvoir en Moscovie? (Car quels que soient les trésors d'indulgence dont débordent pour eux les cœurs des Woodrow Wilson et des Lloyd George, la plupart des leaders bolchevistes ne sont que des aventuriers de grand chemin.) Comment ce monarchiste s'est-il décidé à défendre

de toute son énergie la République des soviets? Comment a-t-il passé l'éponge sur les crimes innombrables du régime Trotsky-Lénine et de ses « commissions extraordinaires », au point de se faire — sur les champs de bataille tout au moins — le champion attitré d'un tel régime?

Les raisons de cette « évolution » peuvent être multiples. Je vais en indiquer brièvement quelques-unes. D'abord, Broussilov a voulu poursuivre la course aux grandeurs par n'importe quelle voie. Ne serait-il donc rien qu'un homme sans principes politiques, aujourd'hui monarchiste, demain républicain, après-demain socialiste? Cette explication, je l'écarte résolument, encore que l'on doive reconnaître, en Broussilov, un certain opportunisme politique. Viennent ensuite les moyens de pression multiples et divers que les autorités soviétiques savent employer pour recruter des adhérents nouveaux et les mettre — ou les garder — au service de la « cause prolétarienne ». Ces moyens de pression qui vont quelquefois, on le sait ou, peut-être, ne le sait-on pas assez, jusqu'à l'exécution sommaire des membres de la famille des récalcitrants ont certes pu, et peut-être dû être employés contre le général Broussilov. Il a été marié deux fois, et il a eu un fils : je garde un excellent souvenir de sa première femme, la si hospitalière et si affable Anna-Nicolaevna, une Allemande des ci-devant « provinces baltiques ». On a dit que son fils avait été fusillé par ordre de Denikine. Voilà encore une explication possible de la volte-face d'Alexéi-Alexéevitch. Quoi qu'il en soit, les moyens de coercition n'ont pas manqué. Sans parler même du sort terrible que la démocratie soviétiste pouvait, éventuellement, réserver aux proches de Broussilov, il ne faut pas oublier que totalement ruiné, comme presque toute la bourgeoisie et l'aristocratie russes, il lui fallait gagner sa vie pour ne pas mourir de faim. Et quelle profession pouvait-il exercer en dehors de la carrière des armes? Il est certain en tout cas que ce mobile, le mobile du pain quotidien, explique la présence de bien des personnalités dans la liste des adhérents ou même des soutiens du régime des soviets. A l'étranger, on ne s'en doute pas assez.

Mais il est encore d'autres raisons à l'attitude du « triomphateur du front autrichien », comme l'appelait naguère un radio-télégramme de Moscou.

Broussilov, autant que je sais, a toujours aimé la guerre.

Je le vois dînant chez nous, au plus fort de la crise de Bosnie (février ou mars 1909) en compagnie d'Alexandre-Alexandrovitch S..., qui était à l'époque directeur de la chancellerie du ministère des Affaires étrangères — cette chère chancellerie où j'ai passé les douze ou treize années les plus heureuses de ma vie. « Alexandre-Alexandrovitch, arrangez-nous une guerre », répétait Broussilov (alors, je crois, commandant de corps d'armée à Lublin, en Pologne russe). S... était tout à la fois étonné, embarrassé et amusé. La Providence ne combla les vœux de Broussilov que quelques années plus tard, la Russie ayant cédé aux exigences austro-allemandes. Elle sembla les combler à souhait. Mais peut-être n'en eut-il pas encore assez ! Et puis quelle vie pouvait-il mener dans l'enfer soviétique? Les champs de bataille ne lui parurent-ils point en comparaison plus attrayants? Ce n'est pas tout. Broussilov a toujours été très patriote. Or, dans cette guerre polonaise, l'ironie des choses veut que ce soient les bolcheviks, ces ci-devant internationalistes, ces destructeurs de l'armée sous le gouvernement provisoire, ces démembreurs de la Russie, qui défendent l'intégrité russe contre ce qu'on a appelé, à tort ou à raison, l'impérialisme polonais. Le gouvernement du maréchal Pilsudzki a commis une faute au point de vue national russe, en liant la question de la lutte armée contre les soviets à celle de la séparation de l'Ukraine d'avec le reste de la Russie. Les Russes qui, comme moi, sont le plus enclins aux concessions et aux compromis quand il s'agit de trouver des alliés contre la gangrène léniniste, ceux qui blâment le plus énergiquement les Koltchak, les Denikine et leurs conseillers de n'avoir pas su s'y résoudre, estiment que l'intransigeance est impérieuse dans la question dite ukrainienne. En reconnaissant le « gouvernement » de Petlura avec Kiev (« la mère des villes russes ») pour capitale, les Polonais ont touché le patriotisme russe, si peu chatouilleux qu'il soit en général, à l'endroit sensible. C'est peut-être regrettable, mais c'est ainsi. Il suffit pour s'en convaincre de causer avec quelques-uns des nombreux émigrés russes de Paris et d'ailleurs. Tous détestent les maîtres actuels de la Russie. Mais combien y en a-t-il qui, au fond du cœur, ne ressentent pas une certaine joie à la nouvelle des succès des armées soviétistes? Si les Polonais avaient marché sur Smolensk et

Moscou à seule fin de renverser les Trotsky et les Lénine, les sentiments de mes compatriotes eussent été bien différents. Aujourd'hui il n'en est malheureusement plus tout à fait ainsi. Et Broussilov pense de même — pour le moins ! Du reste l'immense majorité de l'opinion publique russe a été de tout temps sympathique aux Polonais. Je suis sûr que Broussilov partageait ces sympathies. Désormais, il y a autre chose ; et nous voici arrivés à un point très délicat que je ne sais trop comment aborder devant des lecteurs français. Je fais donc appel à leur désir, certain pour moi, de connaître la vérité, même la vérité désagréable.

La Pologne représente pour Broussilov l'instrument de l'Entente ; et comme tel il doit la combattre avec un acharnement et même, si j'ose dire, une allégresse particulière. Pourquoi? Parce que Broussilov est Russe ; et parce que, à l'heure qu'il est, la quasi-totalité des Russes en est arrivée à exécrer l'Entente. Oui, la politique des Wilson et des Lloyd George a fait ce triste miracle ; elle a créé un terrain où bolcheviks et anti-bolcheviks peuvent se rejoindre, alors que tout par ailleurs les sépare. Ce sentiment unanime, c'est une animosité violente contre les « Alliés ». Là-dessus, presque tous sont d'accord. Les bolcheviks haïssent l'Entente à cause du blocus, à cause de la non-reconnaissance des « soviets », à cause de l'aide donnée aux armées dites « blanches ». Leurs adversaires ne pardonnent pas aux Alliés de n'être pas intervenus militairement contre les « soviets » ni dès le lendemain de l'armistice, ni depuis ; de n'avoir pas suffisamment soutenu Koltchak et Denikine et d'avoir abandonné le premier à ses ennemis ; d'avoir « flirté » avec Krassine, d'avoir sanctionné certaines « amputations » du territoire russe ; d'avoir occupé puis évacué certaines villes russes en livrant la population sans défense à la vengeance des « soviets ». *Inde iræ.* Voilà où nous en sommes, après plus d'un quart de siècle d'alliance franco-russe, après le sang versé et les sacrifices endurés en commun, après tant de joies et de douleurs partagées ! Voilà les funestes résultats de la prépondérance laissée, Dieu sait pourquoi, à la politique anglo-wilsonienne dans la « question russe » ! Se rend-on bien compte en Occident des suites que peut comporter un pareil état d'esprit où communient cent millions d'hommes et qui unit dans la même animosité les partis les plus opposés?

Il n'est pas douteux que Broussilov partage là-dessus le sentiment de la plupart de ses compatriotes. En tâchant d'abattre la Pologne, il s'imagine atteindre l'Entente. Voilà encore une explication de son attitude. Il faut la produire, quelque pénible qu'elle soit.

Enfin, avouons-le : en rétablissant dans l'armée rouge la discipline, en la rendant même beaucoup plus sévère que dans l'ancienne armée impériale, les bolcheviks ont attiré un certain nombre d'officiers que la décomposition de l'armée, — décomposition tolérée, sinon amenée, par le gouvernement Lvov-Kerensky, décomposition accompagnée des plus odieux excès d'une soldatesque ignoble —, avait remplis d'un dégoût bien naturel. Aujourd'hui, plus de massacres impunis d'officiers ; plus d'outrages et d'insultes aux « galonnés » ; la moindre infraction à la discipline est châtiée impitoyablement, et la peine de mort est d'une application très fréquente. Un homme autoritaire et énergique comme Broussilov, habitué à parler haut et à taper dur, se sent bien plus à l'aise dans une armée « rouge », sans doute, mais soumise à une discipline de fer, que parmi des soldats dépenaillés au physique et abrutis au moral, se livrant à tous les excès et prêtant une oreille complaisante à ceux qui — toujours sous le gouvernement provisoire Lvov-Kerensky et avec sa connivence — leur prêchaient impunément la désertion devant l'ennemi.

Je crois avoir énuméré les principales raisons qui ont poussé le général Broussilov à prendre le commandement de l'armée rouge dans la guerre contre la Pologne. Peut-être quelques lecteurs se demanderont-ils si, en cas de victoire, Broussilov ne serait pas capable de jouer le rôle d'un Bonaparte ou d'un Monk. Je n'en crois rien. Broussilov, selon moi, n'a pas l'étoffe d'un général de coup d'État. Bien que porté à critiquer, il est habitué à obéir — que ce soit au tsar ou à Lénine — et il continuera dans cette voie, jusqu'au bout. Je ne le vois ni étranglant les soviets et se hissant au pouvoir suprême ; ni installant un Romanov sur le trône ensanglanté, souillé, de toutes les Russies. Il n'aurait même pas pris part, j'en suis sûr, au meurtre de Grégoire Raspoutine en décembre 1916 s'il s'était trouvé alors à Petrograd. Il n'a pas, que je sache, aidé en quoi que ce soit Kornilov lors de sa patriotique tentative pour sauver la Russie que Kerensky menait allégrement aux abîmes.

Je dirai plus, quoique l'aveu m'en coûte si je songe à mes anciennes relations avec lui : sous le gouvernement provisoire, l'attitude de Broussilov a été nettement celle d'un opportuniste. Ne soyons pas trop exigeants : sur le courage militaire d'Alexéi-Alexéevitch, aucun doute n'est possible : sur son courage civique, je suis loin d'avoir la même assurance. Et je crois qu'il restera toujours soumis au pouvoir établi, même quand, au point de vue de l'homme religieux et croyant, — et Broussilov l'est ou à tout le moins l'était, — ce pouvoir tiendrait moins de Dieu que du diable. J'ai bien peur que ceux qui fondent des espérances de réaction sur l'ancien chef de l'école d'officiers de cavalerie de Petrograd, client assidu du médium Sambor, ne se trompent lourdement. Ce n'est pas Broussilov qui mettra fin au despotisme des « soviets » : ce n'est pas lui qui éteindra le foyer de contagion qui finira par embraser un jour l'Asie entière, l'Inde comprise, vengeant ainsi les millions d'innocentes victimes qu'ont faites en Russie l'odieuse politique de certains de ses « Alliés » et l'imbécillité de certains des chefs anti-bolchevistes russes.

Comte **Perovsky.**

M. Louis Bertrand et le roman historique

(A PROPOS DE « L'INFANTE »)

En 1880, Jules Lemaître débarquait comme professeur au lycée d'Alger : cet épisode n'exerça aucune sorte d'influence sur l'auteur des *Contemporains* et des *Impressions de théâtre*. Dix ans plus tard, M. Louis Bertrand eut la même fortune, et ce fut l'événement décisif de sa vie. Ce Lorrain voyageur vit s'élargir son horizon. L'Afrique lui montrait la majesté des ruines de Rome et l'aurore de la plus grande France. Il se fixa de bonne heure sur la rivière de Nice, au bord de la mer intelligente, qui est le miroir où se concentre la vie de l'univers. Il en faisait son domaine propre. En Syrie, à Carthage, à Tunis, à Marseille, chez le grand évêque d'Hippone, chez les colons français successeurs des Scipions, dans les ports encombrés de la cohue des plèbes rivales, il promène depuis vingt-cinq ans son goût des spectacles d'histoire, sa vision sévère des choses et de la vie. Son œuvre est le roman de la Méditerranée.

Chemin faisant, il ne pouvait manquer de rencontrer l'Espagne. Tout jeune, il l'abordait dans *le Rival de don Juan*. Voici qu'il y revient dans son dernier livre, *l'Infante*. Et il vaudrait la peine de montrer, d'un de ces livres à l'autre, la maturité plus complète, le progrès de l'art et de la pensée. Si l'on aime l'Espagne, c'est un charme de retrouver à chaque page de ce nouveau livre le portrait de ce pays d'un si grand caractère, d'une originalité tranchée, cent fois

moins convenue que la molle Italie. Jamais le grand peintre qu'est M. Louis Bertrand n'a été peut-être mieux inspiré. Quand on feuillette son roman, on croirait par moments tourner les pages d'un album où l'on reconnaît tour à tour un cavalier de Velazquez, une figure merveilleuse de Vienne ou de Madrid, la tristesse spectrale du *Don Carlos* de Cœllo. Toutes ces images qui vous hantent au sortir des musées, tous ces fantômes étranges de la vieille monarchie, sortis des palais ennuyés de l'Escurial et du Retiro, et qui s'alignent aujourd'hui le long des galeries du Prado, se lèvent l'une après l'autre entre les pages du roman. Voici les chevaux bondissants et parés « comme des femmes », constellés de pompons et de nœuds, tout pareils à des danseuses ; voici l'amoureux transi, le galant *embevecido* qui vient offrir à sa belle le spectacle d'une scène de flagellation ; ou bien, c'est un carrosse pareil à la citrouille des contes, où s'empile toute une famille dans une gêne de torture, sous la grosse chaleur des routes, au pas des mules empanachées ; ou encore, une jeune fille en habits de gala, dans cet amoncellement de jupes, recouvertes d'un nuage de tulles, qui lui donnent l'aspect d' « une nymphe sortant du calice d'une rose ». Pour qui a éprouvé, ne fût-ce qu'une fois, l'impression inoubliable que cause au voyageur le musée de Madrid, rien n'est supérieur à cette collection d'images ; toute l'Espagne du dix-septième siècle ressuscite à nos yeux. La puissance d'évocation y atteint ce degré presque fantasmagorique, cette plénitude admirable qui font l'enchantement des livres de Walter Scott.

Mais cette vérité de la peinture n'est encore qu'un mérite secondaire de l'ouvrage. On ferait grand tort à *l'Infante* en la considérant comme un simple recueil d'estampes. Pour moi, ce dont je sais gré à M. Louis Bertrand, c'est de nous avoir rappelé l'immense importance de l'Espagne dans la vie de notre pays. C'est une vue qui, depuis cent ans, avait presque entièrement échappé aux historiens ; elle était digne d'être retrouvée par un grand romancier. Le pays auquel nous devons *le Cid* et la *Chanson de Roland*, le pays d'où nous vint la mère de saint Louis, où des siècles de pèlerins suivirent la route de Compostelle, où nos architectes élevèrent les cathédrales de Burgos et de Léon, où un évêque français occupa le premier le siège de Tolède, où un du Guesclin guerroya à la tête des grandes compagnies, ce pays est

mêlé profondément à notre histoire ; des générations de barons bourguignons poursuivirent au delà des monts la croisade de Cluny pour la délivrance de l'Europe ; plus tard, d'autres Bourguignons réunirent entre les mains de leur descendance les héritages accumulés de l'Espagne, des Pays-Bas, de l'empire et du royaume de Naples, et ce fut pour deux siècles un étau redoutable où la France pensa périr. Amie ou ennemie, l'Espagne jusqu'aux temps modernes ne cessa d'être liée intimement à notre vie. L'Espagne de Lope et de Calderon, de Gongora et de Montemayor, l'Espagne des romans et des théologiens, de don Quichotte et de saint Ignace, l'Espagne des grandes milices chrétiennes de la contre-réforme, est peut-être le pays avec lequel le nôtre a entretenu le plus de rapports, et auquel nous unit, entre les intermèdes de passade italienne, le plus long et le plus orageux des mariages. Les historiens modernes, l'école de Michelet refusent de voir ces choses, par passion anticléricale : les faits n'en subsistent pas moins, et si l'on n'en tient compte, c'est toute une part de notre passé que l'on renonce à expliquer. Peut-être verrait-on, à y regarder de près, que la littérature française, de l'*Astrée* à Corneille et de *Gil Blas* à *Figaro*, est beaucoup plus liée à l'espagnole qu'à toute autre ; tandis qu'au point de vue des arts, les Castilles et la Navarre sont demeurées longtemps de véritables provinces françaises. Quelques archéologues, tels que le regretté Bertaux et Marcel Dieulafoy, sont à peu près les seuls, chez nous, qui se soient préoccupés de mettre en lumière ce point d'histoire. L'intuition clairvoyante de M. Louis Bertrand l'a conduit à devancer la science officielle.

On pensera peut-être que ce sujet est bien rétrospectif, et que peu importe au public ce qui a pu se passer il y a si longtemps. Mais les conditions de la nature ne changent pas. La nature nous a donné l'Espagne pour voisine et la géographie pose des problèmes éternels, des rapports qui résultent des lois d'une situation. Il y a eu un temps où l'on aurait reproché à M. Louis Bertrand de faire des romans historiques. Le mot même passait pour une espèce d'injure. Il y aurait beaucoup à dire sur les causes de ce discrédit. L'auteur de *Sanguis martyrum* se défendait, on s'en souvient, par des raisons très fortes : « L'héroïsme, disait-il à propos du martyre de saint Cyprien, l'héroïsme n'est pas un objet de curiosité. » En d'autres termes, il ne retient de l'histoire

que les éléments d'intérêt permanent. Tant que l'Espagne et la France n'auront pas changé de place, ces deux pays seront dans une relation dont il faut que l'opinion tienne compte. La guerre a fait là-dessus notre éducation. Il est probable que la politique, qui avait cessé depuis longtemps d'être un objet de littérature, va recommencer pour quelque temps d'occuper les esprits. Le public de Corneille, contemporain des traités de Westphalie, se passionnait aux affaires d'État qui avaient cessé de plaire au public de Racine. On peut prévoir le retour en faveur de ce genre de questions. Mais M. Louis Bertrand n'avait pas attendu pour en découvrir l'importance. Ce Lorrain a toujours eu l'inquiétude nationale. Ses voyages ont en lui développé de bonne heure le « sens de l'ennemi ». Il ne s'est jamais fait l'illusion complaisante de croire la France aimée, en quelque sorte, pour ses beaux yeux. De cette clairvoyance, je ne citerai que deux traits que j'emprunte à son dernier roman. Pour les Espagnols, nous apprend M. Louis Bertrand, nos ancêtres étaient déjà des « hérétiques » : des « gallicans », des « jansénistes », tels étaient, pour les sujets de Sa Majesté Catholique, ceux du Roi Très Chrétien. Il suffit d'être sorti de France pour savoir que l'étranger ne nous reproche rien tant que notre irréligion. Cet esprit libéral, dont les nigauds de chez nous tirent gloire, continue d'être une des raisons qui nous rendent suspects. Rien ne nous fait plus de tort dans le monde que cette réputation de libertinage ou de libre-pensée. C'est une des plus grandes objections que notre cause ait rencontrées dans le cours de la guerre. Dans un autre endroit, M. Louis Bertrand nous montre les « miquelets » d'Espagne armés secrètement contre nous de mousquets de fabrication allemande. Et ces armes étaient déjà meilleures que les nôtres. Le lecteur le plus distrait ne peut manquer de faire le rapprochement. Il voit qu'au dix-septième siècle le péril espagnol était une des formes du péril germanique.

Cette question des rapports de la France et de l'Espagne est naturellement avant tout une question de frontières. C'est dans ces pays limitrophes, qui tiennent à la fois de deux natures, que ce genre de questions se pose avec une éternelle acuité ; M. Louis Bertrand, qui est né sur les marches de Lorraine et qui a écrit de si belles pages sur *l'Éternel Champ de bataille*, sait mieux que personne à quoi

s'en tenir sur le caractère de ces régions à jamais contestées. C'est pourquoi, depuis longtemps, un intérêt particulier l'attachait à cette province si curieuse du Roussillon. *Le Rival de don Juan* s'ouvrait à Montpellier par une manifestation de patriotisme catalan ; et déjà nous y apercevions, sur les terrasses du Peyrou, la gloire lointaine et magnifique de la France de Louis XIV. Le thème du Roi-Soleil s'ébauchait dans le prélude somptueux de ce roman.

On se figure, en effet, que les montagnes forment une frontière naturelle ; et que les diplomates, pour tracer les limites des États, n'ont qu'à suivre l'arête dorsale ou la ligne de partage des eaux. Les Pyrénées semblent offrir le type le plus étanche de la muraille entre deux pays. Il n'en est pourtant rien. Quiconque a fait un peu la guerre sait bien que rien n'est plus intenable qu'une crête, aussi longtemps que l'on n'en tient que le sommet ; on n'y est réellement tranquille que si l'on en possède à la fois les deux versants. La ligne de faîte n'est qu'une ligne abstraite et idéale, aussi peu naturelle que le tracé le plus arbitraire mené à travers une plaine sans accidents ; une montagne, en réalité, ne se divise pas : c'est un bloc. Le même peuple habite ses deux faces. Les gens des plaines diffèrent, mais sur la montagne vit le montagnard. Il en résulte que la montagne, au lieu de séparer, unit ; les nations qui s'opposent par leurs vallées se rejoignent par les sommets. Ou plutôt, la même race chevauche des deux côtés du mur, elle a un pied de part et d'autre et sert de trait d'union entre les peuples de plat pays. Elle connaît les cols, les sentiers de mules et les pistes de contrebandiers. Elle fait communiquer les plaines opposées.

Parmi ces régions doubles, complexes, ayant deux faces qui regardent en des sens opposés et envoyant leurs eaux dans deux pays divers, la haute partie de la Catalogne, appelée la Cerdagne, est une des plus originales. Il y a peu de pays plus riches, plus singuliers, où le contact de deux génies ait produit des mélanges plus curieux à observer. Le mouvement catalan, aujourd'hui si vivace, les travaux d'érudits comme M. Puyg y Cadafalq commencent d'attirer l'attention des savants. C'est surtout, je l'avoue, par les travaux de cette école locale que j'avais eu connaissance de cette petite nation si active et si remuante, pour laquelle Barcelone continue de jouer le rôle d'une capitale presque indépendante de Madrid.

M. Louis Bertrand fréquente depuis longtemps ces parages. De Nice, où ce solitaire s'est fait son ermitage ou son cabinet de travail, la route de Cette et de Béziers est celle qui conduit le plus directement en Espagne. Peut-être se rappelle-t-on quelques pages admirables qu'il écrivait naguère, il y a deux ou trois ans, sur une de ces stations de montagnes, le pèlerinage de Font-Romeu, où il aimait à revenir poursuivre ses rêveries ; c'était un de ses observatoires préférés, pour embrasser de là les doubles perspectives de ce petit peuple catalan, non loin des cloîtres fameux d'Elne et de Ripoll. Il découvrait dans le Roussillon une sorte d'Alsace du Midi, une sœur charmante et moins connue de la terre de sainte Odile, comme elle intermédiaire, ambiguë, servant de ponts entre deux mondes, et ayant dans les yeux un secret à pénétrer.

Peu à peu, ses rêveries se cristallisèrent autour d'une figure singulière qui lui parut offrir le mot de cette énigme. Dans une sorte de préface ou de prologue de son roman, l'auteur nous explique comment il se trouva tenté par le personnage d'Inès de Llar, dont la chronique du pays conserve la mémoire inquiète et douloureuse. Son histoire fort réelle est celle d'un drame d'amour et de politique assez obscur. Cette jeune fille de Villefranche, éprise d'un officier français, trahit, dit-on, son père, ses frères et tous les siens, qui avaient formé le complot de rendre la place aux Espagnols. Les faits se passaient en 1674, au lendemain de l'annexion du Roussillon et de la Cerdagne à la France. Cette ténébreuse affaire d'amour et de trahison nous est connue par le procès, dont les actes sont conservés aux archives de Perpignan. Il serait curieux de savoir ce qu'ils livrèrent au romancier et sur quels éléments de la réalité celui-ci a dû opérer pour construire son récit. On trouverait sans doute que l'anecdote elle-même se réduit à peu de chose ; c'est un fait divers comme il s'en trouve à chaque page de l'histoire. Le vrai sujet, l'artiste l'a tiré de son cœur. Ému de curiosité, de pitié pour tant d'amour et de malheur, ce sentiment lui a suffi pour transformer cette médiocre affaire passionnelle. Dans les yeux troubles d'Inès de Llar, dans le regard de cette âme en peine apparaissant « entre les créneaux de la citadelle de Villefranche », il a vu toute la tragédie, le tourment d'une race partagée entre ses doubles destinées.

Je ne vais pas résumer l'histoire, que le lecteur connaît

sans doute. Qu'il suffise de dire qu'entre toutes les filles de M. Louis Bertrand, la douce Inès de Llar est peut-être la plus touchante. Elle aima, et ce fut son crime : nous voyons en elle la conquête d'une âme par la séduction française. Ce drame des pays de frontières, cette grâce indécise des « marches », flottantes entre deux pays, comme les eaux qu'elles envoient dans deux sens divergents, cette poésie hésitante, l'instant de l'élection, du choix, qui est la condition douce et cruelle de l'amour, tout cela revêt pour nous, dans les circonstances présentes, une singulière actualité. Dans la Sarre et la Rhénanie, nous pouvons à cette heure imaginer des cas pareils. L'histoire se recommence. La paix avait faussé en nous toute notion de vérité humaine. Aurions-nous pu comprendre, il y a quelques années, cette petite Inès, cette Camille ou cette jeune Sabine catalane? La guerre nous a ouvert les yeux ; elle nous force à réfléchir sur la manière dont la France procède pour conquérir les âmes et pour s'étendre dans les cœurs.

A cet égard, le trait capital du roman, celui qui en résume tout le sens, c'est le double voyage d'Inès et de son frère : le livre oscille entre deux pôles, entre Versailles et Madrid. Là est la clef de tout le récit, la double vision autour de laquelle tout s'organise. J'ignore si les documents ont fourni à ce sujet quelque indication à M. Louis Bertrand. Ce qui me paraît évident, c'est que le roman, dans l'esprit de l'auteur, n'a été « fait » que le jour où l'idée de ce diptyque lui est venue. Ce double épisode est devenu le centre de son livre et la maîtresse pièce de sa composition. Tout se dispose en vue de ces tableaux admirables. Les choses, d'ailleurs, si elles ne sont pas dans la donnée des textes, sont d'une vraisemblance parfaite, par conséquent d'une vérité irréprochable selon l'art. François, le frère d'Inès, qui est du parti espagnol, va chercher du secours à Madrid. Le complot avorte, et Inès court demander à Versailles la grâce de so père. Dans ce double mouvement tient tout le rythme de l'ouvrage. Tout le reste n'est que préparation, prélude à ce double motif, à ce grand travail de contre-point où se développe le contraste de la France et de l'Espagne.

Il vaudrait la peine de s'arrêter sur ces pages magnifiques. Je ne puis ici que les signaler ; elles seraient à extraire et à citer tout entières. Le voyage de François de Llar à travers l'Aragon, la vision de Madrid au milieu des Castilles

désertées, sont des pages descriptives égales aux meilleures de M. Louis Bertrand. Mais le tableau de l'Escurial est, si j'ose l'avouer, un morceau que tout historien devrait envier à ce romancier. Je ne connais, pour ma part, aucune image plus juste de ce monument grandiose. On n'a coutume d'y voir qu'un caprice bizarre, rebutant et sans beauté. M. Louis Bertrand y montre avec raison le chef-d'œuvre d'un sombre génie. Il n'y a pas au monde de monument plus impérial ; cette masse de granit au milieu d'un désert représente peut-être l'infini de la volonté. Sans elle, on ne se ferait qu'une idée incomplète de la monarchie absolue, et de cette vue désespérée qu'un Philippe II se faisait de l'humanité, qui ne pouvait être sauvée que par une rigueur d'ascétisme et d'austérité conventuelle. L'homme tout-puissant qui se fit construire cette demeure extraordinaire a légué au monde l'image la plus écrasante de la règle et du renoncement, dans ce bloc prodigieux de pessimisme et de bureaucratie pétrifiés.

En regard, quel tableau éblouissant de Versailles ! Sans doute, Versailles est à la mode, Versailles n'est plus à découvrir comme la sévère et farouche majesté de l'Escurial. Mais qui, depuis vingt ans, a écrit sur Versailles comme l'auteur de *l'Infante* et nous a rendu plus sensible le caractère radieux, l'enchantement, le sourire de cette création triomphale? Tout le monde à Versailles vante l'ordre, la noblesse : on ne percevait plus la grâce. Avec ses yeux de romancier, M. Louis Bertrand a su restituer aux choses l'élan vainqueur, ce sortilège de la jeunesse, cet éclat de soleil levant qui enivrait la France à la vue de son Roi, au temps de La Vallière et de Montespan. On respire dans ses pages l'haleine délicieuse du printemps de *Psyché*. Dans ce monument de victoire, au milieu des emblèmes du triomphe et de la force, partout des visions de la fable, des trophées amoureux, des guirlandes et des fleurs, des marbres blanchissants au milieu des bosquets, et qui représentent à l'esprit et aux sens les indulgences aimables et les faiblesses des dieux. La peinture de la fête nocturne sur le canal est une féerie digne de Venise. Nul écrivain moderne n'avait peut-être mieux rendu la magie de Versailles : cette prose fait parfois songer aux vers de La Fontaine. La page sur les jardins est d'une nouveauté frappante. Copie, imitation des jardins d'Italie, vat-on nous répétant. M. Louis Bertrand a su mieux com-

prendre le secret de ces masses de verdure, de ces frondaisons de nos pays du Nord, la mélodie touchante de ces grands orchestres des bois, de cette nature harmonieuse, de cette forêt disciplinée, si différente du maigre décor des chênes-verts de la villa Doria-Pamphili ou des jardins Borghèse.

Pour ce double tableau, je mettrais volontiers *l'Infante* au-dessus de la plupart des histoires de France écrites par les historiens. Le romancier, par le don des images et de la seconde vue, a réussi à être plus vrai que les érudits de profession. Diminuer, dénigrer le siècle de Louis XIV, calomnier le prince qui nous donna l'Alsace, la Flandre, la Franche-Comté, le Roussillon, rapetisser le grand roi est devenu, depuis Michelet, un des jeux préférés de nos savants modernes. Cette manie criminelle était une de nos plus misérables traditions d'avant-guerre. Sachons gré à M. Louis Bertrand d'avoir rompu avec cet usage. Jamais je n'ai mieux compris que je n'ai fait, grâce à lui, la grâce, l'attrait, la gloire irrésistible de Louis XIV, ce qui rendait la France amoureuse de son roi, le rôle et le miracle de la France classique dans le monde. Inès de Llar (ah ! son agenouillement éperdu devant le roi ! son attitude d'allégorie de province prosternée aux pieds de son vainqueur !), Inès — et l'auteur de *l'Infante* ne me reprochera pas ce souvenir de Flaubert — me semble plus touchante que Salammbô éblouie par le voile de Tânit. Je vois en elle une petite âme qui a la nostalgie de l'élégance morale et qui, pour avoir aperçu une culture supérieure, ne peut plus vivre que Française. Telle est la « trahison » de cette jeune transfuge ou de cette évadée. La tragédie de cette petite fille est un exemple du rôle des femmes dans l'histoire morale de notre formation. C'est au prix de douleurs pareilles que fut enfantée la patrie. On est sûr que les choses se sont passées cent fois et continuent peut-être à se passer ainsi, sous nos yeux, sur d'autres « marches » et de nouvelles frontières.

Cette sœur de Colette Baudoche et de la princesse de Clèves, énigmatique, torturée, inquiète et sacrifiée, est une des plus tendres héroïnes de tout le roman contemporain. Son aventure ne peut manquer d'émouvoir tous ceux en qui les faits récents ont renouvelé, aiguisé le sens des problèmes français. Autour de cette créature d'élite, vouée par sa finesse à un destin fatal, se meuvent des figures vulgaires,

de ces basses figures d'intrigants, d'opportunistes et de politiciens, que M. Louis Bertrand excelle à représenter : types de moines ou de viguiers, de fonctionnaires ou de magistrats, vils comparses qui incarnent toutes les passions basses et dont l'égoïsme tortueux produit la catastrophe. On retrouverait sans doute dans le pays les modèles de ces personnages, dans l'histoire de la dernière élection municipale ou dans celle du dernier procès de mur mitoyen. M. Louis Bertrand a ce réalisme supérieur, qui sait reconnaître dans le passé les éléments de la vie de toujours et qui ne nie pas plus l'héroïsme et le sublime que la noirceur, la canaillerie et la scélératesse. Il sait que la vie se compose en proportions presque immuables d'éléments distingués et d'éléments vulgaires. Tout cela est éternel, et c'est pourquoi *l'Infante*, qui se passe il y a deux siècles, est aussi proche de nous que *Bérénice* ou *Iphigénie*. Inès de Llar, sous ses habits d'infante de Velazquez, est de la famille de ces héroïnes : elle est classique et elle est vivante. Et elle a ce je ne sais quoi, cet inexpliqué, ce fuyant, ce charme oblique dont on rêve.

Je ne me flatte pas d'avoir tout dit ; d'avoir même analysé d'une manière satisfaisante le beau livre de M. Louis Bertrand. Je ne voulais que m'expliquer sur deux ou trois points qui n'ont peut-être que de lointains rapports avec la critique littéraire. Ai-je réussi cependant à faire partager au lecteur l'admiration que j'éprouve pour l'œuvre d'un grand artiste? Avec le *Sanguis martyrum*, *l'Infante*, pour ceux qui pouvaient peut-être en douter encore, achève de classer son auteur au premier rang des maîtres. Le livre ne s'épuise pas en une fois. Longtemps après qu'on l'a fermé, le charme agit encore. On garde dans la mémoire les visions merveilleuses de l'Escurial et de Versailles, et l'on regarde flotter entre ces deux images la tête blonde et triste de cette Inès de Llar, née Espagnole et qui mourut d'avoir aimé la France.

LOUIS GILLET.

Nos Alliances : mirages et réalités

Il est arrivé dans plus d'un pays qu'un discours politique, d'abord réputé malheureux, ait fini par profiter aux affaires de ce pays, et, en conséquence, à la situation même de son gouvernement. Tel paraît avoir été le cas, par exemple, de ce discours où, dans un élan de sacrifice à la Decius, M. Louis Barthou, peu avant la conférence de San Remo, avait nettement posé devant la Chambre la question des relations franco-britanniques. Interprète du mécontentement provoqué en France par les déceptions qui nous venaient du cabinet de Londres, ce discours, une fois passé le premier mouvement de mauvaise humeur, n'a peut-être pas été étranger aux dispositions plus conciliantes témoignées par M. Lloyd George, dans certaines questions où l'intérêt français se trouvait profondément engagé, ni aux plaidoyers vigoureux renouvelés avec plus de chaleur et de précision que jamais, dans le même sens, par une bonne partie de la presse anglaise. Tel aussi semble devoir être le résultat du discours prononcé à Marche, par M. Renkin, membre du cabinet belge, dans la portion de ce discours où l'honorable ministre du roi a clairement formulé les griefs de la Belgique vis-à-vis du projet de traité négocié avec la Hollande. Selon l'orateur, ce projet laissait la Belgique à peu près aussi désarmée qu'en 1914 contre une nouvelle invasion allemande, en

maintenant l'essentiel des stipulations du traité de 1839, inspirées à la Sainte Alliance par les souvenirs de l'ère napoléonienne. « C'est pourquoi, avait ajouté le ministre, j'ai voté au conseil contre l'approbation de ce traité. »

On s'explique qu'un certain émoi ait agité les collègues de M. Renkin. Mais l'opinion du pays se prononçait passionnément en sa faveur. Quelques jours plus tard, M. Hymans, ministre des Affaires étrangères, annonçait à la Chambre des députés la rupture des négociations entre les cabinets de Bruxelles et de la Haye.

Gagner du temps, pour nos amis les Belges, c'est presque avoir cause gagnée. En effet, à mesure que l'accord entre la Belgique et la France s'achemine vers sa conclusion (et chaque jour en multiplie les symptômes), la situation diplomatique de la Belgique se renforce, en attendant que cette consolidation résulte de textes péremptoires et précis.

C'est que l'irrésistible force des circonstances pousse les deux nations à la conclusion de cette alliance naturelle entre toutes et dont l'heure est hâtée par les erreurs et par les fautes de ceux-là mêmes qui, contre l'intérêt de leur pays, témoignent le plus d'ardeur à l'empêcher. Jusque chez nous, beaucoup d'esprits, encore enchaînés par les anciennes formules, ne voient pas d'un œil assez perspicace ce que cette alliance a d'indispensable, aussi bien pour notre figure et notre poids dans le monde, que pour notre simple sécurité. C'est pour ces esprits que nous nous proposons de rassembler en quelques pages les traits sommaires de l'aspect sous lequel se présentent, ou peuvent se présenter, dans un avenir que nous voudrions écarter à jamais, les grandes alliances sur lesquelles nous sommes trop enclins à nous reposer.

Ne parlons pas, en effet, de la *Société des nations*, ni du rôle tutélaire qu'on avait prétendu lui voir jouer, le cas échéant, en faveur d'un État associé, vis-à-vis d'un État agresseur.

L'exemple suggestif de la Perse, État *associé*, demandant assistance contre l'invasion des forces bolcheviques, est une leçon à retenir. D'autre part, aucune mention n'a été faite, dans les articulations du *Covenant*, des conflits qui peuvent se rattacher aux interprétations du traité de Versailles. Si les résistances, la mauvaise foi, les menaces de l'Allemagne nous obligeaient à prolonger la possession de nos garanties

et de nos gages sur la rive gauche du Rhin, ou même à en développer l'étendue, nous trouverions devant nous, selon toute vraisemblance, ce fameux article X, aujourd'hui vainement invoqué par la Perse, et dont l'Allemagne saurait se prévaloir à son profit. C'est ainsi qu'une clause, considérée par les amis de la France comme une sécurité de surcroît, se trouverait n'avoir été qu'un piège. Aussi bien, cette Société est-elle réduite à ne plus être que son propre fantôme et à n'avoir guère plus de crédit auprès des chancelleries, comme on l'a dit avec humour, que la Société protectrice des animaux. Il suffit de se reporter aux débats auxquels a donné lieu, dans les assemblées danoise, suédoise, norvégienne, suisse, la question de l'adhésion de ces pays au *Covenant* wilsonien, pour se rappeler que la note dominante de ces débats tenait dans la formule : « Il n'y a pas de Société des nations viable sans les États-Unis. »

Or, nous avons vu que les États-Unis ne veulent pas de la Société des nations telle du moins que la définissent les tables de la nouvelle loi promulguées par le Moïse de la Maison-Blanche. Ils ne veulent pas davantage du traité de paix et se trouvent, par un singulier paradoxe, les derniers en guerre avec cette Allemagne à laquelle leur Président s'était ingénié à faire oublier sa défaite ! Quant au traité de garantie promis à la France par M. Wilson, contre une attaque éventuelle préparée sur le Rhin, il avait été, on s'en souvient, subordonné par le Président au succès de son système devant le Sénat, et se trouve, comme lui, remis aux calendes grecques.

Voilà pour nos grands Associés. Pour nos grands Alliés, l'Angleterre, l'Italie, nous les voyons absorbés par des problèmes vitaux qui accusent, avec une rigueur croissante, les différences d'orientation qui séparent leurs intérêts des nôtres et les divergences de vue auxquelles nos perpétuels sacrifices n'arrivent pas toujours à faire perdre leur allure d'intransigeante opposition. M. Nitti semblait faire bon marché, au nom de l'Italie, des compensations qui nous sont dues par l'Allemagne ; M. Lloyd George, animé du plus dangereux éclectisme, a partagé ses avances bénévoles entre le gouvernement des soviets et celui de Berlin.

Chez la plupart de ceux qui combattaient avec nous sous les drapeaux de l'Entente, cette entente pour la victoire a fait place à la politique des affaires, c'est-à-dire à la dis-

corde des conceptions politiques au profit des solutions qui permettent de passer immédiatement à la caisse, sans souci de l'intérêt du voisin, même quand ce voisin fut l'allié d'hier, tant on est sûr qu'il ne peut être encore que l'allié de demain. Mais, en dehors de ces réflexions auxquelles ce qui nous reste, à nous Français, du sentimentalisme de la guerre, mêle nécessairement quelque amertume, il est un ensemble de faits d'où se dégage pour nous la menace d'un isolement encore plus complet en des heures où, si elles sonnent jamais, nous aurions le plus besoin d'assistance.

Beaucoup d'observateurs, en effet, ne voient pas sans appréhension s'accumuler, sur certaines de ces nations amies qui sont aujourd'hui au comble de la puissance, des nuages d'où peut surgir à tout moment pour elles une crise plus ou moins redoutable. Et ce n'est pas un problème, c'est quatre ou cinq problèmes, chacun de la plus haute gravité, que des pays comme l'Angleterre, comme les États-Unis ont ou vont avoir à résoudre. Le malheur est que la liberté de les résoudre par espèces, et suivant un classement réfléchi, ne paraît pas devoir leur être laissée. Nous inclinons à croire qu'avant qu'un de ces cas ait pris toute sa violence, les autres se seront déclanchés à l'envi pour l'aggraver, et qu'au lieu d'une procédure mesurant elle-même ses étapes, la règle sera la bousculade et le « tout à la fois. »

Pour la Grande-Bretagne, par exemple, les incendies couvent en Égypte, dans l'Hindoustan, en Asie-Mineure, en Irlande... Des explosions en dénoncent tout à coup, çà et là, le danger mal contenu. Il est inutile d'insister sur l'acuité que les formules d'émancipation universelle, lancées à travers le monde et exploitées par le bolchevisme, ont donnée aux rêves libertaires caressés dans toutes ces régions.

Depuis la déposition d'Ismaïl pacha, en 1879, les Égyptiens s'agitent. Tantôt en sourdine, tantôt avec plus d'éclat, leur nationalisme s'est tout particulièrement affirmé depuis que l'hégémonie britannique a succédé au condominion franco-anglais, en 1882, après la révolte d'Arabi pacha et sa défaite à Tel-el-Kébir. Le système tyrannique de lord Cromer (sir Evelyn Baring), la domination non dissimulée du protecteur anglais sur toutes les branches de la vie militaire, judiciaire, financière et sociale, au détriment des compétences locales auxquelles la charte fondamentale du nouveau régime réservait un minimum d'emplois dans tous

les cadres, l'imposition de la langue anglaise même dans les domaines où l'arabe seul est opérant, la réduction du soldat égyptien au rang de terrassier et de manœuvre, la fermeture d'un grand nombre d'écoles, sont autant d'aliments pour un mécontentement que les tableaux d'une prospérité générale, plus apparente que réelle, sont loin d'atténuer, et qui a gagné jusqu'aux couches profondes de la classe rurale. Ces impatiences ne sont point stériles. Elles ont inspiré, au contraire, des initiatives comme celles de Mustapha Khamel pacha, longtemps chef du nationalisme égyptien, et dont l'activité, soutenue par les ressources de groupements nombreux qui se ramifient jusque dans les provinces les plus lointaines, s'est fait largement sentir dans le milieu des écoles, dans les services hospitaliers, dans la presse. Des classes moyennes cultivées se sont formées, avec leurs ambitions naturelles, avec leurs prétentions hardies à peupler toutes les hiérarchies administratives, avec leur connaissance des divers chapitres d'un budget de plus de 400 millions de francs, et avec leur sentiment de propriétaires vis-à-vis du patrimoine égyptien, dans lequel figure au premier plan le canal de Suez. Cette opposition qui a ses programmes, ses porte-parole qualifiés, tire parti de tout, de l'usure qui ronge le petit avoir des classes laborieuses, des empiètements britanniques, des atteintes portées à l'amour-propre égyptien, du défaut de représentation populaire, des souvenirs laissés par l'influence française... La consolidation de la tutelle anglaise en vertu des arrangements du cabinet de Londres avec la France, en 1904, puis par les actes diplomatiques qui ont sanctionné l'effondrement progressif de l'Empire ottoman, n'ont nullement ébranlé la foi de l'irrédentisme égyptien dans l'avenir d'une Égypte autonome, enfin libérée de sa vassalité. La chute du khalifat de Constantinople n'a fait qu'aviver de ce chef l'activité tenace du nationalisme musulman. Les perspectives de la constitution de l'Égypte en sultanat, qu'on a annoncée comme plus ou moins prochaine, avec certaines franchises parlementaires, sont-elles de nature à calmer cette recrudescence d'un mouvement offensif qui a de puissants alliés en Asie Mineure et qui, avec ses vastes ramifications dans le Soudan, se sait en mesure de reprendre, avec bien plus d'ampleur et suivant une technique moins primitive, la lutte du Mahdi contre le général Gordon?

Mais, ce n'est pas seulement l'Égypte, c'est tout l'Orient qui bouillonne. On a vu les protestations unanimes des communautés islamiques contre la chute du khalifat de Constantinople consacrée par le traité avec la Turquie. Exploitées dans un sens xénophobe par les intrigues de Lénine, ces dispositions populaires ont favorisé partout la pénétration des idées, ou même des forces bolcheviques en Transcaucasie, dans la République d'Azerbaïjan, à Bakou, en Mésopotamie et jusqu'en Perse. C'est ce que Krassine appelle avec forfanterie « l'application à l'Angleterre du sinapisme persan ».

Hélas ! le sinapisme va plus loin et se rapproche aussi. L'opposition déchaînée entre les Grecs et les Turcs dans des régions où ils vivaient jusqu'ici à peu près tranquillement, côte à côte, va porter ses fruits sanglants. Entre la Syrie et l'Afghanistan, dont l'Émir, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de son père, vient de se prononcer contre les décisions de San Remo, Enver Pacha, chez les Tartares, Mustapha Kamel en Anatolie, l'émir Faïçal, prêt à jeter le masque avec ses compères du Hedjaz, ne sont-ils pas autant d'associés impatients de se réunir dans une guerre sainte contre l'étranger? Le siège de Mossoul où se défend péniblement une garnison britannique est presque un symbole. Par une contagion fatale, l'Inde subit le même travail de dissociation dans ses communautés musulmanes, les plus accessibles aux entreprises des Soviets et qui ne comptent pas moins de 45 millions de sectateurs du Coran. Constantinople abandonné aux Anglais, toute indépendance enlevée au khalife, la mainmise de l'Angleterre sur les Lieux saints, y compris Jérusalem, ont soulevé de ce côté les plus âpres ressentiments. Mohamed Ali, le chef de la délégation musulmane de l'Inde et le représentant de tout le monde hindou, vient de se faire, à Londres, à Paris, l'interprète enflammé de ces protestations :

La guerre, s'est-il écrié devant des auditoires considérables, devait être la fin de toutes les guerres... Cette paix sera-t-elle la fin de toutes les paix?...

« Si le cabinet de Londres, a ajouté l'orateur, persiste dans sa politique destructrice de l'unité musulmane, les Hindous sont décidés à inaugurer une série de grèves dans des proportions tellement gigantesques qu'il pourrait en

résulter rapidement pour l'administration britannique les plus terribles embarras : grève des fonctionnaires (il y a près de 1 000 fonctionnaires hindous pour un anglais), grève des soldats (il y a 300 000 soldats hindous pour 75 000 hommes de la métropole), etc. » Des faits significatifs donnent déjà leur renfort à ces paroles, et l'on a vu que le contingent hindou incorporé aux forces anglaises qui défendent la région de Recht, sur la Caspienne, aurait refusé de combattre les forces bolchevistes... La passion religieuse qui anime les âmes dans le monde islamique se révèle dans le langage de ses chefs autorisés. Comment s'exprime l'Émir de l'Afghanistan s'adressant à son peuple?

J'ai écrit au gouvernement britannique qu'aucun musulman, dans aucune circonstance, ne peut tolérer d'immixtion dans les affaires du khalifat, pas plus qu'il ne peut voir son khalife soumis à un contrôle quelconque... Si les hommes d'État de la Grande-Bretagne n'attachent pas d'importance à l'amitié de l'Afghanistan dans ces hautes questions, ils mettent en danger la solidité de leur Empire...

L'adresse présentée au vice-roi des Indes par la députation du Congrès général de l'Inde pour la défense du khalifat s'exprime en termes tout aussi résolus :

Une paix avec le khalifat est préparée par le gouvernement de Sa Majesté et de ses Alliés à des conditions qu'aucun musulman ne peut accepter sans mettre en danger son propre salut... Le maintien du khalifat, comme institution temporelle non moins que spirituelle, n'est pas tant une partie de leur foi que la véritable essence de cette foi ; aucune analogie n'est possible avec d'autres religions qui tolèrent une distinction entre les choses spirituelles et temporelles, entre l'Église et l'État.

Et plus loin :

Les exigences de la loi islamique sont d'un caractère si impérieux qu'elles ne peuvent être réduites, pour satisfaire au désir des puissances alliées et associées, pas plus qu'elles ne peuvent être étendues pour favoriser les ambitions mondiales des musulmans eux-mêmes. Telles sont les limites tracées par Allah, et nul ne doit les enfreindre.

A de tels appels, qui ne sont pas les seuls, l'autorité britannique ne pouvait rester entièrement insensible. Des franchises électorales ont été récemment accordées, aux Indes, à de larges couches de la population. En d'autres temps, ce lest

jeté opportunément pouvait ajourner ou conjurer les crises. On voit cependant, par le langage ci-dessus, que ce n'est plus par de simples libéralités politiques qu'on pourra apporter l'apaisement à des millions d'esprits profondément troublés au plus intime de leur foi. Après des années de prédications bolchevistes, après le retour dans leurs foyers d'importants contingents de l'Hindoustan, revenus de la grande guerre et animés d'ambitions ou de rancunes souvent pareilles à celles des nègres démobilisés aux États-Unis, peut-on espérer que les passions soulevées par l'ébranlement d'une religion millénaire se calmeront comme par enchantement avec un bulletin d'électeur?

Mais, c'est à son flanc même et de ses propres mains que l'Angleterre élargit une plaie sans remède, source intarissable des pires complications intestines... Nous savons que l'irrédentisme irlandais, si fort aux États-Unis, y a fait acclamer la République d'Irlande, annoncée par son prophète Valéra. Au Sénat de Washington, un projet de bill a été déposé réclamant la reconnaissance de cette République. Un autre projet demande la désignation d'un représentant diplomatique américain auprès du nouveau gouvernement. Un emprunt de plusieurs millions de dollars, lancé en Amérique par l'État en germe, a été largement couvert. Ces proclamations, ces adhésions de la foule, ces appuis venus de vastes groupements politiques comme du monde de la finance, ont donné un regain d'ardeur aux *Sinn Feiners* dont l'audace se signale chaque jour par de nouveaux coups d'éclat. Des armes, parmi lesquelles des tanks camouflés en automobiles, ont été saisies en quantité dans des ports irlandais, à bord de bâtiments venus d'Allemagne, de Russie, de New-York. Des centaines de postes de police, de casernes, d'écoles, ont été attaqués isolément ou à la fois, d'un bout à l'autre de l'Irlande. A Cork, où le drapeau républicain flotte sur le palais de justice, la gare est occupée pendant plusieurs heures par une troupe de 200 hommes qui met le personnel sous clé, s'empare des munitions et disparaît dans la nuit. A Vaterville, à Clone, à Belfast, des édifices publics sont incendiés, les archives réduites en cendres. A Rankon, on a détruit le casernement de la station des gardes-côtes, après un véritable combat entre les deux partis. A Londonderry, une bataille des rues fait rage pendant plusieurs jours. Dans les grands ports

irlandais, les dockers opposent la grève aux besoins de l'administration britannique pour le déchargement du matériel de guerre et du ravitaillement nécessaire aux 100 000 hommes chargés du maintien de l'ordre.

Le Parlement de Dublin, dissous en septembre par le maréchal French, ainsi que les corps de volontaires, les ligues gaëliques, etc., garde toute son autorité aux yeux des Irlandais et devient le gouvernement occulte du pays. La guerre a seulement affecté un caractère plus farouche, fertile en épisodes, en faits d'armes et en exploits de mélodrame qui défraient chaque matin les récits de la presse. La réserve presque inépuisable dans laquelle cette activité révolutionnaire puise sa main-d'œuvre, c'est la présence en Irlande de 100 à 200 000 démobilisés, qui, au lieu de s'expatrier comme ils l'eussent fait en temps normal, sont restés au pays, pour les besoins de la cause : c'est l'armée de la République. Que fait l'Angleterre pour apaiser les esprits et dénouer la crise?

D'expédients en expédients, elle en est venue à vouloir aujourd'hui imposer de force à l'Irlande le *Home Rule*, et même un *Dominion Home Rule*, dont la seule idée naguère eût semblé aux unionistes une criminelle hérésie, et dont l'Irlande ne se contente plus. Qui sait, d'ailleurs, à quel point ce régime, dont s'accommodent les rejetons anglo-saxons de la famille britannique, conviendrait à un peuple celte de tempérament et d'atavisme différents? De plus en plus, la Grande-Bretagne sent qu'elle n'a plus d'autre alternative qu'une compression militaire perpétuelle ou la République irlandaise. Les progrès de cette idée dans d'importants milieux britanniques sont des plus suggestifs. Tout récemment, M. Asquith admettait, en la déplorant, la nécessité de ce sacrifice. De son côté, l'Université d'Oxford, après un grand débat contradictoire, donnait sa franche adhésion à l'idée d'une Irlande autonome. Enfin, dans le monde anglais du travail, des manifestations de sympathie se sont prononcées dans le même sens.

Une République irlandaise, cependant, se réconcilierait-elle avec l'ancienne métropole? Les liens économiques si multiples et si étroits travailleraient-ils au rétablissement définitif de la paix et de la concorde? Une fois lancée sur la voie de la libération intégrale, l'Irlande serait-elle en mesure de s'arrêter au point précis où ses aspirations sécu-

laires se rencontreraient avec ses intérêts politiques, et ne serait-elle pas entraînée trop loin, par les éléments violents dont il est bien rare que les régimes issus d'une révolution puissent se séparer en temps opportun?

De toutes façons, quel ne serait pas dans les deux mondes le retentissement d'une telle séparation : c'en serait fait de ces prestigieuses *îles* britanniques dont la puissance s'est étendue pendant des siècles aux cinq continents. C'est en vain qu'on met en avant la formule des « Royaumes-Unis ». Où seraient les royaumes, quand les Irlandais ne veulent qu'une République et où serait l'*union* dont les Irlandais ne veulent pas? En attendant, on s'imagine la répercussion que ne manquerait pas d'avoir en Égypte, aux Indes, dans le Sud-Afrique, une rupture qui, pour l'imagination simpliste de masses primitives, revêtirait la forme d'un écroulement?

On conçoit que, devant ces perspectives, l'esprit « vieil anglais », l'esprit foncièrement insulaire et traditionnel éprouve une sorte d'appréhension superstitieuse à l'idée de renverser le palladium de la grandeur et de la prospérité nationales. Hier encore, M. Lloyd George qui, à travers ses variations, reste, plus qu'on ne le croit, imbu des idées « victoriennes », déclarait qu'il relèverait le gant qui lui serait jeté par l'Irlande, et qu'il n'hésiterait pas plus que Lincoln devant une lutte fratricide pour préserver le dogme intangible de l'Union. Le Premier britannique semble faire erreur en comparant les deux situations l'une à l'autre. Race à part, l'Irlande, depuis six cents ans, n'a jamais souscrit à aucun pacte d'union avec l'Angleterre. Tel n'est pas le cas pour les États de l'Union américaine. D'autre part, les États-Unis jouissaient, de 1861 à 1865, durant toute la période de leur guerre de Sécession, d'une liberté de mouvements qui semble malheureusement faire défaut aujourd'hui au cabinet de Londres.

Au surplus, il n'est pas à présumer que l'Irlande, en accentuant sa résistance, veuille aller jusqu'à la guerre civile. Le combat serait pour l'instant trop inégal. Mais, ce qu'on peut prévoir c'est que la manière « plus forte » qui serait adoptée par le gouvernement anglais ne manquerait pas de soulever contre lui une portion considérable des éléments pro-irlandais si puissants en Amérique. Dans l'état de nervosité qui caractérise les relations entre les deux

pays, cet aspect de la question est loin d'être indifférent. Hélas ! il n'y a plus rien d'indifférent et le conflit qui vient de se produire aux portes mêmes de Constantinople, entre un bataillon du corps anglais d'occupation et les troupes turques nationalistes, le bombardement des casernes d'Ismid, où sont cantonnés des contingents hindous, par les avions de Khemal pacha, au moment où Lloyd George brandit sur l'Irlande le trident courroucé de Neptune, montre que nos hypothèses n'ont rien de téméraire et que nous assistons bien à la formation de quatre ou cinq grands orages qui ne demandent qu'à se réunir.

Supposons plusieurs Nana Sahib aux Indes, alors qu'il n'y en eut qu'un en 1857, plusieurs Arabi pacha en Égypte, alors qu'il n'y en eut qu'un en 1881, plusieurs Casement en Irlande, alors qu'il n'y en eut qu'un en 1915, tous opérant ensemble, tandis que la menace germanique irait en grandissant au milieu de ce trouble et que le gouvernement serait aux prises avec les incartades du *Labour Party*, telles qu'elles s'annoncent... L'Angleterre réussirait-elle cette fois à tirer de son île européenne assez de puissance pour galvaniser ses Dominions incertains, pour maîtriser ses vassaux révoltés et faire reculer le flot teuton?

Pour les États-Unis, un spectacle tout aussi inquiétant peut être imaginé sans peine. Là non plus, d'après les apparences, les questions ne s'attendront pas l'une l'autre pour se laisser résoudre à loisir : question mexicaine, question japonaise, question nègre, question du salariat. Il est bien plus probable, si nous savons interpréter des épisodes récents, que la première qui fera son entrée en scène sera vite rejointe par lés autres.

Rien de plus singulier que les hésitations des États-Unis devant la liquidation de la révolution mexicaine, malgré tant de notes, d'intimations stériles et de menaces, malgré l'attitude de défi souvent prise vis-à-vis d'eux par leurs voisins du Sud. On admire d'autant plus aujourd'hui ces trésors de patience que la nouvelle crise ouverte au Mexique par la chute et par le meurtre encore mystérieux du président Caranza, reproduit, à peu de chose près, les circonstances du début de 1913 marquées par le *pronunciamento* de Huerta, par le meurtre du président Madero et par le rôle d'implacable justicier assumé aussitôt par M. Wilson, dès son avènement à la présidence des États-

Unis. Quelques croiseurs ont été détachés dans les eaux mexicaines, tandis qu'un cordon d'une quarantaine de mille hommes monte toujours la garde, depuis un an, entre le Pacifique et l'estuaire du Rio Grande. Au demeurant, rien ne bouge.

Cette expectative persistante ne s'explique guère que par la crainte du cabinet de Washington, s'il se laissait prendre dans l'engrenage mexicain, de voir le Japon intervenir au moment le plus malencontreux, soit pour reprendre l'épineuse question du Shantung, en invoquant le traité de Versailles, soit pour réclamer l'admission sans réserve des Nippons sur le sol de la grande République, son traité de 1911 à la main.

On sait que l'article 1er du traité concède aux ressortissants de chacune des hautes parties contractantes, sur le territoire de l'autre, la liberté de s'établir, de circuler, de faire le commerce, etc., sur un pied de réciprocité absolue. Ce qu'on sait moins, c'est que le bénéfice de ce droit est provisoirement dénié aux Japonais par une déclaration suspensive de leur ambassadeur à Washington et que cette déclaration unilatérale, simplement consignée au bas du texte diplomatique, peut être révoquée à tout moment par le gouvernement du Mikado. Nul doute qu'à l'échéance très prochaine du renouvellement du traité, un redoutable conflit ne soit susceptible d'éclater entre les deux cabinets, pour ou contre le bénéfice de l'article 1er. Mais, une occasion propice peut se présenter plus tôt pour le Japon, et le Mexique pourrait la fournir, en même temps qu'un terrain favorable pour une base d'opérations déjà préparée à loisir par plus de 20 000 colons japonais judicieusement répartis dans les régions les mieux appropriées.

Les complications, selon toute vraisemblance, n'en resteraient pas là. C'est alors qu'on ne tarderait pas à entendre parler d'attaques de trains, d'importantes destructions de voies ferrées et de matériel, d'explosions, d'incendies survenant dans la zone des populations noires. Cette zone immense, ou « Black Belt », s'étend du Mississipi à l'Atlantique, pour remonter jusqu'à la Virginie et plus haut encore, dans le Nord et le Nord-Ouest. En raison de la mobilisation et des besoins de main-d'œuvre dans les usines, les ateliers et les grands services de transport abandonnés par les blancs, les noirs, par centaines de mille, avaient trouvé, en dehors

de leurs districts attitrés, de hauts salaires et une tolérance générale très supérieure à ce qui leur était antérieurement concédé. Le refoulement commença dès la démobilisation. Il n'alla pas sans conflits, d'autant que ceux des noirs qui avaient eux-mêmes participé à la grande guerre apprenaient aux autres à hausser le ton. Washington, qui ne compte pas moins de 200 000 habitants de couleur, Chicago, où des quartiers entiers se sont remplis de noirs, furent les premiers théâtres de sanglantes rencontres. Knoxville, Omaha City, Helena, d'autres localités suivirent. Pendant plusieurs jours, des combats furent livrés dans les rues, avec barricades, grèves des moyens de communication, pillages d'arsenaux et de magasins. Il fallut l'intervention des milices pour rétablir la paix au milieu des masses nègres qui témoignaient d'un mordant, d'un sens de l'attaque et d'une aptitude à agir par grands ensembles qu'on ne leur soupçonnait pas. Fils dénaturé de Mme Beecher Stowe, qui ne reconnaîtrait plus son favori, l'oncle Tom manie aujourd'hui la mitrailleuse et la grenade, et sa case patriarcale est un blockhaus. N'oublions pas qu'il existe aux États-Unis 15 millions de nègres et de mulâtres parmi lesquels courent déjà de redoutables mots d'ordre. Qui sait si, dans cette foule, plus d'un Toussaint Louverture n'escompte pas déjà les temps troublés qu'on sent venir pour l'inauguration de ses exploits?

C'est sur ces entrefaites, sans doute, qu'éclateraient, dans le monde du travail, des désordres répétant, avec plus d'envergure, les grèves, les boycottages et autres perturbations qui ébranlèrent, l'automne dernier, la société américaine et qui, hier encore, la menaçaient de la famine. Les rafles de bolcheviks, les expulsions, les emprisonnements n'ont pas fait disparaître le fléau anarchiste, qui ne demande qu'une atmosphère favorable pour reprendre avec virulence.

Quant au continent méridional, rien ne prouve que la doctrine de Monroe réussirait alors à maintenir la discipline voulue dans la bergerie des Républiques latines. Il est hors de doute que les dangers de l'omnipotence d'un seul homme à la tête des États-Unis, les allures despotiques de M. Wilson, le fiasco de sa politique extérieure, l'impopularité de sa personne, ont singulièrement diminué le prestige et l'autorité de la Maison-Blanche aux yeux de l'Amé-

rique latine, en y découvrant le sens inquiétant du panaméricanisme, tel qu'il est professé à Washington. La question catégorique posée par le gouvernement du Salvador demandant à être authentiquement fixé sur les interprétations que comporte la doctrine de Monroe, a, comme on dit, attaché le grelot. Au Brésil, l'opinion s'élève contre le néo-monroïsme. La défiance est en progrès. Que serait-ce en temps d'orage?

Si l'on songe maintenant qu'en 1906, au lendemain de la paix de Portsmouth, en plein épanouissement de leur prestige mondial, les États-Unis ont vu se déchaîner, presque sans motif, une panique financière dont le monde des affaires garde encore le souvenir, que ne peut-on pas craindre en ce sens d'une conjonction de crises comme celles dont nous venons seulement d'esquisser quelques traits? N'avons-nous pas vu, il y a peu de semaines, un petit cyclone, simple caprice d'Éole, secouer pendant plusieurs jours les géants de Wall Street? Les précautions, allègue-t-on, sont prises. Les banques nationales sont assujetties à la conservation d'une encaisse qui prévient toute inflation fiduciaire et garantit l'hygiène du crédit public. Mais, si les précautions légales sont là, si la richesse s'est généralisée au point que la statistique signale une pléiade de 25 à 30 000 nouveaux millionnaires, le tempérament hardi de la race, le génie conquérant des affaires sont restés les mêmes. Un prodigieux réseau de combinaisons industrielles et financières s'est étendu sur les cinq parties du monde. Qui nous dit ce qu'il adviendra de ces pyramides de titres au premier coup de tonnerre de l'orage qui monte?

Ces tableaux largement brossés se détachent, cela va sans dire, sur un fond mêlé de conjectures, mais aussi de possibilités assez alarmantes (la politique de Berlin ne le montre que trop), pour nous conseiller moins de confiance dans nos appuis anglo-saxons qu'aucun traité en bonne et due forme ne consacre encore et qu'un brusque enchevêtrement de complications peut transformer en simples mirages. Il nous faut regarder ces données bien en face, et accepter avec courage l'impression de solitude relative que nous laisse cet examen à vol d'oiseau des circonstances au milieu desquelles la France va échafauder son laborieux relèvement. Loin de nous porter soit au décou-

ragement, soit à escompter avec trop de complaisance des concours sujets à inventaire, cette impression nous commande d'évaluer à leur vrai prix les atouts qui nous restent.

Ne parlons pas des appuis éventuels qui nous seraient donnés, assure-t-on, par des associés, les uns plus dégagés de difficultés intestines, les autres plus capables de presser opportunément sur les points vulnérables du colosse germanique : l'Italie, la Pologne, les Tchéco-Slovaques, la Roumanie, les Yougo-Slaves, etc... Optimisme que nous avons le regret de ne point goûter dans sa plénitude. Non, certes, que nous doutions un instant des sympathies et des bons vouloirs ; nous doutons des forces, de la cohésion, de l'unité morale nécessaires. Ici, des déceptions ont été aigrement ressenties ; là, des malentendus commencent à tout embrouiller ; ailleurs, des orientations nouvelles, aussi puissantes que les sentiments, obéissent aux exigences économiques et à l'interdépendance des marchés ; plus loin, ce sont des frontières mal définies, ce sont des plébicistes qui font bouillonner des éléments incompatibles, c'est le pénible amalgame de populations encore mal fondues ensemble ; ce sont des rivalités, des appétits naissants, des routines avec lesquelles il faudrait rompre, de multiples obstacles venant de la géographie, de la langue, de l'éloignement, de l'ignorance où nous sommes les uns les autres, du défaut d'évidence que peut avoir pour les uns et pour les autres, au moment décisif, la notion du péril commun.

Or, c'est là l'essentiel : mêmes prévisions pour une même échéance ; accumulation concertée des ressources ; déclanchement simultané d'efforts concordants. Un regard circulaire sur la carte d'Europe permet d'apprécier, pour la plupart des concours qu'on escompte, le caractère plus ou moins utopique de l'hypothèse où ces trois conditions se réuniraient.

C'est à nos portes, c'est tout près de notre cœur qu'est l'alliance par excellence, celle de la Belgique dont on parle le moins, tant les esprits sont lents à se défaire de la conception de sa neutralité. C'est là, pourtant, que se rencontre ce qui est l'idéal pour toute alliance en ce monde : la contiguïté géographique, la coïncidence des intérêts, l'identité de la race, de la langue ; les souvenirs d'une histoire où se mêlèrent souvent nos destins et vieille de douze ou quinze siècles ; la confraternité d'armes, la communauté de foi reli-

gieuse. Nous n'avons pas oublié les déplorables effets qu'a eus pour nous, dans la construction de la paix wilsonienne, comme dans les conceptions ultérieures de Lloyd George, la prédominance du point de vue protestant. D'autre part, nous voyons, dans les compartiments si variés du monde islamique, à propos du khalifat de Constantinople, ce que l'unité de foi est susceptible d'accomplir. Pourquoi l'uniformité des cultes en Belgique et en France ne nous permettrait-elle pas, même en restant sur le plan politique, d'attendre des concordances analogues auprès de la Rhénanie, pays catholique, auprès de la Bavière, pays catholique, auprès de l'Autriche, pays catholique, et plus loin encore, auprès de Rome, centre de la catholicité?

C'est déjà un sujet de satisfaction profonde, de savoir que les états-majors belge et français élaborent, sur des bases aussi favorables, une entente défensive entre les deux pays. Après le geste magnifique du roi Albert venant spontanément planter son drapeau près du nôtre, dans notre démonstration au delà du Rhin en réponse aux bravades allemandes, on peut dire que cette entente est un fait. Elle a été scellée à Francfort. Mais elle ne doit pas se limiter au domaine militaire. Il importe que, sur les autres terrains, un ensemble d'accords définitifs la complète. Dès ce moment, il convient, que, de part et d'autre, la communauté des grands intérêts apparaisse dans un texte de large portée, et que cette boussole donne la route. Il faudrait que, dans la plus large mesure, les intérêts français fussent considérés en Belgique comme étant des intérêts belges; que les intérêts belges fussent considérés par nous comme des intérêts français. Dussions-nous consentir, nous Français, des concessions plus libérales, en apparence, que celles qui nous seraient consenties par la Belgique, il importe que cette alliance intime et générale s'établisse, et qu'une politique concertée stabilise notre action commune dans la vallée du Rhin. La Belgique, elle l'a glorieusement prouvé, est le bastion de la France. A son tour, la France est le grand réservoir de puissance et de crédit qui appuie et consolide ce premier rempart.

Si nous arrivons à former ainsi, avec le vaillant peuple belge, un bloc de 48 millions d'associés ayant, pour tout ce qui touche au Rhin, les mêmes souvenirs, les mêmes craintes, la même doctrine, soyons assurés que ce bloc, cette masse

homogène et compacte pèsera du poids qui devra lui correspondre dans toutes les grandes questions concernant la paix de l'Europe. Par son souffle unanime, par son pouvoir d'attraction et de rayonnement, ce sera la grande autorité continentale, autorité pacifiante et régulatrice, contre laquelle, et même sans laquelle aucune solution de large envergure ne pourrait être réellement consacrée. Dans les questions intéressant la Belgique en Europe, et en Afrique même où les deux Congos sont voisins, il y aurait 48 millions de Belges ; dans les questions intéressant plus spécialement la France, il y aurait 48 millions de Français. Croit-on que les pays germaniques de voisinage immédiat, ceux de la rive gauche du Rhin, la Prusse rhénane, la Hesse, le Nassau, le Palatinat, déjà traversés par de larges aspirations autonomistes, croit-on que ces pays resteraient longtemps sans se ressentir du contact de ce puissant foyer?

N'oublions pas que, pendant les trois périodes de cinq ans qui seront marquées par les reculs successifs des vainqueurs de la guerre, l'administration de la Rhénanie par les Alliés reflétera nécessairement les conceptions de l'Entente vis-à-vis de l'ensemble germanique. Après les sévères leçons que les récents événements d'Allemagne, avec leur alternance de spartakisme et de réaction impérialiste, ont infligées à la politique de ménagements et d'indulgences devant les échappatoires et les biais imaginés par les gouvernements successifs du « Reich », l'administration interalliée de la région rhénane demeure, à moins de rupture effective, le seul organisme susceptible de mettre en œuvre ce qui peut se qualifier d'un seul mot : le « tour de vis ». Il est indispensable que, dans les conseils de l'Entente, dont les États-Unis semblent s'écarter chaque jour un peu plus, et qui règlent, en somme, le fonctionnement de cet organisme, la nation qui est numériquement la plus faible ne soit pas amenée par des pressions plus ou moins captieuses à consacrer, avec l'appoint de sa voix, des solutions qui lui sont notoirement contraires, comme elles le sont à la France même, dans la plupart des cas. Seule, la formation d'un consortium franco-belge comprenant 48 millions d'intéressés étroitement solidaires pourra donner à des points de vue, à des vœux identiques, mais que leur séparation affaiblit, l'unité officielle d'action et de résistance, c'est-à-dire le coefficient qui leur convient.

Transportons-nous par la pensée de quelques années en avant. Nous sommes à la date du premier repli des forces alliées ; l'Allemagne s'est acquittée des charges qui lui étaient imposées pour cette période ; c'est l'échéance de la restitution au Reich d'alors (s'il y a encore un Reich) du territoire borné par la frontière hollandaise à la hauteur de la Rühr, englobant Cologne et aboutissant à l'embouchure de l'Ahr, tributaire du Rhin. Ne nous y trompons pas : cette remise sous le joug prussien d'une région manifestement rebelle à ce joug et qui aura fait des efforts réitérés pour s'en libérer, cette reprise exercée par le maître brandebourgeois, sait-on comment elle s'appellera pour la galerie attentive qui suit les péripéties de la dramatique partie engagée sur le Rhin? Elle s'appellera, non pas seulement la première offensive, mais la première revanche allemande.

Et ce n'est pas le jour même de l'événement que sera porté tout l'effet moral qui lui correspond, c'est longtemps à l'avance que seront escomptés, dans les sphères politiques, dans l'opinion internationale, jusque sur les marchés et dans les cotes des Bourses, le succès germanique et ce qu'on appellera le refoulement français. A ce moment, la France aura-t-elle terminé la restauration de ses départements dévastés? Nous serons-nous refait une flotte commerciale? Nos achats à l'étranger seront-ils dépassés par nos ventes? Notre franc aura-t-il retrouvé sa valeur d'avant-guerre? Des impôts écrasants ne continueront-ils pas à peser sur la vie économique de notre pays? Les questions sociales auront-elles été toutes résolues dans un sens profitable à la paix et à la prospérité publiques? Qui oserait répondre par une affirmative absolue?

C'est plutôt dans une atmosphère de doute, de malaise relatif, de tension nerveuse et générale vers une amélioration encore éloignée, que le premier avantage de l'Allemagne aura chez nous son retentissement, prélude du second repli des Alliés, cinq ans plus tard, et d'une nouvelle offensive de Berlin. Quant aux résultats pratiques, ils sont faciles à prévoir : maintien ou aggravation de nos charges militaires, ralentissement de notre essor économique, atteinte à notre prestige et à notre crédit, insécurité renaissante...

Voilà ce qu'il nous faut envisager de sang-froid. Quelques années à peine, trois ans, quatre ans peut-être, nous séparent de cette crise. Dès aujourd'hui, il nous faut comprendre

que le pivot de notre politique se trouve sur le Rhin et non sur d'autres théâtres où l'on voudrait l'attirer. L'instrument souverain de cette politique, c'est le consortium franco-belge, instrument de libération presque simultanée pour trois grands groupements nationaux qui trouveront ainsi la vraie liberté dans leur interdépendance : la Belgique, la France et la Rhénanie.

Pour nous, comme pour les Belges, quel serait le bénéfice d'un tel état de choses? Une réduction presque immédiate de plusieurs centaines de millions dans nos budgets militaires, le renvoi de plusieurs centaines de mille hommes aux travaux des manufactures ou des champs, notre sécurité continentale garantie, notre relèvement économique accéléré, notre crédit à peu près stabilisé sur tous les marchés, notre unité monétaire, le franc, gagnant d'emblée plusieurs points sur les devises adverses et nous dégageant des lourdes créances étrangères qui nous étouffent. Pour la Belgique, il n'est pas interdit de relever déjà un premier symptôme de cette plus-value en perspective dans le succès de son récent emprunt sur la place de New-York. Pour la France, ce sera le retour pacifique et définitif sur la scène européenne, à la place solidement équilibrée que lui ont préparée les quinze siècles de son histoire.

Quelque encourageantes, d'ailleurs, que soient ces prévisions, la médaille a son revers. Si cette rentrée dans nos positions est facile, on la craint, et nous voyons assez par quelles voies plus ou moins détournées ceux qui ont peur d'une France forte et prospère s'attachent à la réduire, à lui rogner tantôt les ailes, tantôt les vivres, à ralentir sa convalescence, à l'embarrasser de servitudes, à la grever d'hypothèques, pour que, le plus longtemps possible, elle reste une France besogneuse, une France inquiète, en un mot, pour qu'elle ne soit pas la France...

Nos amis belges ne sont pas à l'abri de cette politique de sourde résistance au complet relèvement de leur pays. Nous n'en voulons d'autre preuve que la précipitation avec laquelle les arrangements de la Belgique et de la Hollande étaient poussés mystérieusement vers une signature hâtive, pour être bouclés, si possible, avant la conclusion de l'alliance franco-belge, et avec des clauses que nous ne pouvions voir, nous Français, sans déplaisir, parce qu'elles omettaient plus d'une solution vitale pour nos futurs alliés et

portaient des atteintes directes à notre propre sauvegarde. On sait qu'une mince enclave hollandaise constituée jadis en bordure le long de la branche ouest de l'Escaut, à partir d'Anvers jusqu'à la mer, a pour but essentiel d'empêcher la Belgique de posséder une embouchure quelconque de ce fleuve qui baigne pourtant son territoire et n'a nul contact naturel avec la Hollande. En conservant cette servitude, dont nous avons vu les conséquences fatales pour la défensive anglo-franco-belge, dès le début de la guerre, le projet en question imposait à la Belgique, pour le canal d'Anvers au Rhin prévu par le traité de Versailles, un tracé nettement inspiré par des arrière-pensées stratégiques dont nous n'attendions rien de bon. En effet, tout en favorisant le port hollandais de Rotterdam et l'Allemagne du Nord au préjudice de l'Alsace et des régions rhénanes, ce tracé dessinait, entre les forts d'Anvers et ceux de Liége, un couloir représentant un itinéraire du style le plus classique pour de nouvelles ruées allemandes... Les Belges restaient privés des clefs de leur maison, et leur porte c'est la nôtre, c'est la porte de toute l'Europe d'Occident.

L'amitié de la Hollande nous est, certes, précieuse, mais, comme on l'écrivait, hier encore, fort justement : *magis amica securitas*. Un courant d'opinion de plus en plus fort, en Belgique, réclame l'entente avec la France. A son tour, il faut que notre opinion se meuve. Deux cents de nos députés, en signant en ce sens une adresse collective au gouvernement français, ont ouvert une large voie aux manifestations du même ordre. Il faut suivre ; il faut aboutir. Une Belgique et une France solidement unies, à côté d'une Rhénanie autonome, voilà le triangle de granit à constituer entre le Rhin, les Pyrénées et l'Atlantique. De précieuses accessions viendront en consolider la stabilité. D'avance, qu'elles soient les bienvenues. Mais, tel qu'il sera dès le début, cet agrégat monumental de soixante millions de bons vouloirs, cimenté par la solidarité d'intérêts essentiels, formera, au minimum de frais, le plus imposant appareil de travail pacifique, mais sûr de ses forces, que nos parages aient jamais connu.

PAUL LE FAIVRE
Ministre plénipotentiaire.

Le Fer sur l'enclume

II

Au Grand Pardon du Folgoat.

Albert, arrivant de Chine, débarqua, le 1er septembre, à Toulon. Son père, à Brest, l'attendait, frémissant de joie. Séverin n'aurait su vivre sans aimer de passion quelqu'un ; l'absence perpétuelle et claustrale de Ferdinand imposait à leurs rapports d'affection une sévérité presque abstraite. Albert et Xavier se partageaient donc le plus spontané de sa tendresse ; à son insu, entre le fils de Marie et le fils d'Éliza se renouvelait, moins douloureux, le dualisme qui l'avait autrefois agité entre les deux femmes : Albert correspondait à l'ordre vaillant et ferme de ses énergies ; Xavier, aux élans d'un cœur attiré vers le complexe, l'incertain ; et, peut-être, les ambiguïtés décevantes de cet adolescent l'inclinaient-elles à lui davantage.

Lorsque la venue d'Albert fut proche, il pesa, selon son habitude intérieure, le pour et le contre du parti à prendre.

— Dois-je mettre en présence les deux frères? Ce que je ferai là, n'est-ce point légitimer ma faute? Et, si Albert se doute qui est Xavier, ou Xavier qui est Albert, ils seront l'un ou l'autre, sinon tous deux, horriblement bouleversés ; l'autorité que j'ai sur leur conduite résistera-t-elle à cette épreuve?

Une simple solution se proposait, dire à Xavier : « Mon ami, tu es assez grand pour voyager seul ; voilà cinq cents francs ; pendant

ce mois de septembre tu vas faire ton tour de France en jeune homme sage. »

Mais Xavier, trop perspicace, aurait deviné qu'on l'écartait de Brest parce qu'Albert y venait ; il eût cherché pourquoi ; et il désirait connaître Albert : son tuteur le lui représentait comme un garçon de superbe allure et d'une âme chevaleresque ; une curiosité mystérieuse, une dilection mal définie l'entraînait à parler d'Albert incessamment.

— Je compte les jours, déclarait-il à Séverin, jusqu'à ce qu'*il* soit là.

Séverin, lui-même, considérait : « Tôt ou tard, ils se connaîtront. J'ai admis Xavier chez moi, la chose est acquise : je n'aperçois aucun motif pour l'abandonner, en l'éloignant, à ses mauvais instincts. Albert lui fera du bien par son exemple. Donc, c'est le mieux, ils se verront dès à présent. »

Une fois de plus, Séverin justifiait avec des raisons morales ses impulsions. Il prétendait ployer à son rêve l'expérience inexorable ; et il cédait au besoin d'accroître sa part de douleur, étant de ceux qui font, comme nécessairement, de leur existence une tragédie.

Un télégramme d'Albert annonça qu'il serait, le 4 septembre, à Brest. Xavier accompagna Séverin au-devant de lui.

Pour se rendre à la gare, ils montèrent le long du cours d'Ajot. Séverin suivait volontiers cette promenade unique au monde par le spectacle mouvant des espaces qu'elle domine. Le soir tombait, la mer battait son plein. Au creux de la rade, vers Tréberon et l'île des Morts, un vaste orage noyait toute la côte sous une brume de déluge.

Le soleil couchant effleurait encore les jetées claires. Mais l'eau devenait verdâtre, puis se fit d'une couleur de grenaille. Les formes des navires s'appesantissaient, leurs fumées se confondirent avec le noir de poix des nuages bas, pendants comme des bâches trop lourdes. Le coup de canon de l'arsenal, à sept heures, partit au milieu des éclats du tonnerre. Une rafale se leva, la pluie commença ; une nuit subite couvrit la ville.

Le cours était désert ; seul, un ivrogne, allongé sur le talus, dormait sans que l'ondée le réveillât.

— Voilà, dit Xavier en le montrant, la Bretagne de l'avenir.

Séverin ne releva point cette ironie où il reconnaissait les exagérations d'Éliza.

— Albert, dit-il, dans sa dernière lettre, me répète qu'il sera content de te connaître.

— Et moi, répondit Xavier, je le *reconnaîtrai*, comme si, dans une vie antérieure, nous nous étions rencontrés déjà.

Sur le quai, parmi la cohue des gens qui attendaient l'arrivée du train, Séverin, en regardant Xavier, s'imaginait l'impression qu'aurait Albert vis-à-vis de ce cadet subreptice.

— Il va le trouver, pensait-il, trop féminin, ondoyant, quintessencié.

Mais Xavier portait son uniforme et son petit sabre au côté avec une distinction de plus en plus rare dans la jeune marine ; sa simple manière de tenir ses gants blancs entre ses doigts énonçait l'aristocrate insouciant de ses élégances, tant elles sont natives. Sa casquette blanche s'harmonisait à sa peau délicate. La fossette de son menton ajoutait au charme de son profil un accent tendre ou railleur. Ses yeux seulement inquiétaient, somnambuliques comme ceux d'Éliza ou d'une mobilité dévorante, sous des cils toujours vibrants ; et il avait parfois une façon de rester dans le vague, la bouche entr'ouverte, qui lui donnait un air stupide.

Séverin essayait de le dévisager comme le ferait Albert, et il examinait :

— A quoi peut-on soupçonner qu'il est mon fils? Son front ressemble au mien, quelques-uns de ses gestes me copient sans le vouloir ; son écriture moule la mienne, comme s'il s'appliquait à la contrefaire. Mais, à moins d'être prévenu, qui induira de similitudes partielles une affinité du sang?

Debout en face de Xavier, Séverin supputait les chances probables de cacher son origine. L'enfant du mensonge lui imposerait le mensonge jusqu'à la fin...

Quelqu'un lui toucha l'épaule ; il se retourna et serra la main au commandant Rosuel, ancien camarade du *Borda*, maintenant capitaine de vaisseau, et qu'il aimait à fréquenter. Rosuel, vrai loup de mer, officier énergique, recherchait Séverin, tout dissemblables que fussent leurs tempéraments, parce qu'il discernait ses supériorités, et pour une raison plus positive : il avait une fille de dix-sept ans ; Albert, dans un proche avenir, lui aurait plu comme gendre. C'était un homme simple et jovial. Sa figure montrait de la rudesse ; son front rugueux, ses fortes pommettes, son nez busqué d'un rouge recuit racontaient des années de navigation sous tous les soleils, de

durs commandements ; mais le sourire de ses grosses lèvres, dans sa barbe d'un châtain bronzé, conservait une bonhomie accueillante. Mme Rosuel, une Vendéenne, avait l'amitié de Séverin ; femme d'un commerce affable, elle joignait à une vigueur parfois cornélienne de caractère une sorte de virilité dans l'esprit. Le commandant venait l'attendre, elle et sa fille Marie-Anne, à leur retour de Vendée.

Il fit à Séverin une proposition : le dimanche suivant, 8 septembre, devait avoir lieu, au Folgoat, le grand Pardon, investi cette fois-là d'une solennité plus éclatante : on y fèterait le vingt-cinquième anniversaire du couronnement de la Vierge en granit, vénérée depuis cinq cents ans et sauvée, en 93, de la dévastation. Trente ou quarante mille Bretons afflueraient à ce pèlerinage, pour la grand'messe et les vêpres, célébrées à l'oratoire de l'immense pelouse où se déploierait la procession. Le difficile allait être de s'y rendre ; tous les trains seraient pris d'assaut. Or, les Rosuel disposaient d'une automobile ; Séverin, Albert et Xavier pourraient y prendre place.

S'il eût été seul, Séverin aurait décliné l'invitation ; il n'admettait guère qu'un pèlerinage fût organisé comme un pique-nique ou un rendez-vous de chasse. Celui du Folgoat, il l'avait fait avec Marie, mais à pied, sans autre bagage que l'aumône destinée au sanctuaire de Notre-Dame. Albert et surtout Xavier accepteraient-ils ce mode d'antique dévotion? Il croyait qu'une telle journée, de toute façon, leur serait bonne par cet influx de grâce qui retrempe un peuple de ferveur. Il se rallia donc au projet des Rosuel, et Xavier ne dissimula point son ravissement.

L'express stoppait sous le hall, un torrent de matelots permissionnaires, leur sac sur l'épaule, s'engorgeait contre la barrière.

— *Le* voyez-vous? demanda Xavier.

— Je le vois là-bas, répondit Séverin.

Albert s'avançait sous son ample manteau à pèlerine, la tête haute et les yeux tendus vers Séverin ; il considérait aussi Xavier, cet orphelin dont son père s'était, disait-il, chargé selon une promesse faite à un ami mourant. Séverin reconnaissait en son fils aîné l'homme fier et valeureux qu'il n'aurait jamais voulu cesser d'être. Albert évoquait Marie et le commandant Burdéron, moins grand qu'eux, et brun comme son père, mais avec le menton relevé en bosse de son aïeul, le nez droit et maigre de sa mère, les traits martelés d'une race de ruraux et de soldats. Toutefois, Séverin aperçut aussitôt sur sa mine quelques traces de fatigue ; après deux années en Extrême-

Orient et une escale à Port-Saïd au plus dur de la canicule, la Bretagne lui serait salutaire.

— Voici, dit-il, quand ils se furent embrassés, notre ami Xavier Lougrée ; il comptait les jours dans l'impatience de ta venue.

Albert et Xavier échangèrent une franche poignée de main. Ils n'eurent pas, tout de suite, le loisir de s'examiner l'un l'autre. Derrière eux survinrent Mme Rosuel et Marie-Anne. Mme Rosuel, petite, rondelette, avait une vivacité d'allure gracieuse, et une voix enchanteresse. Marie-Anne, pour des mondains superficiels, était simplement une de ces jeunes filles que l'on qualifie d'« exquises » ; un teint de fleur d'amandier, des lèvres fines, des cheveux d'un blond cendré, l'œil pur et hardi, un ensemble de naturel et de retenue. Mais Xavier, qui l'avait maintes fois approchée, admirait en son tempérament des richesses d'énergie généreuse et des manières de sentir qui la mettaient hors du commun. Albert aussi la distinguait ; il avait même dit, un soir, alors qu'elle était dans ses quinze ans :

— Marie-Anne Rosuel, si elle ne se gâte point, sera la seule jeune fille à Brest qui vaille la peine d'être regardée.

Hyperbole juvénile d'où Séverin avait conclu :

— Peut-être Marie-Anne aura-t-elle cette mission de fixer promptement la vie d'Albert dans une tendresse durable...

Au sortir de la gare, avant que les Rosuel montassent en voiture, Xavier, échangeant avec la jeune fille quelques mots familiers et gais, se complut à donner autour de lui l'impression qu'ils étaient bons camarades. Cette fatuité enfantine n'avait guère de conséquences ; Albert la discerna pourtant ; elle lui déplut.

Mais son attention était moins à Xavier qu'à son père ; vingt-quatre mois d'absence, et dans des pays qui semblent dépendre d'une autre planète, faisaient de son retour une date extraordinaire. Il retrouvait, comme des choses en partie perdues, les regards de Séverin, le timbre de son parler.

— Mon père a un peu vieilli, pensait-il. Qu'importe ! Je ne me souvenais plus d'une gravité si belle en ses yeux. On dirait qu'il revient d'une Chartreuse.

Au premier moment, jusqu'à ce qu'ils eussent repris contact, des propos sans suite se croisèrent dans une conversation engagée sous la pluie, tandis qu'ils descendaient la rue du Château, droite et longue, obscure et balayée par le vent massif.

Cependant, Xavier avait hâte d'interroger Albert sur son séjour en Chine :

— Est-ce que vous y avez fumé de l'opium?

— Tu peux tutoyer Albert, observa Séverin, comme Albert te tutoiera.

— Ah ! fichtre non, répondit Albert à la question assez puérile de Xavier. J'ai trop vu où mène *la drogue*, quand elle vous tient. La victoire de l'Asie sur nous, c'est elle qui s'en chargera, si on la laisse faire.

Xavier n'osa pas dire : « Eh bien ! moi, j'en ai fumé », il objecta seulement :

— Oh ! pour essayer une fois ou deux, un homme solide comme tu dois l'être, que risque-t-il? Est-ce qu'on peut connaître un pays, en ignorant les sensations des gens qui l'habitent?

— Solide ! répliqua un peu vivement Albert, est-ce qu'on est jamais *solide*? Je connais de plus forts que moi qui ont commencé par une pipe ou deux, et, à présent, ce sont des hommes finis. Quant aux sensations des Chinois, je m'en... moque. Nous allons chez eux en conquérants ou en missionnaires, pour en tirer ce qu'on en peut tirer, non pour ajouter leurs vices aux nôtres.

Xavier se tut, piqué de la riposte. Séverin fit commencer au voyageur le récit de son exploration sur le Yan-Tsé, ce fleuve prodigieux, nourri par toutes les neiges des hauts plateaux, qui a des crues hautes de soixante mètres, larges de neuf lieues, et où circulent des radeaux énormes, portant des villages, des colonies de nomades.

Mais ils arrivaient à la maison. Reine vint leur ouvrir, épanouie, « avec une figure de Pâques », comme elle disait. Albert s'égaya aussi de la revoir : elle appartenait à la famille, depuis que Séverin était revenu en Bretagne ; elle avait vu grandir les deux fils de « ses bons maîtres », fait la toilette funèbre de Marie, et son attachement aux Lhostis était ennobli d'une affection désintéressée : elle possédait, par un récent héritage, en son pays, à Guingamp, des fermes ; elle aurait pu vieillir, là-bas, en rentière. Mais elle demeurait une colonne du foyer veuf de Séverin. En même temps qu'elle vaquait au ménage, aidée d'une robuste fille qui se nommait Jacquette, elle alimentait de l'huile mystique des vierges prudentes la lampe familiale.

— Monsieur Albert, dit-elle naïvement, les cloches de joie, ce soir, devraient sonner d'elles-mêmes.

— Oh ! fit-il en apercevant, du seuil de la salle à manger, le couvert mis sous les flambeaux allumés et des corbeilles, sur la table, pleines de fruits, je vois des figues, des figues vertes de Bretagne. Vous avez pensé à moi, Reine. J'aime les figues comme mon grand-père Burdéron tenait...

— A sa pomme, termina Séverin.

— Et il nous disait : « Je ressemble à Hérode Agrippa qui ne savait pas dîner sans manger au dessert une pomme, qu'il pelait lui-même. » Un homme admirable, mon grand-père. Je le cherche en rentrant ici, et ma pauvre mère...

Il y eut un silence ; Albert entra dans sa chambre, se lava les mains et vint à table. Séverin dit tout haut le *Benedicite.*

— Ah ! fit Albert en s'asseyant, qu'il est bon de manger dans la maison de son père !

Il ne remarqua point que cette parole contristait Xavier. Mais, en bon garçon, il lui parla de ses études, du vieux *Borda* et, incidemment, voulut savoir :

— De qui es-tu le *fistot?*

Il faisait allusion à une coutume des Bordaches, au *père* que se choisissaient les jeunes parmi ceux de la seconde année.

— Je suis, répondit Xavier, le fistot du fils d'un amiral, de l'amiral d'Hautecloque. Il est entré premier et a des chances de sortir premier.

Xavier mit dans cette explication une légère enflure vaniteuse. Albert sentit son enfantillage et n'en fut pas choqué. Le prestige des grades et des rangs d'école lui paraissait respectable.

— Ton nom de Lougrée, continua-t-il, me remémore une jeune fille que nous avons connue à Toulon, Éliza Lougrée. Ferdinand doit se souvenir d'elle, mieux que moi. Je ne pensais alors qu'à jouer du tambour et à grimper aux arbres. En passant, j'aurais voulu revoir la Pointe de la Mitre et notre villa, si elle n'a pas changé. Je me rappelle, au bout du jardin, le pavillon dont les fenêtres avaient des faïences vertes. Il y avait, à l'intérieur, un divan brun. Qu'est-il devenu, père, ce divan?

— Nous l'avons vendu en déménageant, dit Séverin, avec d'autres choses encombrantes.

— Et Mlle Lougrée, s'est-elle mariée? Où est-elle maintenant?

— Je l'ai perdue de vue, depuis qu'elle quitta Toulon.

— Elle n'était point de ma famille? demanda Xavier. Mon oncle,

— c'était ainsi que Séverin lui avait appris à le désigner, — vous pourriez, sans doute, le savoir.

— Oh ! dit Séverin, j'ai, pour l'heure, d'autres soucis en tête. Cet arrangement avec les héritiers de Mme Pradel est une bien grosse affaire...

La conversation avait, un instant, pris, pour lui, une tournure affreusement pénible et dangereuse. En rapprochant Xavier d'Albert, il devait prévoir à quoi il s'exposait. Mais il dévia si à propos leur esprit vers un sujet d'une apparente gravité que sa manœuvre ne se laissa pas entrevoir. Albert surtout s'intéressait à l'état des entreprises paternelles. Il envisageait même, dans l'avenir, si son père n'était plus là, un temps où il aurait à les prendre en main.

Séverin lui exposa ses rapports avec M. Pradel, l'épouvantable fin de la veuve et la canaillerie usurière de louches héritiers qui lui tenaient le couteau sur la gorge : « Servez-nous sept pour cent d'intérêt, ou remettez-nous le capital. »

Xavier, présent à ce récit, aurait pu être touché de la confiance, d'ailleurs imprudente, dont l'honorait son tuteur. Au rebours, une jalousie contracta ses fibres mélancoliques.

— Ce n'est pas à moi qu'il s'ouvrirait de la sorte. Tout pour Albert !

Son premier élan d'amitié se brisait déjà ; il jugeait Albert tranchant, trop simple, incapable de saisir ses finesses de sensibilité ; et l'avantage de vigueur qu'il reconnaissait chez lui l'opprimait. Il aspirait à uue revanche confuse.

Séverin recausa du pèlerinage au Folgoat décidé avec les Rosuel.

— Je trouve, dit Albert, Marie-Anne encore embellie. Peut-être toutes les Chinoises que j'ai vues me font-elles mieux percevoir la grâce et la dignité d'une Française. Mais de quelle couleur a-t-elle les yeux?

— De la couleur des noisettes mûres, affirma Xavier en rougissant un peu.

— Oh ! oh ! dit Albert, quelle précision de coup d'œil ! On voit que ton tuteur t'a communiqué son sentiment des nuances.

Ils passèrent au petit salon où rien n'avait changé depuis autrefois. Albert éleva la lampe pour passer en revue, dans la bibliothèque d'acajou, les dos des vieux livres, rarement dérangés de leur sommeil.

— Je te montrerai ma bibliothèque, intervint Xavier dédaigneusement. Ici, on n'a logé que des rossignols classiques...

— Ces rossignols, protesta Séverin, ont fait mes délices.

— Et les miennes, appuya d'un ton véhément Albert. Je veux relire le Plutarque d'Amyot, les Contes de Nodier, et voir si *Robinson Crusoë* n'est pas mort tout à fait pour moi.

De plus en plus défrisé à l'endroit d'Albert, Xavier n'essaya point de réformer son goût.

— Mon oncle, dit-il en se retournant vers Séverin, vous me permettez d'offrir à votre fils un cigare?

Et il présenta un étui parfumé en cuir rouge ; des havanes de choix, avec leur bague, s'y alignaient.

Albert, en acceptant, songea :

— Est-ce mon père qui le *gâte* ainsi? A quel titre? Si austère pour lui-même, comment s'expliquer cette faiblesse?

Il fit quelques pas vers la cheminée, s'arrêta près de l'aquarelle où le *Borda* retint machinalement ses yeux ; Xavier, à son tour, s'en approcha. Séverin reçut une sourde commotion en les voyant tous deux, épaule contre épaule, devant cette toile maléfique.

— Je ne sais pourquoi, dit Xavier, elle me plaît, alors que le *Borda* réel me pèse comme une geôle...

— Laissez donc, brusqua Séverin, cette rapinade. Tu ne connais pas, Albert, l'étonnant portrait de l'abbé Martureau par Léon Colombat. Viens dans ma chambre.

L'aumônier était peint assis ; le fond du tableau était noir ; d'un manteau noir se dégageaient ses mains pâles appuyées sur les bras d'un fauteuil, et contre sa face d'une blancheur livide la veilleuse invisible laissait couler un reflet rouge qui semblait descendre d'un vitrail crépusculaire. Le feu blanc de son regard se projetait au delà des horizons, dans l'inconnu.

— Qu'en dis-tu? demanda Séverin, tenant sa lampe haute, à distance du cadre.

Albert, sans énoncer sur le tableau une opinion esthétique, déclara simplement :

— J'aime ce prêtre. Sa bouche et ses yeux sont des dogmes. Ils ont l'air d'affirmer : Cela est, cela n'est pas. Avec lui, on sait à quoi s'en tenir ; point de compromis.

— Moi, il m'épouvante, contredit Xavier ; sauf les lunettes et le rochet de dentelles, il m'évoque un fantôme hallucinant du Gréco, son sinistre Inquisiteur. Ces gens-là me paralysent ; pour avoir volé une rose, ils me damneraient sans rémission.

— Mon ami, ouvre tes yeux, réfuta Séverin ; ce qu'il faut lire en ce visage, c'est la révélation prophétique d'un monde supra-terrestre, les terreurs et les flamboiements d'un proche avenir...

Xavier garda le silence et tira de son cigare une bouffée, pendant qu'Albert se tournait vers le portrait de Marie où lui-même et Ferdinand étaient glorifiés avec elle. Il regarda ensuite le vaste lit de chêne dans lequel Séverin ne couchait plus.

— Ce lit, pensait-il, sera pour moi lorsque je me marierai.

Et, de cette idée qu'il ne formula point, une autre émergea qui lui fit dire :

— Tu as vu, père, les fils du commandant Rosuel. Sont-ce de vrais marins, des hommes sérieux?

— Les fils du commandant le préoccupent, devina Xavier, parce qu'il a Marie-Anne en tête. S'il croit être aimé d'elle, il se trompe. C'est moi qu'elle préfère, j'en ai la pleine assurance. Seulement, voilà... Il a des galons, il sera riche. Moi, j'aurai ma solde, et c'est tout. Je serais, comme disent les Bretons, né au coin d'un champ de genêts, un bâtard de père et de mère inconnus, en quoi me verrais-je moins dénué? Le matin de mes vingt et un ans, si je lui déplaisais, mon tuteur peut me flanquer dehors, ne plus savoir que j'existe...

Durant cet aigre soliloque, Albert questionnait Séverin.

Le ciel nocturne s'éclaircissait. Tous deux s'accoudèrent à une des fenêtres, en face de la lune, jaune comme un quartier d'orange, que l'eau morne de la Penfeld brisait dans ses miroitements.

Entre des nuages mollement cardés, la lune descendait vers Recouvrance. Sur la rade, aux hunes des navires, palpitaient des signaux. A droite, quelques lumières aux fenêtres faisaient saillir l'épaisseur des bâtisses, la caserne des marins, les baies vitrées des fonderies ; et le bras de la grue s'entrevoyait comme un avion géant immobile sous les étoiles.

— Je t'accompagnerai, n'est-ce pas? demain, à l'usine, dit Albert ; je veux voir aussi les nouveaux bâtiments en fer à l'arsenal et la *Bretagne* sur sa cale. Tout me passionne dans l'évolution technique de la marine et de la vie moderne. Nous sommes à un tournant inouï de l'effort humain... Et ta nouvelle torpille est-elle adoptée?

— Pas encore ; j'ai eu la visite d'une série de potdevinistes, tous plus sémillants les uns que les autres. Mais je fais la sourde oreille.

Xavier, au lieu de les suivre, s'était allongé au fond de la chambre,

dans un fauteuil, et c'était justement le fauteuil où Marie s'était une dernière fois étendue avant de se coucher pour mourir. En fumant, il rêvait ou boudait. Séverin se retourna, fut blessé de le voir à cette place, et s'isolant comme pour dire : « Je suis ici un étranger. »

— Xavier, appela-t-il d'un ton de reproche, tu ne viens pas près de nous?

En cet instant, le beffroi de l'arsenal, dur et lent, sonna dix heures.

Xavier se leva en sursaut, et, d'une façon désinvolte, prenant le bras de Séverin :

— Mon oncle, fit-il avec sa voix câline où sonna pour Séverin une réminiscence d'une autre voix qu'il n'entendrait plus, mon oncle, l'heure du couvre-feu est passée. J'ai sommeil, je vous quitte, si vous m'en donnez la permission. *Mar plich* (1). Je vous laisse tous deux causer.

Il embrassa Séverin et tendit la main au fils de son tuteur, gentiment, sans effusion.

— Que penses-tu de Xavier? demanda Séverin, quand il fut parti.

— Rien de net. Je le crois malin, mais glissant comme une anguille. Était-ce par simple pose qu'il me disait à propos de sa bibliothèque : « Edgard Poe et Tolstoï sont mes dieux ! » Tu as fait une drôle d'emplette en te chargeant de lui. Mais quel était donc son père?

Séverin, sans mentir positivement, éluda la question.

— C'était, répondit-il à mi-voix, un officier de marine démissionnaire que j'ai connu dans mon jeune temps, beaucoup, même trop...

Albert, soit discrétion, soit indifférence, ne poussa pas plus loin sa curiosité. Fatigué par deux nuits de voyage, bientôt il se retira.

Séverin s'en rendit compte : son espoir était faux d'établir une amitié entre le fils de Marie et le fils d'Éliza. Leurs deux tempéraments semblaient incompatibles. Et pourtant, prévoyait-il, lorsque Xavier sortira du *Borda*, je serai contraint de lui fournir à lui-même ses pièces d'identité ; il saura quelle est sa mère, il s'enquerra de son père. Il saura qui je suis, et ce qu'est Albert. Ses sentiments, alors, ne changeront-ils pas? Et Albert pourra-t-il ignorer la vérité?

Il s'humiliait, d'avance, sous la honte qui, ce jour-là, lui serait infligée devant ses deux fils. Quel soulagement, malgré tout, de se montrer alors *tel qu'il était!* Ils auraient leur part de son opprobre.

(1) En breton : s'il vous plaît.

Mais il le portait avec une sorte de joie, sachant qu'il se libérait de sa faute en la payant. Eux, comprendraient-ils la nécessité de faire pénitence avec lui et par lui?

Il pria tard dans la nuit afin que le dimanche du 8 septembre, au Folgoat, déterminât en eux la secousse d'un élan vers les mondes invisibles.

L'aurore de ce dimanche s'éclaira comme une porte du Paradis. « Les vents sont hauts, dit Reine au retour de la messe ; Notre-Dame a mis son manteau des grands jours de fête. »

Un vent frais du nord jetait sur la ville, par le couloir de la Penfeld, les haleines automnales des chênes et des regains mouillés. L'azur translucide faisait penser aux prunelles d'une vierge.

Quand Xavier, à huit heures, entendit ronfler en bas l'automibile des Rosuel, il songea à descendre avant Albert et Séverin, pour voir le premier Marie-Anne. Il se contint cependant, soucieux du ridicule dont cette précipitation risquait de le marquer. Mais, en montant dans la voiture, il se trouva placé juste derrière la jeune fille : elle était à la gauche de sa mère, comme Séverin à la gauche de M. Rosuel qui tenait le volant. Albert se mit au fond, à la droite de Xavier...

Pour celui-ci, l'immédiat voisinage de Marie-Anne fut une délectation mais où n'entrait pas une sensualité indiscrète. Elle émettait sur ceux qui l'approchaient quelque chose de sa droiture virginale. Il s'ingénia seulement à lui plaire en parlant du lieu et de la fête où ils allaient.

— Le Folgoat n'a-t-il pas une admirable légende?

— Vous l'ignorez? dit Mme Rosuel avec une pointe d'ironie. Alors, vous ne connaissez rien. Je pourrais vous la conter moi-même ; mais le récit du vieux chroniqueur est charmant. Tout à l'heure, nous ferons halte et je vous le lirai...

Ils étaient arrivés en pleine campagne, à la lisière d'un bois. Au flanc d'un coteau, des choux vigoureux se massaient près des murs grisâtres d'une ferme. Au-dessus d'un pré, clair comme une eau verte, un chêne étalait sa couronne d'ombre. Un poulain trapu gambadait dans les fleurs et vint au trot contre une barrière. Un épervier planait sur un champ lointain. Dans le silence dominical, les cloches d'un village lancèrent le premier coup de la grand'messe. Mme Rosuel se pencha vers son mari.

— Veux-tu, Jean, que nous stoppions? Cet endroit sera merveilleux.

Elle tira de son livre d'Heures un petit feuillet et lut :

« En l'année 1315, florissait en Bretagne, en simplicité et sainteté de vie, un pauvre innocent nommé Salaün, issu de parents pauvres, dont les noms nous sont inconnus, d'un village d'auprès Lesneven.

« Ce jeune enfant, croissant en âge, commença, après la mort de ses parents, à chérir les douceurs de la solitude, choisissant pour sa retraite ordinaire un bois, loin d'icelle ville d'une demi-lieue, orné d'une belle fontaine bordée d'un très beau vert naissant. Là, comme un passereau solitaire, il solfiait à sa mode les louanges de la Vierge adorable, à laquelle, après Dieu, il avait consacré son cœur ; et, de nuit, comme le gracieux rossignol, perché sur l'épine de l'austérité, il chantait *Ave Maria.*

« Il était misérablement vêtu, toujours nu-pieds ; n'avait pour lit, en ce bois, que la terre, pour chevet qu'une pierre, pour toit qu'un arbre tordu près de ladite fontaine. Il allait tous les jours mendier son pauvre pain par la ville de Lesneven ou ès environs, n'importunant personne aux portes que de deux ou trois petits mots ; car il disait : *Ave Maria*, et puis en son langage breton : « Salaün mangerait du « pain. » Il prenait tout ce qu'on lui donnait, revenait bellement en son petit ermitage auprès de la fontaine, en laquelle il trempait ses croûtes, sans autre assaisonnement que le saint nom de Marie...

« On rapporte que lorsqu'il grouait à pierre fendre, il montait en son arbre, et, prenant deux branches de chaque main, il se berçait et voltigeait en l'air en chantant : *O Maria!* En cette façon, et non autrement, il échauffait son pauvre corps...

« Il mena cette manière de vie trente-neuf ou quarante ans, sans avoir jamais offensé personne. Enfin, il tomba malade, et ne voulut pour cela changer de demeure... Sentant bien que sa fin approchait, comme une tourterelle, il fit résonner l'écho de sa voix, pour marquer que l'hiver de sa vie était passé. Mourant, il répétait encore dévotement le doux nom de Marie ; après cela, il rendit heureusement son âme pure et innocente à Dieu. Son visage, qui en sa vie était tout défait par la pauvreté, parut si beau et si lumineux qu'il le disputait à la candeur du lis et au vermeil de la rose.

« Il fut trouvé mort non loin de la fontaine, près du tronc d'arbre qui avait été sa retraite ; et l'enterrèrent les voisins, sans bruit et sans parade, en ce même lieu.

« Et l'on vit un beau lis frais et odoriférant, miraculeusement

poussé de son tombeau, portant écrits sur ses feuillets, en lettres d'or, ces deux mots : *AVE, MARIA.* »

Xavier avait écouté cette histoire d'un air profondément recueilli, peut-être parce que Marie-Anne, se tournant à demi vers la lectrice, livrait à ses yeux la fraîcheur de son profil. Mais Albert, pendant que l'automobile se remettait en marche, fit cette réflexion sincère et malavisée :

— Je croyais la légende du lis une fiction inventée de toutes pièces.

Mme Rosuel se récria, d'ailleurs sans amertume

— Oh ! monsieur, pourquoi troublez-vous, dès ce matin, notre créance? Ne pouviez-vous pas attendre au moins la fin du Pardon?

La mine heureuse de Marie-Anne se fronça, un instant, d'un déplaisir.

— C'est trop beau, observa-t-elle, pour n'être pas vrai. Salaün existe beaucoup plus qu'une multitude d'humains qui ont l'illusion de vivre.

L'aiguillon final de sa phrase n'atteignait qu'implicitement Albert. Mais Xavier se hâta d'en induire :

— Albert est un lourdaud : Marie-Anne lui fait entendre qu'elle ne sera jamais à lui.

De très loin, on aperçut la basilique du Folgoat. Au-dessus de la plaine humble où des murs de terre hérissés d'ajoncs divisaient les champs étroits, le clocher, doré vers la pointe, haussait, escortée de ses fillettes, de ses quatre clochetons, comme un baron de ses porte-lance, sa flèche d'une fierté liturgique et féodale, telle qu'un *Magnificat* élancé vers le firmament. L'autre tour, beaucoup plus basse, coiffée d'un chapeau de fer, semblait en révérence devant lui.

— On dirait, exprima plaisamment M. Rosuel, un curé de campagne qui se fait petit auprès de son évêque.

L'automobile ralentit sa course, la foule devenait plus dense, et, parmi le deuil des châles, éclatait, dans la masse des femmes, cette opulence diaprée de couleurs dont la Bretagne seule a perpétué les harmonies.

Des robes et des tabliers évoquaient le bleu vert de l'Océan, quand le soleil rit entre les nuées, d'autres, le rose des bruyères et des sarrasins mûrs, la rouge lie d'un tonneau, le violet cendré d'un ciel d'automne à l'aurore. Des tabliers de soie noire bordés de dentelles blanches avoisinaient les châles de cachemire tout blancs des jeunes filles qui portaient la longue cornette en cône. Des campagnardes

riches, venues de Plouneour-Trez et de Plouider, avaient osé mettre leur costume de gala, des robes de soie cramoisies, cerclées au bas d'un triple rang de lourds galons d'or ; leurs fastueuses coiffes à fond rigide, d'où sortaient des rubans verts, enfermaient comme dans une niche leurs têtes hâlées, impassibles, d'antiques reines barbares. Elles s'avançaient avec le roulis de leur démarche paysanne, empesées ainsi que des madones espagnoles, et, sentant qu'on les remarquait, baissaient des yeux pleins d'une sauvage timidité.

— Vous voyez, dit Mme Rosuel, sur ces chars à bancs, ces femmes d'une même famille dont les unes ont gardé la coiffe, tandis que le reste est en chapeau, ces hommes demeurés fidèles au toc et au chupen et ces autres, en feutre banal, en veston de camelote ! La Bretagne, même dans les solennités, ne sait plus être unanime.

— Il faudrait d'abord, appuya Séverin, qu'elle le restât dans sa foi. Combien sont-ils ceux que mène au Pardon une idée de pénitence?

La voiture s'arrêta au bord de la grande pelouse, jalonnée de poteaux où s'agitaient des étendards et les oriflammes des paroisses. Elle s'élevait doucement, jusqu'à l'oratoire, dressé au-dessus du gazon. Le centre de cette chapelle à triple alvéole, ouverte en plein vent, abritait l'autel de la Vierge brune ; devant la statue au diadème d'or une corbeille de roses éparpillait ses pétales.

Plus bas, près de l'église, des jeux de boules, des baraques foraines retenaient un gros de paysans. Des aveugles tendaient leur tableau, pour qu'on y lût leur histoire. L'un d'eux clamait en latin le *Pater* et l'*Ave*. Un autre, dont les orbites saignants rendaient terrible la figure hirsute et cuivrée, hurlait une supplique en breton. Un enfant, assis sur un sac, tenait couché contre lui, immobile comme un cadavre, son petit frère estropié et récitait en français sa lamentation.

Dans l'église, le peuple, avec une rumeur contenue, pénétrait et sortait. Vue du dehors, elle paraissait étrangement profonde : derrière le flamboyant jubé, éclatait la rosace du fond, céruléenne, écarlate, sertie de nervures incurvées qui ressemblaient à des guirlandes de fleurs douloureuses.

Entre la grande nef et celle de droite un prêtre se tenait au passage ; les sous qu'il recueillait sur un plateau de cuivre faisaient un bruit dur et plus fort que le murmure des prières et le piétinement de la cohue. Au milieu de ce va-et-vient, Séverin sentait impossible une station recueillie. Séverin se laissait aller au flot de la foule et envahir d'ascendances mystérieuses, dans cette basilique, où des

Lhostis de sa race, bien des fois, au long des siècles, avaient dû passer en pèlerins.

Sous le porche latéral il s'attarda légèrement. Le commandant et Mme Rosuel marchaient devant lui ; Albert examinait les statues des douze Apôtres, debout comme de saints mendiants pour porter au Seigneur l'aumône des oraisons. Marie-Anne et Xavier sortaient un peu en arrière ; Séverin observa que Xavier s'inclinait vers Marie-Anne et qu'elle l'écoutait d'un air sérieux. Il se demanda ce que signifiait cette intimité. Marie-Anne ne semblait guère capable d'imprudentes coquetteries. Mais, apparemment, elle considérait Xavier comme un simple camarade, étant presque de son âge. Peut-être se faisait-elle illusion sur les qualités de cet ami charmeur et insidieux.

Tout d'un coup, Albert se retourna, vit la jeune fille et le pupille de son père dans un aparté fraternel qui respirait une sorte d'abandon. La figure franche d'Albert s'altéra d'un rapide malaise ; Séverin comprit que Marie-Anne lui plaisait et qu'il était jaloux de Xavier.

Cette découverte gâta, sur l'instant, la joie qu'il espérait du pèlerinage : si Albert détestait Xavier, quelle existence pour eux et pour lui ! Il résolut toutefois de mettre bon ordre aux visées amoureuses du romanesque adolescent.

Ensuite, son pressentiment pénible se dissipa dans le remous des impressions extérieures. Marie-Anne avait rattrapé Mme Rosuel, le commandant s'était retourné pour attendre Albert et Séverin ; Xavier s'en allait seul, le nez au vent.

Ils remontèrent vers la pelouse ; le bourdon envoyait sur les champs l'annonce de la grand'messe. Des prêtres, leur surplis ballonné par les rafales, ouvraient un passage aux évêques et à l'ensemble du cortège qui gagnaient l'oratoire processionnellement. L'office commença, une partie de l'énorme assistance amplifiait le chant du clergé. Les ruraux bretons, gardant à la main le toc arrondi comme un chapeau de prêtre aux rubans enfilés dans une boucle d'argent, montraient des faces graves, rasées, d'une bonhomie plantureuse ou d'une maigreur qu'exagéraient leurs nez droits et tranchants, et ils avaient eux-mêmes des mines ecclésiastiques. Les femmes, dressées à la psalmodie latine des liturgies, entonnaient en mesure les versets du *Gloria*. Aucun enthousiasme ne passait dans les voix impersonnelles ; hommes et femmes chantaient ainsi qu'ils eussent fait, un autre dimanche, à l'église de leur village. Ils se tenaient dans une immobilité respectueuse qu'on aurait dite séculaire. Beaucoup de paysans

dévidaient entre leurs doigts un chapelet. Leurs figures grises n'énonçaient ni émotion pieuse, ni curiosité.

Et cependant la messe du Pardon signifiait, pour leurs âmes, plus qu'une ordinaire cérémonie paroissiale. Ils y venaient en quémandeurs, tendre leurs mains vers les mains pleines de grâces, ouvertes, dans un lieu de miracle, pour une pluie de bénédictions. Ils présentaient en offrande à la Vierge du Folgoat la Bretagne humblement dévote, celle qui vivrait comme Salaün, le mendiant de la légende, d'un *Ave Maria* redit jusqu'à la mort.

Lorsque l'officiant lut l'évangile de la glorieuse Nativité, la généalogie du Christ selon saint Matthieu, il aperçut splendidement ce qu'enferme d'espérances la continuité des générations. Tous les patriarches, depuis Abraham, et les rois, se levaient de leur poussière, naissaient et procréaient pour que fût engendrée la chair sans tache de Marie, et, par elle, la fleur de la tige sacrée, la Lumière du monde.

— Ainsi, se disait-il, à travers la douleur et le péché des âges s'élabore la Rédemption.

Albert, visiblement, participait aux rites avec la déférence disciplinée qu'exige une tradition de famille. Le mystère du Sacrifice exaltait peu sa dévotion. Xavier se laissait deviner distrait et déçu : à ses yeux, l'office en plein vent perdait son ampleur et sa majesté sonore.

Séverin, au contraire, Mme Rosuel et Marie-Anne trouvaient une douceur ingénue dans cette liturgie rustique. Près des meules gorgées d'épis, pour les laboureurs qui sèment le blé du Sacrement, le Fils de Dieu allait s'incarner sous la forme humble du Pain. Le silence de la consécration parut plus auguste qu'à l'intérieur d'une cathédrale. L'hostie se leva sur dix mille têtes inclinées. Le cercle des terres crénelées d'ajoncs, le ciel vibrant comme une harpe de cristal communiaient à l'adoration des hommes. Le cri d'un coq monta vers le soleil proche du zénith.

La messe terminée, comme les Lhostis et les Rosuel, dans l'agitation des cloches et le reflux de la multitude, descendaient vers la route de Lesneven, Xavier eut un mot dont tous s'égayèrent, parce qu'il succédait à deux heures de solennité :

— On n'a oublié qu'une chose, le pain bénit.

Il faillit ajouter : « La messe au grand air a aiguisé ma faim. » Mais il mit un bœuf sur sa langue, pour ne point paraître vulgaire devant Marie-Anne.

On devait déjeuner dans une ferme des Rosuel qui s'appelait Pouldu. L'automobile, en quelques minutes, les y déposa. Un chemin creux descendait entre des haies de petits chênes, jusqu'à la cour mélancolique. La ferme, autrefois, avait été un manoir ; sa porte se décorait d'un fronton triangulaire bizarrement pompeux, vis-à-vis d'un toit d'étable moussu et délabré.

— N'est-ce pas? dit Mme Rosuel, qu'on se croirait ici à mille lieues des instabilités modernes? Ce coin semble rester ce qu'il fut un siècle et plus avant nous.

Mme Rosuel se montrait bretonnante avec d'autant plus de véhémence qu'elle n'était point née Bretonne ; elle eût rêvé une Bretagne identique à elle-même, invariable en ses traditions.

— Pouldu, observa le commandant, signifie : trou noir. En hiver, avec le cloaque du purin et sous la brume, le trou justifie son nom. C'est un tombeau. Les gens eux-mêmes y sont assez gais.

La fermière sortit sur le seuil au-devant des maîtres et de leurs hôtes. Mme Salaün, qui ne revendiquait aucune parenté avec le saint du pays, représentait la paysanne du Léon, forte et carrée d'allure, habituée, quand le mari n'est pas là, au commandement, de même que la virago des temps celtiques. Sur sa face rubiconde la mélancolie bretonne semblait n'avoir jamais eu prise. Dès les premiers mots que lui adressa Mme Rosuel en breton, elle se dilata, rit à petits coups. La venue des maîtres ne mit en son attitude aucun embarras servile, pas plus que la présence de Séverin et des jeunes gens ne l'intimida. Les uniformes de la marine lui inspiraient confiance, et, comme Séverin s'approchait, elle dit à Mme Rosuel, après avoir considéré d'un œil déférent Albert et Xavier :

— De beaux gas, les fils de monsieur.

Séverin essaya de sourire avec une vague nuance ironique en regardant Xavier et Mme Rosuel ; celle-ci se hâta d'expliquer :

— L'aîné seul est le fils de M. Lhostis, il est le tuteur du plus jeune.

Tous entrèrent à l'intérieur de la salle où Barbe, l'aînée des filles de Mme Salaün, dressait le couvert sur la longue table. Sous le manteau de la cheminée au front de laquelle les maîtres d'autrefois, en signe de ralliement à la France, avaient fait sculpter une fleur de lis, un feu vif cuisait, dans une marmite à lourdes oreilles, le *far* breton tassé en un sac de toile parmi le lard et les choux, et une « bodesse » posée sur un coffre débordait d'un mélange de lait, de farine et d'œufs préparé pour les crêpes de réjouissance.

Barbe jeta sur le foyer une brassée de sarments. Les flammes éclaircirent les boiseries brunes des lits clos, les images pieuses coloriées qui s'alignaient au-dessus, le bénitier de faïence bleue, et, vis-à-vis la porte, les assiettes à fleurs du vaisselier.

Xavier fut charmé de ce décor, presque nouveau pour lui, comme d'un milieu où il se dépaysait de ses mœurs citadines.

— Je ne suis point de ce pays, pensait-il, et, pourtant, ici, je me retrouve comme chez moi.

Par une concordance insoupçonnée, Séverin agitait des réflexions semblables. En passant le seuil de cet ancien manoir, il reconstituait, un moment, sa vie dans une filiation, plusieurs fois centenaire, de stabilité rurale ; car les Lhostis étaient issus du Léon où leur nom se perpétue, et le premier de la race dut être un campagnard,

Salaün arrivait à pied du Pardon ; il avait entendu la grand'messe avec ses trois filles cadettes. Il balançait à son bras gauche un panier ; plus petit que sa femme, sa courte veste dégageait son buste bien pris ; ses joues imberbes pincées de deux rides, le renflement de ses lèvres bleuies par le rasoir, un nez mince, quelque peu busqué, des yeux retirés sous d'énergiques arcades, combinaient en sa physionomie l'âpreté du paysan fait à la peine, rude au gain, et la douceur malicieuse mais probe d'un bedeau qu'a limé, au contact des prêtres, la culture chrétienne.

En échangeant une poignée de main avec Albert et Xavier, il les supposa, comme l'avait fait sa femme, consanguins, mais ne questionna point les maîtres au sujet de ces étrangers.

Mme Rosuel le pria de dire le *Benedicite*, et les convives s'assirent sur les simples bancs de famille. Marie-Anne avait à sa droite Albert, et Xavier à sa gauche. Le fermier se mit au bas bout ; Mme Salaün et ses filles restèrent contre la cheminée ou s'empressaient autour de la table.

En même temps qu'elles servaient le far, cette épaisse bouillie de froment imbibée d'un fumet de lard et d'une saveur de choux, ses hôtes entretenaient le fermier du Pardon qui s'annonçait très beau.

— Oui, opina Salaün entre deux cuillerées de soupe, il est bien, je ne dis pas. Mais nous en avons eu d'autrement plus beaux. En 88, le matin du Couronnement, on était au moins soixante mille sur le pré de l'oratoire. Tant et tant de voitures étaient là que les garçons d'écurie se trompaient en rattelant les chevaux, et le vicaire de Trégarantec ne put retrouver le sien. Un homme de par chez nous,

qui n'était pas souvent sorti de son quartier, disait en revenant : « C'est drôle, je n'aurais jamais cru qu'il y eût autant de monde sur la terre. »

Salaün cita cette parole en breton où elle détenait un accent de vieil humour intraduisible.

— Quand le cardinal s'agenouilla pour mettre la couronne d'or au front de Notre-Dame, on se retenait de souffler, on aurait entendu voler une feuille morte. Et le pèlerinage des enfants, si vous aviez vu ces brouettes chargées de petits gas que les mères traînaient, quelques-unes de cinq ou six lieues ! Demain, lundi, la foule sera plus grande...

— Pourquoi donc? s'enquit Xavier.

— C'est, ici, le jour de prier pour les morts, et c'est la foire aux chevaux.

— Est-ce vrai, voulut savoir Albert, que les marchands d'Allemagne viennent rafler ce que nous avons de mieux?

— Ils n'en laissent guère sur le marché, répondit Salaün, sans s'émouvoir. Que voulez-vous? Ils paient mieux que les autres.

Le commandant maugréa contre un tel trafic :

— Pourvu que nos chevaux ne reviennent pas chez nous, montés par des uhlans !

— Une guerre seule, remarqua Séverin, déboucherait les yeux de nos gens. Alors, peut-être, s'apercevront-ils que les intérêts de tous sont les intérêts de chacun.

Durant cette conversation, Xavier dit tout à coup à Marie-Anne :

— Nous ne sommes pas allés voir, au Folgoat, la fontaine aux épingles.

C'était une fontaine sainte, derrière l'abside de la basilique, où les jeunes filles, avant de s'en retourner du Pardon, lançaient une épingle, le plus dextrement qu'elles pouvaient ; si l'épingle descendait droit au fond, ce présage annonçait qu'elles se marieraient dans l'année.

— Vous devriez, continua-t-il à mi-voix en manière de badinage, emprunter une épingle à Barbe et la lancer.

Marie-Anne baissa les paupières, l'expression sévère de son profil mit entre elle et Xavier une distance tacite :

— Je ne songe pas à ces bêtises-là, répondit-elle négligemment.

Xavier laissa entrevoir un sourd dépit, mais répliqua, déviant la question :

— Vous appelez le mariage une bêtise?

— Toute chose, rectifia-t-elle, doit venir en son temps. Admettons, bien que je n'y veuille pas croire, l'imminence d'une guerre. Avant de lancer des épingles dans la fontaine, il sera plus urgent d'apprendre à soigner les blessés.

— C'est étrange, émit Albert, de nous imaginer, assis là, sous ces poutres pacifiques, que, dans deux, trois ans, plus tôt peut-être, nous serons, le 8 septembre, à patrouiller au-devant des croiseurs ennemis ou à faire un débarquement sur les côtes du Cameroun.

— Si la guerre arrive, observa Xavier, soudain mélancolique, bienheureux ceux qui n'en reviendront pas.

— Oh ! fit Marie-Anne, quelle humeur élégiaque vous gardez, les jours de fête !

— Je pense comme lui, dit Albert, mais pas dans le même sens. Vous vous rappelez l'antique proverbe de la ballade : « Il n'est rien tel que des os de Gaulois, que des os de Gaulois, broyés, pour faire pousser la moisson. »

Marie-Anne le regarda sans répondre ; un sursaut d'admiration lui révéla, en cette minute, le cœur magnanime d'Albert ; elle se repentit de l'avoir mal jugé. Séverin, assis en face d'eux, à la droite de Mme Rosuel, suivait, par bribes, ce dialogue ; les derniers mots d'Albert, comme il advient ordinairement d'une parole qui pèse son poids, rompirent les autres entretiens, et toutes les têtes se tournèrent vers lui. Séverin, au coup d'œil de Marie-Anne, démêla qu'Albert faisait sur elle impression, et il en eut une sourde joie.

Mais les crêpes sautaient dans la poêle, on oublia les possibilités graves du lendemain. Une diversion acheva d'ébaudir les convives : un gros porc de la ferme, qui rôdait en liberté, et qu'attirait l'odeur du fricot, parut soudain devant la porte, reniflant et grognant. Les enfants le chassèrent avec des rires. Xavier rappela que, le matin, après l'*Ite, missa est*, le cri d'un porc avait répondu comme un joyeux *Amen*.

— En Bretagne, remarqua Mme Rosuel, les animaux vivent avec les gens et avec le Bon Dieu dans une simplicité de Paradis terrestre. On dépose sur l'autel d'un saint les queues des chevaux et des vaches ; les bêtes à cornes ont leur jour de procession...

A ce mot : procession, le commandant regarda l'horloge ; deux heures moins un quart ! Il fallait se hâter, si l'on voulait revenir au Folgoat, pour le défilé, avant les vêpres.

Le retour fut lent, une foule énorme s'agglomérait aux approches de la basilique. Déjà les délégations des paroisses montaient de l'église vers l'oratoire, se frayant avec peine un chemin entre les spectateurs compacts. Les bannières se gonflaient au vent fou, comme des voiles dans un convoi de barques ; et le cantique du Folgoat résonnait, entonné par une paroisse, puis, derrière, par une autre, sans que nul ordre réglât le chant. Mais Séverin, à l'entendre, tressaillit d'un attendrissement qui semblait lui venir du fond des siècles ; et tous, autour de lui, étaient émus. Nul hymne, comme ce cantique, ne saurait concentrer en quelques notes l'être immémorial d'un pays : son rythme gaillard portait une mélodie languide, d'une tristesse compatissante et résignée. La Bretagne se révélait naïvement en cette manière de chanter, chaque paroisse pour elle-même, une chose cependant uniforme et commune à toutes.

Les Rosuel et les Lhostis s'avancèrent peu à peu jusqu'auprès de la procession. Les bannières, avec de lourds claquements, passaient devant eux. Les robustes porteurs se renversaient en arrière, raidis contre le vent, presque emportés avec elles, les sentant arrachées à leurs mains. Par-dessus le remuement des têtes, elles se déroulaient en file sinueuse, et palpitaient à l'infini.

La statue s'avançait, élevée sur les épaules de jeunes filles aux cornettes pointues, dont les châles blancs s'enflaient ainsi que des ailes. Peu haute, ramassée dans sa robe à plis, les cheveux épandus derrière son cou, elle baissait les paupières, comme abîmée en une oraison sans fin. Sa figure était celle d'une dame de preux lignage, dont le recueillement aux offices impose à toute la paroisse : « Imitez-moi. » Son diadème rond et massif, d'or flambant, faisait plus sévère la vétusté noirâtre du granit de son manteau. L'enfant que soutenait son bras gauche, bien qu'il jouât avec la croix du collier maternel, gardait, lui aussi, sous son diadème, la mine impérieuse et grave d'un petit baron présenté à ses vassaux. Notre-Dame du Folgoat commémorait, devant les Bretons d'aujourd'hui, la foi des ancêtres où un respect craintif disciplinait l'amour.

A la suite, cheminaient le clergé et les évêques, qui s'arrêtaient pour bénir et laissaient baiser leur anneau. Celui de Quimper, avec ses cheveux argentés et la fine, majestueuse douceur de son profil, marchait au milieu de son peuple, la crosse en main, sur cette prairie, comme un vieux berger entre ses brebis qu'il aime.

Les vêpres se déroulèrent dans une grandiose simplicité. Xavier

s'étonna d'entendre les femmes, sans paroissien, chanter les versets des psaumes, alternativement avec le chœur des prêtres et des paysans. Quelque chose de la prodigieuse mémoire des Celtes primitifs subsiste chez les Bretons.

Le matin, un prêtre leur avait prêché en leur langue. Maintenant, un des évêques se leva et leur parla en français. Bien qu'une partie de ses phrases, pour ceux qui n'étaient pas au pied de l'oratoire, se perdît dans le vent, les auditeurs tendaient l'oreille, et ils restaient debout, sous le soleil, patients, infatigables. Et la dignité des attitudes conférait au silence persévérant une noblesse presque sainte. Albert, qui songeait aux matelots bretons et à leur dévouement solide, reconnaissait à part soi :

— La source des vertus de notre race, elle est ici, dans cette formation liturgique et ce pli d'obéissance. La moelle de charité que nos hommes ont dans les os, c'est de l'Église qu'ils la tiennent.

Au long de la cérémonie, deux ou trois moments l'enlevèrent, lui et Xavier, dans un enthousiasme qui submergea leurs âmes, comme une onde purificatrice. D'innombrables dimanches, enfant, adolescent, Albert avait entendu ou psalmodié le *Magnificat*. Il saisit, pour la première fois, l'immensité surnaturelle de ce cantique.

— Voilà vingt siècles, pensait-il, qu'une pauvre Juive prophétisa : « Toutes les générations me diront bienheureuse. » Et nous sommes là, devant Elle, espérant quelque chose parce qu'elle a été « la servante du Seigneur ». Dans l'histoire humaine, il n'y a rien eu, il n'y aura jamais rien de plus grand.

Avant le salut, lorsque s'enfla, clamé par trente mille voix, l'*Ave maris stella*, Albert et Xavier chantèrent eux-mêmes, percevant à peine le son des mots qu'ils articulaient. L'alacrité des strophes se martela, formidable comme le chant de guerre d'une croisade.

Xavier regardait la Vierge au diadème d'or, « porte du ciel », étoile des mers ténébreuses ; sincèrement, il la supplia de le faire « doux et chaste », et d'affermir sa route. Des larmes humectaient ses yeux, et il lui sembla que l'ouragan du cantique allait emporter hors de sa poitrine son cœur pantelant.

Les chants, après le *Tantum ergo*, s'étaient interrompus ; tourné vers la foule, l'officiant dressa aux quatre aires de l'espace, comme un soleil d'allégresse, le Pain vivant dans la gerbe d'épis de l'ostensoir. Quand Séverin releva la tête, il vit Albert et Xavier encore inclinés et adorant. N'était-ce en eux qu'une émotion juvénile? ou l'indice

d'un changement durable? A regarder les deux frères qui ne se savaient point frères, un instant fondus dans cette fraternité mystique, il sentit sa faute ancienne plus près d'être pardonnée. Une telle minute surpayait seize ans de silencieuse tristesse.

Les cinq évèques s'avancèrent au bord de la chapelle, solennellement ; ensemble, ils entonnèrent les paroles de leur bénédiction. Puis, ils descendirent les degrés, et le peuple immobile s'ébranla pour le départ.

— Eh bien? dit Séverin, prenant d'une main le bras d'Albert, et de l'autre celui de Xavier.

Xavier, tout frémissant, murmura :

— C'est sublime.

Albert se contenta d'énoncer :

— Si Ferdinand était là, comme ta joie serait parfaite !

— Elle l'est, dit Séverin ; Ferdinand est avec nous, puisque nous sommes avec lui.

A quelques pas d'eux, les Rosuel s'étaient arrêtés en compagnie d'un inconnu. Une rosette bourgeonnait à sa boutonnière ; ce devait être un vieil officier de marine ; il gesticulait comme un Méridional et paraissait exultant d'avoir, à l'improviste, rencontré des amis d'autrefois.

— Êtes-vous satisfait de notre Pardon? lui demandait Mme Rosuel.

— Un peu long, répondit le retraité. Une chose m'a surpris : pendant le sermon, sauf deux petits gamins devant moi, je n'ai vu personne rire ni bavarder. Ils n'entendaient rien, et ils écoutaient tout de même. Chez nous, l'auditoire aurait fait plus de bruit que le prédicateur et le vent.

La foule s'écoulait. M. Rosuel rejoignit Séverin, le pria de s'approcher ; il voulait lui faire connaître le commandant Caravelli dont il avait été le second sur le *Charles-Martel*. Le commandant Caravelli était un Toulonnais, venu par accident à Brest et au Folgoat ; son accent suffisait à donner la présence sonore du Mourillon. Petit, sec et nerveux, il se manifestait incisif, en perpétuelle alerte ; de ses lèvres rectilignes et minces, fendues entre des favoris blancs, les galéjades pétillaient comme des fusées. Au nom de Lhostis, lorsque Séverin le salua, sa bouche esquissa une moue railleuse :

— Monsieur Lhostis ! J'ai entendu parler de vous *et des vôtres*, au Mourillon.

— Vraiment ! dit Séverin, couvrant son malaise d'une attitude

négligente, nous ne sommes pas encore oubliés, après vingt ans bientôt d'absence? Mon fils Albert — et il le présenta lui-même au commandant — mon fils Albert, qui revient de Chine, était alors presque un marmot.

Caravelli connaissait à fond les escales de la Chine ; il entreprit Albert sur son exploration du Yan-Tsé. Mme Rosuel, passagèrement captivée, les écoutait.

Xavier, pendant ce temps, resté en arrière, s'approcha de Marie-Anne et lui dit :

— Ce pèlerinage est une des plus belles heures de notre amitié.

— Oui, concéda-t-elle spontanément. Et ses yeux se levèrent sur les siens avec une grande douceur fraternelle.

Mais, comme elle devina en ceux de Xavier une excessive tendresse, elle se reprit, détournant la tête :

— Il y a des hauteurs où l'on est certain de se rejoindre.

Albert n'avait pu entendre ce qu'ils échangeaient ; mais il les aperçut causant seul à seule, et cette intimité fut, pour son irritation jalouse, un cruel réveil.

L'ombre du clocher s'allongeait ; des files de pèlerins s'en retournaient à pied avec leurs bannières. L'*Ave maris stella* résonnait encore sur les chemins ; des charrettes emplissaient la route de la ville, elles allaient grand train dans la poussière, trois de front, à perte de vue. L'automobile s'époumonait, ayant peine à se faire un passage. Et, déjà, derrière elle, le soleil envahi par les brumes de la mer descendait, comme un boulet rouge, sans rayons. Xavier qui, depuis le Folgoat, s'était tenu pensif, presque muet, se retourna tout d'un coup, et Séverin frissonna d'entendre sa voix nonchalante proférer :

— Je ne sais pourquoi ce soleil couchant ressemble à un rond de cire chaude sur une lettre de deuil.

ÉMILE BAUMANN.

(La fin au prochain numéro.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA LEÇON DE SPA

Les résultats de la conférence de Spa sont appréciés de manière fort différente. Les uns établissent un parallèle entre le programme initial des travaux et la liste des questions laissées en suspens. Les autres constatent doctement que l'on avait décidé de se réunir pour faire du règlement de l'indemnité allemande la base de la restauration des finances internationales, et le problème est renvoyé à de lointaines calendes. Et il ne manque pas de gens, pour invoquer les risques conjurés. Une question pourtant prime toutes les considérations de programme, de tactique et de personnes : la réalisation de la victoire. Nous rapprochons-nous de cet objectif que nous pouvions, que nous devions saisir en novembre 1918 et qui, depuis lors, n'a cessé de se dérober à nos espoirs? Si oui, nous sommes dans la bonne voie et nous pouvons continuer. Si non, il ne faut pas hésiter à crier casse-cou et tirer de l'épreuve au moins le prix d'une leçon.

Du succès si chèrement acheté, la France avait le droit d'attendre deux choses : réparation pour le passé, sécurité pour l'avenir. En fait de réparations, nous en sommes encore aux études. Les prestations en nature, seules fixées, ne sont pas exécutées. L'Allemagne devait livrer 3 250 000 tonnes de charbon par mois, elle n'en fournit pas un million. En fait de sécurité, l'Allemagne a encore un million d'hommes sous les armes, des milliers de canons et elle demande à doubler ses effectifs permanents.

Pour expliquer ces défaillances, on allègue le défaut absolu de sanctions. Est-ce à dire que les moyens manquaient? Le traité assimile toute violation à un *casus belli*. La porte est grande ouverte aux répressions. Il suffit d'y passer. Cela implique-t-il nécessairement l'accord entre tous les associés? En théorie, non, car chaque signataire est juge des violations commises à son détriment. Pratiquement, oui, car l'union permanente des vainqueurs est le seul moyen d'exercer une pression sur le vaincu. C'est aussi la condition *sine qua non* de l'adaptation continue d'un traité à formule variable.

Nous voici à l'une des sources du mal. L'exécution du traité de Versailles suppose une action solidaire permanente de puissances dont les intérêts sont forcément divergents, même en ce qui concerne la liquidation de la guerre : puissances insulaires et puissances continentales ; puissances satisfaites et puissances plaignantes ; puissances créancières et puissances débitrices. Escompter cette action solidaire, c'est imposer en quelque sorte une série indéfinie de tractations et de marchandages, pour ne pas dire plus. L'affaire allemande voit se greffer sur elle tous les conflits petits ou grands qui surgissent dans le monde.

Et ce n'est là qu'une des causes du mal. Il y en a une autre dont les répercussions sont illimitées. Le traité de Versailles suppose une Allemagne faible pour consentir à payer et forte pour pouvoir payer. On ne sortira de cette contradiction initiale qu'en tranchant l'erreur à la racine. D'où vient l'erreur? du principe même de l'ajournement des réparations. Les comptes de victoire se règlent avant que l'effet de la victoire se soit dissipé.

Force a bien été de reconnaître le mal. L'incident de Francfort a montré que l'accord des Alliés pouvait être mis en péril même dans un cas de violation flagrante par l'Allemagne d'une clause de sécurité vitale pour la France. D'autre part, le retard du règlement de l'indemnité est apparu comme un obstacle à la restauration économique du monde. C'est du rapprochement de ces deux constatations qu'est né, à San Remo, le projet de Spa.

M. Millerand a été hanté par l'idée d'obtenir des garanties pour la réduction des armements allemands. Préoccupation parfaitement juste, mais qui n'impliquait en aucune manière la conversation avec les Allemands. L'accord était à réaliser uniquement entre Alliés. La même procédure pouvait s'appliquer à la question du charbon. Là encore il s'agissait de faire exécuter des dispositions précises. Le

cas se compliquait quand on abordait la grande liquidation économique. Ce n'étaient plus seulement des lacunes à combler. Les conséquences de l'erreur initiale se manifestaient. Les auteurs du traité ont si bien cru à la nécessité de relever l'Allemagne pour lui permettre de s'acquitter qu'ils ont reporté à 1926 l'échéance des versements sérieux et d'ailleurs indéterminés. Pas d'indemnité fixée et rien pendant cinq ans : allez donc échafauder sur ces bases la remise en état des régions dévastées. Un changement s'imposait. Il ne pouvait se faire que contre les Allemands en invoquant les violations du traité, ou d'accord avec eux et en leur faveur.

Est-ce bien ainsi que M. Millerand a vu la question? Il semble difficile de la poser autrement. On est assez perplexe pourtant quand on constate l'obstination de cet homme tenace à parler d'exécution d'un traité inexécutable. Je sais bien qu'une combinaison à formule variable évolue sans cesse. Il y a adaptation, non revision. Le mot importe peu, pourvu que l'opération atteigne son but. A vrai dire, la manœuvre du chef du gouvernement français se caractérise par un diagnostic exact de certaines manifestations de la maladie et par une volonté d'y porter remède. Mais elle ne va pas au delà. M. Millerand s'est tenu pour satisfait d'avoir obtenu à San Remo des promesses de sanctions précises et d'avoir sauvegardé le principe de l'accord préalable entre Alliés. Il se déclare maintenant satisfait d'avoir réalisé à Spa ces objectifs limités. Si c'est une attitude, nous n'avons rien à objecter : le jeu parlementaire pas plus que le jeu international ne se fait cartes sur table. Le cas deviendrait plus sérieux si l'optimisme du chef du gouvernement français prétendait vraiment faire abstraction de certaines constatations frappantes.

Pour le désarmement, M. Millerand a obtenu qu'en cas d'inexécution de tout un ensemble très minutieux de dispositions et d'échéances qui commencent en septembre pour finir en janvier, les Alliés procéderaient à des occupations territoriales, notamment dans la région de la Ruhr. C'est un beau succès, surtout quand on mesure le chemin parcouru depuis avril. Nul ne marchandera l'éloge.

Une observation pourtant. La valeur du résultat varie beaucoup selon le sens exact de l'accord. Doit-on admettre que l'opération se déclanche automatiquement aussitôt la violation constatée? L'entente de principe implique-t-elle, au contraire, un débat éventuel sur les mesures d'exécution? Ce serait la porte ouverte à tous les marchandages. Le seul fait que l'on parle d'action interalliée n'en-

traîne-t-il pas, au moins dans une certaine mesure, la nécessité d'un accord d'exécution? Est-il possible d'ailleurs de prévoir à l'avance les répercussions que la situation internationale est susceptible d'avoir sur les volontés et même les possibilités d'action militaire?

Nous découvrons ici le gros inconvénient des ajournements. On ne manquera pas d'objecter qu'un délai s'imposait puisque l'on avait eu la faiblesse de laisser approcher l'échéance du 10 juillet. D'accord. Mais les experts militaires jugeaient deux mois suffisants pour réduire les effectifs et faire rentrer les armes, cette dernière opération demandant à être menée de façon rapide. Pourquoi les chefs de gouvernements ont-ils triplé le délai? Impossible de trouver une autre explication que l'espoir de certains de se dérober à des mesures d'exécution. Ce n'est pas très rassurant pour l'avenir.

Ainsi, sur un point essentiel où il ne s'agissait que d'exécuter des engagements formels, les Alliés ont abandonné les bases de règlement arrêtées à Boulogne sur le rapport des techniciens. Après avoir permis à l'intransigeance allemande de s'afficher, ils ont accepté un compromis. Le scénario de l'ultimatum ne change rien à l'affaire.

Pour le charbon, le geste n'a pas même été appuyé de menace. M. Millerand avait très habilement amorcé l'affaire, en déjouant la manœuvre germanique qui cherchait à rattacher la question de la houille à l'ensemble des règlements d'indemnité. Le juriste a vu tout de suite la différence entre un engagement précis et un engagement à préciser. Que n'a-t-il vu aussi clairement la différence entre une valeur immédiatement réalisable etu ne combinaison sur le papier? Quarante millions de tonnes promises, sans contestation possible, avec le charbon à 400 francs la tonne, cela représente une autre base de mobilisation financière internationale, ou même nationale, que des traites tirées sur le relèvement économique de l'Allemagne. Quel meilleur moyen de déjouer le chantage à la faillite! L'occasion était d'autant plus tentante que l'arrogance allemande avait trouvé en la personne de M. Stinnes un champion capable de convaincre le scepticisme de M. Lloyd George.

Combien différente est la solution envisagée le 15 juillet! Certes, M. Millerand a encore obtenu l'enregistrement solennel d'une sanction précise. Mais cette sanction ne s'applique même pas à la mensualité régulière qu'on limite à deux millions de tonnes. Elle ne joue que si, pendant quatre mois, une moyenne de 1 500 000 tonnes n'est pas

réalisée, sans excuse valable. Une délégation de la commission des réparations installée à Berlin a le droit de consentir des rabais. Ce détail est soigneusement laissé dans l'ombre par ceux qui nous promettent du charbon. Ce n'est pas le seul. On se garde bien aussi d'insister sur le rôle de la commission qui contrôlera dans la Ruhr l'état des mineurs. Il suffira pourtant que l'Allemagne y soit représentée par M. Hué pour que M. Lloyd George retombe sous le charme.

Cette fourniture est donc plus problématique qu'on ne le dit. Et à quel prix? Nous devrons payer d'abord une prime de cinq marks or pour la nourriture des mineurs allemands, soit une vingtaine de millions par mois pour notre part. Argent donné. D'autre part, les Alliés font aux besoins de ravitaillement de l'Allemagne l'avance de la différence entre le prix du marché allemand et le prix courant anglais, ce qui pourra aller de 900 à 1 500 millions par an. La France devra en supporter 62 pour 100, alors qu'elle ne recevra même pas les vingt millions de tonnes consenties à titre de compensation pour les ravages de ses mines. Comprenne qui pourra.

Ce que tout le monde peut comprendre, c'est que cette singulière combinaison a été imposée par l'Angleterre qui entend limiter les moyens de l'industrie française et demeurer maîtresse du marché du charbon. Cette double préoccupation s'est affirmée avec une extrême violence au cours des pourparlers décisifs du 14 juillet. M. Lloyd George n'a-t-il pas été jusqu'à menacer ouvertement de rompre en face des Allemands? Qu'est devenue la fameuse théorie de l'accord préalable proclamé à San Remo?

La démonstration n'est d'ailleurs pas unique. La lutte engagée autour de la répartition de l'indemnité est peut-être plus significative encore. Six semaines de discussions, quatre conférences à Hythe, Boulogne, Bruxelles, quinze jours d'efforts à Spa pour arriver — après quels froissements — à un projet de partage qui n'a même pas osé affronter le feu de l'épreuve. Telle était la préoccupation de ne pas amorcer le débat qu'on n'a pas écarté les projets allemands de collaboration internationale. Nous les retrouverons à Genève puisque l'expérience continue.

M. Lloyd George annonce une série indéfinie de réunions et ne cache pas sa satisfaction. Nous le comprenons. Chaque conférence aboutit à un marché dont les mêmes puissances sont toujours appelées à payer les frais puisqu'elles sont vouées au rôle d'éternelles

solliciteuses. Le courtier n'est pas à plaindre. Nous comprenons moins le soupir de soulagement de M. Millerand : « Enfin on est entré dans la voie de l'exécution du traité. » Qu'est-ce à dire?

Avant Spa, nous avions un traité général. Désormais, nous avons deux accords spéciaux. La signature des Allemands a aujourd'hui exactement la même valeur qu'hier. Les Alliés ont limité les engagements, substitué à de vagues prévisions des menaces précises de sanctions. Voilà le fait nouveau. Ce serait rendre mauvaise justice aux efforts de M. Millerand que d'en sous-estimer la valeur. Mais ce serait nier l'évidence que de l'exagérer. La sanction est subordonnée à tous les événements qui peuvent se produire d'ici trois mois ou davantage. D'autre part, les discussions sur le charbon ont enlevé une bonne part de son effet comminatoire à l'éventualité de l'occupation de la Ruhr. Une opération de ce genre ne saurait être un simple geste. Elle doit viser un but pratique. Dans le Maingau, ce but pourrait être politique. Dans la Ruhr, le but ne saurait être que la mainmise sur les charbonnages. On sait trop à Berlin que l'Angleterre ne verrait pas une telle opération d'un œil favorable.

Ce n'est pas, tant s'en faut, la seule leçon que les Allemands rapportent de Spa. Ils ont pris la mesure des Alliés. Ils ont constaté des dissentiments qui ne sont pas limités au domaine économique. Les humiliations infligées à la Pologne et à la Belgique suffiraient à le prouver. L'épreuve a été faite que les discussions autour de « l'exécution » du traité pouvaient aller jusqu'au refus catégorique d'en exécuter les clauses les plus essentielles et que le pangermanisme pouvait faire sa rentrée sous la livrée démocratique. Les grands capitaines d'industrie qui dominent le gouvernement n'ont pas lieu de se plaindre : ils sont appelés à devenir les principaux bénéficiaires du relèvement de l'Allemagne.

N'y avait-il pas une autre conclusion à tirer? Avant Spa, on avait découvert que le traité était inexécutable contre les Allemands. Deux fois, à l'occasion du désarmement et du charbon, la démonstration frappante a été faite que l'exécution n'est pas davantage possible avec le concours des Allemands. Quelle morale en a-t-on tirée? On est entré dans la voie des compromis. C'est une méthode de revision qui risque de nous entraîner loin. Une autre riposte pouvait se concevoir, qui eût enregistré résolument la carence du traité et dénoncé le sophisme de la reconstitution de la puissance allemande. Une telle hardiesse suppose une assurance et des moyens d'action

qui ne sont pas à la portée d'un chef de gouvernement parlementaire. Spa après Versailles est la pierre de touche d'un régime.

SAINT-BRICE.

Les nouveaux malheurs de la Pologne.

Le problème polonais s'est posé jadis pour la France comme s'est posé le problème danois, le problème suisse, le problème suédois, le problème turc — par rapport à l'Allemagne et contre elle. La diplomatie capétienne avait imaginé, de siècle en siècle, une série infiniment nuancée de solutions à ces cas, divers par la géographie, mais identiques dans leur profondeur.

Leur contrariété même n'avait pas été un obstacle : témoin la politique suédo-polonaise des Bourbons, où tant de fois l'inconciliable fut concilié. Il faut néanmoins reconnaître qu'à côté d'une réussite danoise ou suisse, le règlement turc et le polonais, surtout, laissent à désirer sur bien des points. Du seizième au dix-huitième siècle, la Pologne nous a coûté plus de désillusions qu'elle ne nous a causé de plaisir.

Les causes de cet embarras sont de tous ordres, intérieur, extérieur, politique, social. On les connaît ; nul besoin de les développer. Quoi qu'il en soit, à la fin de l'ancien régime, alors qu'un « parti français » agonisait encore à Varsovie, les successeurs désabusés de Colbert, qui pouvait encore estimer si haut l'alliance polonaise qu'il y aurait sacrifié, disait-il, sa fortune, ne faisaient plus aucun fond sur la Pologne. Dès 1730, la Vistule n'évoquait plus aucune valeur pratique pour les diplomates parisiens. Seuls, d'héroïques aventuriers comme Plélo allaient encore à Dantzig se faire tuer contre les ambitions prussiennes. Plusieurs siècles de calculs français finissaient alors comme débutait la combinaison américaine. Mais quelle distance de cette aube à ce crépuscule !

Plus tard, la Pologne s'effondre encore davantage, mais le génie du lieu continue d'opérer les mêmes prodiges. Car, si l'alliance russe nous sauve en 1815, miroite aux yeux de Charles X, s'impose à Louis-Philippe comme une possibilité à ménager, finalement se réalise et agit de 1877 et 1894 à 1917, n'est-ce pas pour cette seule raison que, devenue riveraine de l'Allemagne par suite des partages polonais, la Russie occupe automatiquement son rôle de puissance compensatrice aux débordements germaniques?

Malgré tout, une gêne continuelle subsiste entre Pétersbourg et

Paris. La Pologne se dressait comme un vague fantôme, remords et regrets du côté français, complicité du côté russo-allemand. Est-ce bien par pur hasard que la renaissance polonaise s'est accompagnée en Russie d'un retour immédiat à la politique prussophile? Lénine mettait ses pas dans les pas de Pierre.

Toujours est-il que la régression européenne — car nous nous retrouvons en face d'une Europe qui dérouterait moins Charles V que Louis XV — nous met en face du problème polonais comme on pouvait y être au temps des derniers Valois ou de Mazarin.

Qu'il s'agisse d'ailleurs d'Henri III, de Marie de Gonzague ou de Pilsudzki, l'énigme polonaise s'exprime par les mêmes chiffres et prétend aux mêmes besoins. L'ancien régime avait cherché à rendre la Pologne stable et maniable. Il avait essayé d'en faire un second Danemark. Du jour où des malheurs non immérités découvrirent à l'épouse de Jean-Casimir la nécessité polonaise d'être fidèle aux impulsions de son pays d'origine, la France, Marie de Gonzague s'attacha soigneusement à implanter à Varsovie la monarchie héréditaire, gage de l'intégrité nationale. En trois siècles, la difficulté n'a pas avancé d'un pas. Aujourd'hui, comme en 1667, il faut à l'Europe occidentale une Pologne forte et une Pologne maniable.

La forme républicaine de l'État polonais contemporain nous interdit le recours aux recettes matrimoniales. Les autres restent disponibles. Aussi regrettons-nous amèrement que les hommes de Spa n'y aient pas prêté plus d'attention. Leur crainte d'indisposer la Russie de demain ou d'après-demain par des concessions trop ouvertes à la Pologne telle qu'elle doit être pour être utile et viable, les confine dans une atmosphère de mesquinerie et de compromis où l'Allemagne trouve à respirer un air qui dilate ses convoitises orientales.

Si l'on veut ménager les justes intérêts moscovites, ce n'est pas tant vers la Vistule qu'il faut regarder que vers l'Asie et Constantinople. Conserver une Russie assez vaste pour servir de pièce principale à l'équilibre asiatique et méditerranéen, cela se comprend et, à certains égards, s'impose. Sacrifier la Pologne aux criailleries travaillistes de Manchester et de Moscou, oh ! l'erreur funeste ! Et pourtant la tentation d'intervenir entre la Pologne et la Russie, juste assez pour les mécontenter l'une et l'autre, d'une part en maintenant une Pologne, d'autre part en la maintenant petite, s'offre si fréquemment à la lassitude bougonne de l'Entente, que le vrai danger pour Varsovie provient de cet esprit de sauvegarde inintelligent.

Mieux vaudrait pour la France une Europe stabilisée sans Pologne, qu'une Europe avec le luxe inutile d'une Pologne en toc, comme

celle que veut fabriquer l'entourage protestant de Lloyd George.

Dire qu'il faut une Pologne à la France équivaut à la vouloir grande, capable de faire front du côté russe comme du côté prussien. L'avenir moscovite n'est plus en Europe. On le servira mieux en conservant une Turquie indépendante qu'en ratatinant la puissance polonaise.

René Johannet.

Hugo Stinnes et la reconstitution du parti national-libéral.

Les manifestations de Hugo Stinnes à la Conférence de Spa ont été significatives. Par la voix du richissime propriétaire de mines de Mülheim sur la Ruhr, c'était la grande industrie allemande qui nous notifiait ses exigences. Pangermaniste en 1914, annexioniste en 1915, elle reste, après les troubles de la Ruhr, hautaine et méprisante à notre égard. Mais il ne faudrait pas voir seulement, dans le plaidoyer — ou le réquisitoire — de Hugo Stinnes, une défense des intérêts économiques des barons de la *Schwerindustrie.* Stinnes parle au nom d'un parti politique que les élections du 6 juin ont envoyé au Reichstag fort de 61 membres (au lieu de 21 à l'Assemblée nationale de 1919), et pour lequel ont voté 3 millions et demi d'Allemands, industriels, commerçants, grands et petits bourgeois.

Comme tous les partis non socialistes du nouvel Empire, celui dont Stinnes se fait le porte-parole s'intitula « populaire » aux heures troubles de novembre 1918. Il réunit alors quelques conservateurs modérés et l'aile droite des nationaux-libéraux, tandis que Théodor Wolff ralliait à la République, dans son parti démocratique, les anciens progressistes et la majorité des nationaux-libéraux. Œuvre de circonstance, ce groupement se disloqua aussi facilement qu'il s'était formé, et, dès avant les élections dernières, de retentissantes défections prouvaient que les nationaux-libéraux de jadis avaient perdu confiance dans le parti du *Berliner Tageblatt* et de la *Frankfurter Zeitung*, trop conciliant pour la politique socialiste, trop favorable aux juifs.

Ainsi s'est reformé — par une poussée générale vers la droite de la bourgeoisie allemande — le vieux parti cher à Bismarck : que de traits communs entre le parti populaire allemand et son vénérable ancêtre ! Même programme politique et économique : unification de l'Allemagne sous l'hégémonie prussienne, libéralisme économique.

Même esprit nationaliste, souvent antisémite, plus ou moins franchement hostile au catholicisme. Même souci de ne pas se compromettre par des déclarations de principes dont on laisse le dangereux privilège aux conservateurs, hobereaux exaltés et fermiers dociles.

On le vit bien pendant la campagne électorale. Stresemann et Heinze, pour assurer à leur parti un renforcement qui permît enfin d'abandonner l'opposition pour une collaboration positive au gouvernement, évitèrent, sauf en Bavière, de s'associer aux nationaux allemands, plus ou moins compromis par le coup d'État de mars. L'arrivée de quelques transfuges de droite, comme von Kardorff, donnait un semblant de réalité aux distinctions qu'on s'efforçait d'établir entre le parti et des voisins dangereux. D'autre part, on prenait à son compte l'idée, qui courait l'opinion, d'un Parlement du travail, destiné à libérer de la politique les questions économiques, et l'on proclamait bien haut que, si l'on entendait faire partie de la prochaine coalition gouvernementale, on tenait essentiellement à y coudoyer les social-démocrates, auxquels on feignait au moins de tendre la main, par-dessus leurs collaborateurs centristes ou démocrates.

Une fois la victoire acquise, on s'est bien gardé d'abandonner un si profitable opportunisme. Heinze n'accepte de former un ministère que pour s'assurer de la mauvaise volonté des socialistes et affirmer au président Ebert qu'il n'entend pas diriger un gouvernement dont ils seraient absents. Il préfère, comme le remarque mélancoliquement la *Gazette populaire de Cologne,* laisser aux centristes le soin de tirer pour lui les marrons du feu. Et il impose à Fehrenbach, dans la déclaration gouvernementale, une formule qui n'engage pas le parti populaire allemand vis-à-vis du régime, sans proclamer pour cela sa fidélité à une monarchie dont on reconnaît bien à l'occasion la supériorité théorique, qu'on regrette surtout aux moments où l'on se croit menacé dans ses terres et ses usines, mais dont on préfère, pour le moment, ne point parler.

Le parti populaire a ainsi adroitement obtenu pour son chef la vice-présidence du cabinet, installé à l'important ministère de l'Économie publique un bourgmestre à sa dévotion, et introduit dans la commission des Affaires étrangères von Lersner et Hugo Stinnes.

Cette habile tactique ne l'a point empêché, d'ailleurs, d'utiliser hardiment, pour sa campagne électorale, les ressources financières incomparables dont il disposait. Dans les révélations et les déclamations, toutes pénétrées de haine ou de jalousie, de la presse socialiste et démocrate, il y a certainement un fonds de vérité. Les principaux bailleurs d'argent du parti furent de puissants syndicats

d'armateurs, de brasseurs, de métallurgistes, toutes les branches d'industrie, celle du cuir et celle des eaux-de-vie, ont enrichi de leurs subventions la caisse du parti, tandis que Stinnes dispersait, par toute l'Allemagne et jusqu'en Autriche, ses acheteurs de journaux et d'imprimeries. Une soixantaine de feuilles provinciales, et de puissants journaux comme l'officieuse *Gazette générale d'Allemagne* et les principaux organes démocrates de Bavière, devenaient, en quelques semaines, la propriété du grand industriel.

Il est souvent difficile de distinguer si Hugo Stinnes sert les intérêts de son parti ou les siens propres. Quand il achète des papeteries, des fabriques de cellulose, des forêts, pour réaliser le trust du papier, ne prépare-t-il pas l'asservissement de toute la presse allemande, et, peut-être, le lancement d'un journal de grande information, qui servira ses idées?

Est-ce bien d'ailleurs une nouveauté, en Allemagne, qu'un parti politique cache un syndicat d'intérêts économiques? Le parti populaire ne fait que suivre les traditions des nationaux-libéraux. Mais la République démocratique et unifiée de 1920 offre à cette exploitation de l'État par des consortiums d'affaires, déguisés en groupes politiques, d'autres facilités que les États confédérés sous le sceptre du Hohenzollern. Georg Bernhard le constatait récemment dans la *Gazette de Voss* : Stinnes a su profiter de la guerre pour développer les entreprises qu'il avait reçues de son grand-père, ou que lui-même avait fondées et poussées, avec l'énergie d'un homme dressé par un sévère apprentissage et de précoces responsabilités. Cependant toute la guerre « n'a pas plus contribué à l'accroissement de sa fortune que les deux années à peine qui nous séparent de la guerre ». En se jouant des lois fiscales d'Erzberger, « qui n'existent que sur le papier », il a transformé toute l'Allemagne « en une grande maison d'affaires à lui ». Sûr de ses ouvriers, auxquels il distribue de forts salaires, il craint seulement que l'intervention des socialistes ou des Alliés ne restreigne une liberté économique grâce à laquelle ses charbonnages et ses usines lui procurent des bénéfices, qui se muent, dans son imagination d'organisateur, en créations nouvelles.

Stinnes ne voit peut-être dans le parti populaire qu'un instrument pour la réalisation d'un vaste plan économique dont il attend à la fois la résurrection de son pays, et, pour lui-même, l'occasion d'une fortune immense et d'un rôle éclatant. En reconnaissance de ses largesses, le parti populaire a fait entrer Stinnes au Reichstag par la porte de faveur, en le plaçant en tête de sa liste d'Empire. Le voilà sur le chemin de la réussite. Trouvera-t-il la route barrée ou fera-t-il le faux pas décisif? L'avenir de cet homme, qui vient de « faire les

élections » et qui prétend diriger le gouvernement allemand, ne dépend pas seulement de l'attitude de ses compatriotes. Les Alliés peuvent, par leur politique, lui procurer le prestige ou bien montrer aux Allemands que son arrogance sert mal leurs intérêts. S'il dispose aujourd'hui, outre-Rhin, d'une telle influence, la faute en est, pour beaucoup, à ceux qui ont favorisé, avec l'unification de l'Allemagne, la formation de ces grands réseaux politiques et économiques, enserrant tout l'Empire dans leurs mailles, sous lesquelles étouffent nos alliés naturels, les terriens particularistes de Bavière ou de Rhénanie.

PIERRE WALINE.

Une nationalité qui tourne mal : l'État tchéco-slovaque.

Les résultats des élections générales dans l'État tchéco-slovaque sont d'une clarté aveuglante : ils marquent la défaite non seulement de l'influence française mais de l'influence occidentale. L'esprit slave mâtiné d'esprit allemand qui anime les gouvernants actuels de la Tchéco-Slovaquie a déjà porté ses fruits. Héritier de tous les errements autrichiens, ce peuple reprend avec moins de tact et de doigté le double et triple jeu de la politique de Vienne. Ses maîtres actuels, petits parvenus d'hier, grisés par le pouvoir, et l'occasion de faire rapidement fortune, travaillent à qui mieux mieux à ruiner leur pays en emplissant leurs poches. Et, souriants, nous les regardons faire. Or que voyons-nous?

Les journaux tchèques — ceux-là surtout qui appartiennent aux partis dirigeants : social-démocrate (Tusar) et national-socialiste (Bénès) — ne cessent plus de nous attaquer. La mission militaire française dont les jours sont comptés, nos représentants à Teschen sont insultés, calomniés, parfois même plus âprement que par les journaux d'Allemagne. On nous accuse de faire le jeu des Polonais, ce qui n'empêche pas ceux-ci de nous reprocher de prendre parti pour les Tchèques. Et quel que soit le sort final de ce territoire contesté, c'est contre nous que se tourneront les mécontents.

Mieux : les dirigeants tchéco-slovaques ont pu, officiellement même et en présence de notre ministre, proclamer leur aversion pour notre « démocratie » et affirmer la nécessité de se rapprocher des Soviets. Et tandis qu'ils souriaient, Solokotnikof, au nom du

représentant berlinois des bolcheviks russes, traitait en secret à Prague avec le gouvernement tchèque.

Attardés dans des luttes ridicules de personnes, nos représentants, mal informés, à l'heure où la France par ses votes et par son attitude affirmait son amour de la discipline, du bon ordre et du travail, ont aidé de leurs vœux et de leur concours le triomphe des esprits faux, ignorants et subversifs qui vont — pour un temps du moins — être les maîtres de la République tchéco-slovaque.

M. Clément-Simon, notre premier ministre à Prague, expie, il est vrai, dès aujourd'hui, l'erreur et la malchance qui l'ont conduit, après avoir appuyé au début les triomphateurs d'aujourd'hui, à se retourner contre eux alors qu'ils avaient su conquérir les enthousiastes sympathies du général Pellé. Entre les deux, M. Bénès a su tirer son épingle du jeu et préparer un accord, plus prochain peut-être qu'on ne croit, avec le gouvernement des Soviets. Pour l'avantage, vraiment dérisoire, de flatter les hommes qui sont aujourd'hui au pouvoir, nous travaillons à ruiner notre prestige à Prague, à détruire à jamais l'amitié et le respect qu'on devait aux vainqueurs de la grande guerre. A l'heure du sursaut, quand les millions d'honnêtes gens qui peuplent malgré tout la Tchéco-Slovaquie auront enfin compris de qui ils sont dupes, les hommes qu'on croit aujourd'hui vaincus reviendront au pouvoir. Nous pardonneront-ils alors de les avoir si mal compris ou si lâchement abandonnés?

Les élections législatives ont marqué un mouvement prononcé vers la gauche, l'extrême gauche. Sur 423 députés ou sénateurs, 224 appartiennent aux partis socialistes contre 199 aux partis bourgeois. Mais ce qui est plus grave, ces partis sont, en même temps que socialistes, amis déclarés de l'Allemagne. En saluant les députés et sénateurs allemands entrés au nombre de 122 à la nouvelle Assemblée nationale, le président social-démocrate de cette Assemblée, M. Tomachek, déclarait, aux applaudissements démonstratifs de ses partisans, que son salut de bienvenue s'adressait « tout spécialement à MM. les représentants des concitoyens allemands ». Or, malgré cette toute spéciale bienvenue et ces applaudissements de la majorité socialiste, les Allemands n'ont pas attendu plus d'un jour pour donner la preuve très claire de leurs sentiments.

Le 27 mai, l'Assemblée nationale, constituée depuis la veille, procédait à la réélection du président. Ce ne devait être qu'une pure et simple formalité, inexplicable puisque M. Masaryk n'était pas démissionnaire et destinée sans doute dans la pensée de ses promoteurs à réchauffer l'enthousiasme envers lui. Les Allemands eux-mêmes avaient annoncé que « nul n'était plus digne du pouvoir suprême ».

Et pourtant, les 122 représentants allemands votèrent comme suit : 61 pour un candidat allemand improvisé, 60 bulletins blancs, une abstention, tandis que sur 301 Tchèques ou Slovaques, 284 ont voté pour Masaryk, 6 pour les bolchevistes Mougna et Ianoouchek, 11 absents.

Sans vouloir, pour aujourd'hui, tirer de conclusions sur le plus ou moins de confiance dont jouit M. Masaryk, il faut pourtant constater : 1° que les Allemands ont fait bloc contre les Tchèques et 2° que les avances socialistes n'ont eu aucun succès.

Mal informé, on pourrait tirer de ce désaveu allemand la conclusion que M. Masaryk n'est pas favorable aux Allemands. Ce serait se tromper lourdement. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner ses proclamations, ses discours, sa vie tout entière, son activité philosémite et germanophile, de suivre la courbe descendue par les gouvernants tchèques depuis son retour, d'écouter parler ceux qui, dans le peuple, beaucoup plus nombreux qu'on ne le croirait à première vue, sont encore sincèrement patriotes.

Si les Allemands ont voté contre Masaryk, ç'a été pour faire pression. C'est un geste de menace, l'éternel « poing de fer » germanique qui se dresse devant ce pauvre peuple désorienté et mal gouverné. Voyant tout ce que dans cette première année après la défaite ils ont pu conquérir en Tchéco-Slovaquie, les Allemands veulent plus et, sentant leur force, ils se dressent et menacent.

La menace d'ailleurs a du succès. Nous venons de voir la *Tschechoslowakische Korrespondenz*, éditée par le *Bureau de Presse* de la présidence du Conseil, déclarer catégoriquement, à la plus grande joie des Allemands, que la Tchéco-Slovaquie ne doit aucune gratitude à la France, et que « le nouveau feuillet du compte peut être commencé sans report ». La France, y ajoute-t-on avec délicatesse, a été « vaincue par sa victoire » et comme elle se sent menacée par l'Allemagne, c'est contre celle-ci que se dirigent tous les efforts de sa politique intérieure et extérieure : « Une forte Pologne semble à la France le plus sûr *parados* contre l'Allemagne, en même temps qu'elle est un tampon entre celle-ci et la Russie. » C'est vrai sans doute. Mais à qui la faute? A ceux, en première ligne, qui chez nous se sont laissé et semblent se laisser prendre encore aux promesses fallacieuses de M. Bénès et consorts affirmant, tant qu'ils avaient besoin de la France, que la Théco-Slovaquie serait — si on voulait bien la créer — le rempart le plus solide contre l'Allemagne, — aux Tchéco-Slovaques, d'autre part, qui n'ont point hésité, dès que furent tirés les marrons du feu, à se rapprocher de l'Allemagne et à faire des avances aux Soviets, en suivant vis-à-vis des Allemands de Bohême une politique

ridicule de coups d'épingle destinée à donner le change à l'étranger ou peut-être à calmer les trop justes appréhensions des milieux nationalistes.

En 1917, alors que le sort à venir de son pays dépendait uniquement de l'Entente et de la France en particulier, M. Bénès écrivait : « C'est dans la Bohême que les Alliés trouveront leur base de résistance contre les Germains. La Bohême en effet constituera le vrai cœur de la barrière anti-germanique. » Aujourd'hui, la cloche sonne un tout autre son. « Si la France a travaillé pour les Tchèques, ç'a été contre une indemnité d'importance. » D'ailleurs, ajoute-t-on avec la générosité qui sied aux grandes âmes, « il serait tout à fait déplacé de se plaindre d'un changement de sentiment de la part de la France ; car celle-ci ne fait jamais d'autre politique que *la sienne* et n'exige certainement pas de nous que nous fassions, nous, une autre politique que *la nôtre.* »

La joie mauvaise, la *Schadenfreude*, avec laquelle les journaux allemands accueillent ces explications du gouvernement de M. Bénès, jointe à l'attitude des Allemands au nouveau Parlement, devraient être pour les Tchèques une très claire indication et leur montrer le précipice qui s'ouvre béant sous leurs pieds. Mais il leur faudrait avoir le sens de la grande politique. Assez habiles quand il s'agissait de faire de l'opposition, ils se sont montrés jusqu'ici incapables de politique créatrice.

Jean Darvy.

LA PHILOSOPHIE

EINSTEIN ET LA NOTION DU TEMPS

HIER, au café de la Rotonde, Philonous avait l'air heureux. Assis près des poètes Taloff et Décembre, parmi de longs Danois et des Roumains subtils, il se faisait expliquer par mon ami Rhodanthe le petit livre d'Einstein : *Ueber die spezielle und die allgemeine Relativittästheorie* (1). Dès qu'il m'aperçut, il s'écria plein de feu :

— Voilà de grands jours pour la science ! Quelle joie d'assister à une révolution cosmologique aussi vaste et plus profonde que celle de Copernic et de Galilée ! Je ne peux pas me défendre d'un sentiment d'allégresse, d'une suave titillation viscérale, à la pensée que le principe d'inertie, l'attraction newtonienne, et cet éther où les physiciens hébergeaient sournoisement leurs contradictions malignes, ont fini d'exister avec le pauvre vieil espace euclidien. Et le temps, ce bon vieux temps qui se croyait notre maître, voilà que sur le tard — en 1905 exactement — il lui arrive de changer de nature, comme un député d'opinion, et de se trouver, du jour au lendemain, « relatif ».

Sans doute la révolution einsteinienne va-t-elle ouvrir au spiritualisme scientifique des perspectives imprévues. Déjà, avec l'hyperespace, plusieurs auteurs estimables concevaient aisément qu'à la mort du corps l'âme file à l'anglaise par la quatrième dimension. Pour moi, je me sens porté à regarder mon âme comme un corps

(1) 5e édition, Wieweg, Braunschweig, 1920.

infiniment plat aussi rapide que la lumière, et cette pensée me console et me fortifie. Mais je ne veux pas m'étendre davantage sur ces passionnantes hypothèses. Ce qu'il me plaît de remarquer, c'est qu'il vous deviendra de plus en plus difficile d'opposer au progrès de la recherche les vaines clameurs du sens commun, et de fonder la philosophie sur son autorité rétrograde. Ne voyez-vous pas que plus la science avance, plus elle s'éloigne du sens commun? « Le bon sens est trompeur », c'est un de vos amis de *la Revue universelle*, c'est M. Lucien Fabre qui le dit.

— Distinguons, mon cher ami, distinguons, répondis-je. Tout d'abord ne nous confondez pas avec Reid et les Écossais. Nous ne faisons pas reposer la philosophie sur l'autorité du sens commun regardé comme un instinct aveugle qui s'impose de fait à tous les hommes, nous disons au contraire que la philosophie ne se fonde que sur l'évidence, sur l'évidence des faits premiers attestés par les sens et sur l'évidence des premiers principes intelligibles, des vérités connues de soi.

Ensuite, comprenez bien que si la philosophie est pour nous comme le développement scientifique, et indéfiniment progressif, de la métaphysique implicitement professée par le sens commun, parce qu'elle repose, comme je viens de dire, sur l'intelligence des premiers principes naturellement évidents, et parce qu'elle retrouve par voie démonstrative les certitudes naturellement déduites de ces principes par le sens commun, — nous ne pensons pas pour cela que le « bon sens » suffit pour avancer dans les sciences particulières et pour juger leurs théories, ou encore, comme disait Descartes, pour « pénétrer jusque dans les secrets des plus curieuses sciences ». Nous ne sommes pas cartésiens, nous nous méfions des *idées claires;* nous croyons que la science est difficile, qu'elle ne s'acquiert que par une surélévation intrinsèque, une ἕξις implacablement aristocratique de l'intelligence. Bref, les *vérités naturelles* du sens commun (« le tout est plus grand que la partie », par exemple) sont à nos yeux tout autre chose que les *interprétations faciles* de la connaissance vulgaire (« le soleil tourne autour de la terre ») ou d'une science apparemment claire (« la substance des corps est l'étendue »). C'est là sans doute ce qu'entendait signifier M. Lucien Fabre en écrivant que le bon sens est trompeur ; et c'est en cela que les savants sont fondés à refuser leur foi, avant sérieux examen analytique, aux prétendues intuitions du bon sens...

— L'histoire des mathématiques modernes, de la théorie des fonctions par exemple, le montre bien, fit là-dessus Rhodanthe le Mathématicien. Il faut ajouter cependant qu'à cette prudence légitime se mêle parfois chez les savants une sorte de malice, indice d'un esprit foncièrement *négatif*, comme eût dit Auguste Comte, et qui les incline à la destruction du sens commun lui-même. Quel plaisir de montrer la fausseté de ce que tout le monde a jusqu'à moi tenu pour vrai !

— Quoi qu'il en soit, reprit Philonous, vous admettez, ô philosophe, qu'Einstein peut avoir raison contre le bon sens, et qu'en ce qui concerne le temps, le bon sens peut se trouver en défaut?

— Non. Car la notion du temps est une notion première, et s'il est vrai de dire avec saint Augustin : « Qu'est-ce donc que le temps? Si personne ne me le demande, je le sais ; si je veux l'expliquer à qui m'interroge, je l'ignore », il est également vrai que la connaissance spontanée qu'en a le sens commun, étant véritablement *naturelle*, ne peut pas être fausse.

— Alors vous récusez au nom du sens commun tout l'effort de la science contemporaine?

— Non encore. Car le sens commun et la philosophie parlent du temps réel, d'une réalité physique qui est la durée de ce qui change ; tandis qu'Einstein — de fait, sinon d'intention — parle de tout autre chose, d'une entité mathématique qui est une variable dans une équation, et qui n'a que le nom de commun avec le temps. Autant il serait faux de prétendre que les théories d'Einstein nous forcent à mettre au rancart l'idée que le sens commun se fait du temps, autant il serait faux de croire que cette idée nous oblige à rejeter *a priori* les théories d'Einstein (ramenées du moins à leur pure signification mathématique). Puisque vous avez lu le remarquable article de M. Lucien Fabre, vous vous rappelez que celui-ci prend le plus grand soin de distinguer le Temps de la Métaphysique (ou plus exactement de la Philosophie naturelle, de la Physique au sens aristotélicien du mot) et le Temps des théoriciens du principe de relativité : distinction éminemment raisonnable, que vous semblez, mon cher Philonous, trouver plaisir à méconnaître.

Prenez garde à la physique moderne, elle est merveilleusement riche et puissante, mais décevante aussi : pour cette bonne raison qu'elle n'est pas, proprement, une Physique, une science de la nature sensible elle-même et des causes réelles qui y sont en jeu, mais seule-

ment une Mathématique des phénomènes sensibles. C'est une « science mixte », une science *formellement mathématique* à laquelle le donné physique ne fait que fournir une matière. Elle n'a donc pas pour objet propre (pour « objet formel ») les choses de la nature prises en elles-mêmes, ni leurs principes constitutifs ni leurs causes, elle vise seulement un de leurs aspects, elle ne s'occupe que d'établir des fonctions entre grandeurs variables, et de fabriquer un réseau abstrait de relations mathématiques applicable le plus exactement possible aux phénomènes naturels. Elle répond ainsi (mais elle seule, et à cela près que les « lois » qu'elle découvre manifestent encore une certaine sorte de « cause », la cause formelle mathématique, ou l'harmonie numérique de la création), elle répond ainsi à la conception qu'Auguste Comte se faisait de la science, l'erreur de Comte ayant été de généraliser à toute science ce qui n'est vrai que d'un type de science très particulier, et à vrai dire exceptionnel. Toutefois, à rechercher les *lois* sans vouloir connaître les *causes*, on s'expose à prendre pour des causes ou pour des êtres réels de simples fictions, le jour où, en dépit des plus fermes résolutions, cédant à l'attrait instinctif de l'intelligence pour l'être, on attachera quelque valeur physique et ontologique aux êtres de raison qu'on est contraint de construire pour soutenir le langage mathématique.

Si les physico-mathématiciens contemporains, éclairés par trois siècles d'expérience, et par les réflexions d'auteurs aussi diversement orientés que Hirn, Poincaré, Duhem, Mach, etc., se rendent généralement compte de la vraie portée de leur science, les fondateurs de la physique quantitative croyaient fermement au contraire atteindre une véritable explication par les causes, créer une philosophie de la nature. Et, à chaque instant, pareille illusion guette le savant. Et voyez, dans le cas qui nous occupe, Einstein et ses disciples prétendent réagir en physiciens, en philosophes de la nature, contre le mathématisme de la mécanique classique, et ils sont persuadés que le « temps » qu'ils retrouvent au terme des savantes manipulations mathématiques qu'ils effectuent sur la lettre t, est le vrai temps physique !

En réalité, on a *mathématisé* depuis trois siècles, et aujourd'hui on achève de *mathématiser* la notion du mouvement et celle du temps, qui appartiennent à l'ordre physique, non à l'ordre mathématique ; et l'on continue malgré cela d'attribuer à ces notions une valeur proprement physique et philosophique ; de là les « divagations »

et les « vertiges » contre lesquels M. Lucien Fabre nous met sagement en garde.

Rhodanthe. — D'éminents mathématiciens ne déclarent-ils pas aujourd'hui que l'espace non-euclidien a désormais acquis une existence physiquement démontrée? Quant à M. Langevin, qui présenta, voici quelques années, le principe de relativité à la Société de philosophie, que dire des éblouissantes spéculations métaphysiques dans lesquelles ce physicien entraîne ses auditeurs du Collège de France? Un disciple enthousiasmé me rapportait, il y a quelques mois, ce sujet de méditation, gravement développé par le professeur : supposons que la prise de Pétrograd par Youdénitch (on s'attendait alors à cet événement) ait déterminé une hausse des valeurs russes sur le marché de New-York. Eh bien ! pour des observateurs emportés par un mouvement de translation dont la vitesse par rapport à la terre serait — par impossible — supérieure à celle de la lumière, la succession de ces événements serait renversée ; ô beauté de la science, ô relativité de nos concepts, c'est la hausse des valeurs qui aurait lieu la première, et la prise de Pétrograd ne viendrait qu'en second !

— Pourquoi ne pas choisir des exemples plus émouvants encore? Pour moi, avec le principe de relativité généralisé, j'imagine la femme encore belle dont nous parlait M. Lucien Fabre, quittant un matin, sur les ailes du bon génie qui l'emmène en quelque partie de l'espace à courbure très différente de la nôtre, sa fille jeune épousée, et se retrouvant, à son retour, au bout de dix minutes, l'arrière-petite-fille de son gendre. Voilà qui enfoncerait Aristote et M. Tzara.

Philonous. — Il vous sied de plaisanter. Je voudrais bien savoir si vos philosophes ont pu dire sur le temps quelque chose d'intelligible. *Le nombre du mouvement selon l'avant et l'après*, Pascal se moquait déjà de cette belle définition.

— Parce qu'il ne s'occupait que des définitions de mot, et que le mot temps, en effet, n'a pas besoin d'être défini. Mais la chose a grand besoin d'être, sinon proprement définie, au moins « déclarée » d'une manière explicite. J'essaierai donc de répondre en peu de mots à votre question.

Pour les philosophes — je parle de ceux qui croient à la réalité du temps — le temps mathématique, infini et vide, n'est qu'un être de raison. (En cela les philosophes, au moins dans les mots, sont d'accord avec les nouveaux physiciens.) Le temps réel, étant fondé

sur le mouvement, est, comme l'espace, inséparable de la matière, en sorte que le temps et l'espace n'ont commencé d'exister qu'avec le monde corporel et sont limités comme lui.

Considérez une portion d'étendue quelconque. Elle a des parties, situées les unes après les autres, elle a des *avant* et des *après* spatiaux. Si un mobile parcourt cette portion d'étendue, son mouvement, passant par ces diverses parties, comportera, lui aussi, des *avant* et des *après*, mais successifs, c'est-à-dire tels que l'un a disparu quand l'autre va paraître. La succession de ces avant et après du mouvement, c'est le temps lui-même, qui est donné dès qu'il y a changement ; « si le ciel cessait de se mouvoir et que la roue du potier tournât encore », ou que la vie des images et des sensations continuât dans l'âme, le temps serait là : réalité si pauvre et si déficiente qu'elle n'est *présente* par aucune partie d'elle-même, mais seulement par son terme, par l'*instant* qui ne dure pas ; et que son concept n'est complet que moyennant le souvenir, car les parties qui la constituent ne peuvent subsister ensemble que dans une mémoire qui les nombre, en sorte que, à ce point de vue, selon le mot d'Aristote, *si non esset anima, non esset tempus.*

Je vous dirai encore que les anciens reconnaissaient un temps « interne », qui est relatif à chaque sujet en mouvement, et, pour ainsi parler, au rythme de son existence : durée d'un mouvement mesuré par elle-même d'après les parties qu'on peut distinguer en elle, le temps interne peut être « aussi varié que le mouvement et aussi divers que les choses dont l'être est de quelque manière mobile et passager ». Quinze ou vingt siècles comptés en temps d'éphémère, en ce sens-là, vaudront un mois compté en temps d'homme et une imperceptible fraction de seconde comptée en temps de la Terre ; et le temps du contemplatif sera presque immobile par rapport à celui de l'homme d'action.

Mais le temps au sens ordinaire du mot, le temps « externe » ou mesurant (le seul dont il puisse être question en physique) est le nombre d'un mouvement choisi comme premier, qui nous sert à mesurer tous les autres, — mouvement du ciel pour les anciens, mouvement de la terre pour nous. Et il est clair qu'étant ainsi par définition la mesure extrinsèque de tous les mouvements et de toutes les vitesses, le temps ne peut pas sans absurdité être regardé comme leur étant relatif, c'est-à-dire comme variant selon la mesure de ce qui est mesuré par lui.

Si l'on peut user sans absurdité du principe de relativité, c'est uniquement parce que, quoi qu'en pense Einstein, le « temps » dont on nous parle lorsqu'on énonce ce principe a été vidé de toute signification physique et n'est plus qu'une entité algébrique fondée sans doute dans le réel, mais irreprésentable en elle-même. Aussi bien, n'étant hors des mathématiques rien pour la pensée, les théories d'Einstein ne sauraient-elles nous fournir aucune espèce de figure ou d'image du monde, sinon une manière de mythe destiné exclusivement à secourir l'imagination au terme du discursus mathématique.

PHILONOUS. — Mais pourquoi ce divorce entre le mathématique et le physique? Ne pourrait-on pas accorder l'interprétation mathématique des phénomènes à une conception du monde conforme aux principes d'une saine philosophie de la nature?

RHODANTHE. — Il faudrait pour cela que quelque puissant génie philosophique soumît à une revision complète le prodigieux ensemble d'hypothèses et de théories qui s'enchevêtrent dans la physique moderne aux faits et aux lois dûment établis, et parvînt à intégrer dans un langage suffisamment cohérent toutes les vérités acquises.

Besogne presque surhumaine et qui, au surplus, n'intéresse point les savants. Ceux-ci continueront pour leur part à pousser de l'avant, sans s'inquiéter des illogismes et des erreurs philosophiques originelles dont souffre peut-être — et qui le sait? et a-t-on besoin de le savoir pour mettre en formule les faits? — la grande et séculaire entreprise dans laquelle ils sont embarqués. N'oubliez pas que ce qu'on appelle de nos jours la science obéit plus à la loi de l'art qu'à celle de la science elle-même, et cherche moins la conformité au réel, et la cohérence logique, qu'une fabrication de concepts ou de formules offrant le meilleur rendement en découvertes de faits nouveaux et en applications pratiques.

JACQUES MARITAIN.

Un tableau de la philosophie contempoaine.

Si c'est par la multiplicité des œuvres que l'on juge de l'intensité de l'effort philosophique à une époque, il faut convenir que la nôtre philosophe de façon très intense. La conclusion s'impose lorsqu'on a lu les cinq cents pages que M. Parodi consacre à un *Essai de classi-*

fication des doctrines contemporaines (1), — et il se borne aux quinze ans qui ont précédé la brisure de 1914. — L'auteur espère que nous en retirerons *l'impression d'une vie, d'une activité, d'une richesse de pensée singulières.* Il lui a fallu pourtant enregistrer le mot de *malaise* de la pensée contemporaine. C'est qu'en effet cette multiplicité traduit une diversité de tendances, pour ne pas dire un trouble des idées, qui fit le désespoir d'Alfred Binet, dans son goût des statistiques claires. De tous les professeurs qu'il interrogea, bien peu purent dire à quel système ils adhéraient. M. Boutroux, chargé de faire un rapport sur notre philosophie au congrès de Heidelberg, se tira de la difficulté en faisant gloire à l'esprit français, en l'absence d'une doctrine, de la communauté de l'esprit philosophique mis au service des idées les plus opposées.

Ce serait peut-être le cas de préférer avec M. Bergson le concept de la « qualité » hétérogène à celui de l' « intensité ». Sans doute notre temps a connu une activité philosophique très intense. Mais, sans doute aussi, y a-t-il des qualités bien diverses d'esprit philosophique. Pour ceux qui jugent de la puissance de la pensée à l'ordonnance forte et qui s'impose, de l'œuvre produite à son pouvoir de rassembler dans la lumière les aspects du réel, notre époque ne risquera-t-elle pas de paraître d'une pénible débilité? N'a-t-on pas le droit pourtant d'attendre des qualités de vigueur et de cohésion intellectuelle d'une discipline qui est *synthèse avant tout*, M. Parodi le proclame? Et si l'on pense avec M. Boutroux que la philosophie s'apparente à l'art et à la religion, le rapprochement ne va-t-il pas se faire, des fluctuations de la philosophie dans les quinze dernières années, avec l'absence de style et l'ébranlement religieux dont nous souffrions avant la guerre, pour produire l'impression d'une époque qui n'a pu se donner une âme? Saint Paul ne pourrait-il pas se rire de notre philosophie, comme il avait méprisé celle de son temps, et nous traiter d'*enfants ondoyants, promenés à tout vent de doctrine?* Il semble que l'anti-intellectualisme, le manque de confiance en l'esprit, qui se retrouvaient, à l'origine ou à l'aboutissement des doctrines, chez les savants et les rationalistes comme chez les philosophes de l'intuition, s'expriment assez bien par le *desperantes* de l'apôtre.

Pourtant ce mot de *désespérance* ne peut qualifier l'âme française. Et dans tout ce tableau que nous trace M. Parodi, sous les brumes agitées au vent, il y a de la France. De la France servante de l'idée, et, en même temps, amante passionnée de toute vérité, douée d'une délicatesse scrupuleuse. Dans l'anti-intellectualisme il est permis à

(1) D. Parodi. *Tableau de la philosophie française contemporaine.*

une interprétation bienveillante de voir surtout le dégoût des explications mécanistiques, simplistes, qui avaient démonté le monde comme l'on fait d'un automate. On s'en est pris à l'abus de l'analyse, héritage du philosophe de Kœnigsberg. On voulut rejeter *l'illusion matérialiste qui explique le plus par le moins, le supérieur par l'inférieur*, rejeter *les anciens systèmes scientifico-philosophiques qui prétendaient tout identifier, n'admettre nulle part d'aspects vraiment originaux dans l'univers, faire sortir partout l'hétérogène de l'homogène.* La qualité française par excellence : le sens des nuances, la « distinction », n'est-ce pas le fond de ce goût pour l' « hétérogène », si marqué dans la philosophie contemporaine? Oh ! sans doute, nous restons souvent dans la confusion, par le *parti pris de ne croire qu'aux faits*, c'est-à-dire par la peur de faire appel, pour distinguer, à la lumière de l'intelligence, que quelques-uns croient encore être ouvrière de mort par unification et dissolution égalitaire ! Mais le mouvement même de réaction contre l'intelligence présentée sous de faux aspects montre que nous la connaissons, sans le savoir, et que nous l'aimons, puisque nous ne pouvons nous laisser prendre aux portraits contrefaits qu'on nous donne d'elle.

La tendance sociologique est encore un reflet du culte français de l'ordre. La formule de Durkheim, *tout ce qui est obligation a sa source hors de l'individu*, est la répudiation de l'individu déifié. C'est la route ouverte, sur laquelle Durkheim n'a pas avancé, vers la compréhension des conditions véritables de tout corps social bien ordonné. L'école sociologique a compris que l'on avait trop longtemps parlé de l' « idée » (subjective) de droit, de l' « idée » de famille, qu'il fallait atteindre la réalité.

Dans la méthode même, selon laquelle M. Parodi comprend l'histoire de la philosophie, et qu'il a louée dans son chapitre sur « les Historiens », il nous plaît de reconnaître une vertu de l'esprit français qui, à l'inverse de l'érudition allemande, ne s'interdit pas, pour « chercher la petite bête », de « comprendre » l'auteur étudié. M. Boutroux, M. Delbos admettent généreusement *jusqu'à preuve évidente du contraire, que les grands philosophes dont ils parlent ont fait œuvre de philosophie, et se sont compris eux-mêmes...*

A tous ces signes nous pourrons, dans le *malaise de la philosophie contemporaine*, discerner, avec M. Parodi, une *crise de croissance*, ajoutant toutefois que cette crise ne tournera au bien de l'esprit que si la renaissance de la philosophie chrétienne, que M. Parodi ignore volontairement, et à laquelle la pensée française travaille plus activement qu'il ne croit, arrive à donner tout son fruit.

DANIEL LALLEMENT.

L'HISTOIRE

ROME ET BYZANCE

Dans deux volumes, différents de forme et de matière (1), M. Diehl nous donne le résumé de l'histoire et du gouvernement de Byzance. Ces petits livres, où un homme qui a vécu toute sa vie avec un sujet s'applique à le rendre accessible à tous et dresse lui-même le bilan de son œuvre, sont généralement pleins de substance. Il faut connaître à fond pour savoir ne dire que le principal.

Jusqu'à ces dernières années, on n'avait vu dans l'empire byzantin qu'une triste continuation de l'empire romain s'acheminant vers la ruine par une longue et irrémédiable décadence. On ne réfléchissait pas qu'il devait rester singulièrement de force et de vie dans une décadence qui avait duré mille ans et au milieu d'un monde d'ennemis ! Cette injustice était l'effet lointain de l'opposition de l'Occident et de l'Orient, de l'hostilité des Grecs et des Latins qui fut si préjudiciable à la chrétienté. Dans son *Empire byzantin au dixième siècle*, Alfred Rambaud avait commencé à restituer le vrai visage de cette histoire. M. Diehl a continué et développé son œuvre par de nombreuses études consacrées à l'art de Byzance, à ses figures les plus caractéristiques, aux formes de son administration dans les provinces d'Italie et d'Afrique. Nous nous trouvons maintenant en présence d'un des résultats les mieux assurés de la science historique

(1) *Byzance, grandeur et décadence. Histoire de l'empire byzantin.*

moderne : l'empire byzantin fut le siège d'une civilisation admirable ; il eut ses périodes de grandeur et comme d'extraordinaires retours de jeunesse et de puissance. Il n'est pas seulement d'un intérêt scientifique de le savoir : tout ce qui peut diminuer la méconnaissance réciproque de l'Orient et de l'Occident, réduire à leurs éléments le plus simples les origines de leurs divergences, sert la cause de l'union des églises qui reste, à travers toutes les vicissitudes et toutes les catastrophes, la grande espérance de la civilisation européenne. Ces études si désintéressées et profanes qu'elles soient, en quelque manière, y contribuent.

Peut-être dans cette nouvelle histoire de Byzance atténue-t-on un peu trop sa qualité d'empire romain. Est-ce le désir, qui est chez tout écrivain, de bien marquer l'autonomie de son sujet? Sans doute si la continuité juridique avec Rome est certaine, durant le cours du septième siècle l'esprit hellénique et la langue grecque se substituèrent peu à peu à l'esprit romain et à la langue latine et donnèrent à l'empire comme une personnalité nouvelle. C'est bien un des plus curieux spectacles de l'Histoire. Mais il resta toujours beaucoup de Rome et la force de l'idée de l'État et la puissance de l'administration qui contribuent pour beaucoup à expliquer la longue durée de l'Empire sont bien, je pense, un legs de Rome.

Le détail de toute cette histoire paraît précieux pour le philosophe politique et plein de renseignements sur la manière de gouverner les hommes, mais je voudrais indiquer ici seulement le concours que le développement de ces études sur l'empire d'Orient a apporté à notre propre histoire sur deux points de première importance.

Il s'agit d'abord de la séparation de la Gaule de l'unité romaine et de la manière dont la monarchie franque succéda à l'empire. Ce n'est pas M. Diehl qui a étudié cette question, quoiqu'il y ait touché indirectement dans son livre sur l'Exarchat de Ravenne. Mais le beau livre de M. Kleinklausz sur *l'Empire carolingien* et ses origines, celui de M. Gasquet sur *la Monarchie franque et l'empire byzantin* l'ont complètement éclaircie. Déjà Fustel de Coulanges s'en était occupé et en avait donné la solution juste. Il n'y eut jamais deux empires : un empire d'Occident et un empire d'Orient, mais simplement deux empereurs. En 476, l'empire ne disparut point, mais simplement l'un des empereurs. Celui qui résidait à Constantinople devint désormais le seul empereur pour tout l'empire et sa résidence fut l'*urbs regia* vers laquelle se reportèrent les pensées et

les espérances des hommes de tout l'ancien univers romain. Née dans le désordre de l'Occident, la monarchie franque s'éleva et commença de construire des réalités solides à l'intérieur de cette unité fictive qui ne la gênait pas et qu'elle respecta. L'envoi par Anastase des insignes de consul à Clovis, la manière de dater, les monnaies à l'effigie des empereurs, la correspondance entre ces empereurs et les rois francs sont des témoignages divers de cet accord. La séparation se fit ensuite par longueur de temps et on peut dire qu'elle fut surtout l'œuvre de l'empire puisqu'il avait commencé de devenir tout oriental, avant que le Saint-Siège et la monarchie franque n'aient commencé d'organiser autour d'eux le monde nouveau de l'Occident.

Le second point est celui des origines du système féodal et de l'importance, à cet égard, des invasions barbares. Or, ce fragment de l'empire romain qu'est l'empire d'Orient ne subit aucune invasion : nous y trouvons cependant au dixième siècle un régime féodal qui ressemble beaucoup au nôtre et qui assurément ne peut être l'œuvre d'aucune conquête. Il n'est que le résultat de cette concentration foncière, de cette subordination des petits domaines aux grands contre laquelle Théodose II et Justinien, qui sont pour nous aussi des législateurs, luttaient déjà par des lois impuissantes. Bientôt l'état continuel de défense dans lequel devait vivre l'empire apporta à cette aristocratie terrienne le caractère militaire. « Les barons français, dit Alfred Rambaud, cité par M. Diehl, trouvèrent en Morée une organisation semblable à celle qu'ils avaient laissée en Occident ; en bas de l'échelle sociale, des paysans, des serfs auxquels ils appliquèrent tout naturellement la dénomination de *vilains* ; en haut, des nobles et des militaires, des grands propriétaires auxquels ils appliquèrent tout aussi naturellement la dénomination de *gentilshommes*. » Il y a sans doute des différences et ainsi, en Orient, la hiérarchie féodale, la longue chaîne de suzerains et de vassaux n'exista jamais. Mais il en fut précisément de même chez nous dans les pays où, dès le début, l'État fut fort : dans le duché de Normandie, tous les seigneurs dépendirent toujours du duc de façon immédiate.

Fustel avait montré dans l'organisation et l'évolution de la propriété foncière de l'empire romain une origine et non la moindre du système féodal. Il ne fait, je crois, dans l'une de ses préfaces qu'une brève allusion au régime social de l'empire grec et sans y appuyer : cela ne convenait point à sa patiente et prudente méthode. Mais

cependant, maintenant que cet empire est mieux connu, ne peut-on attirer l'attention sur la confirmation que l'histoire comparée apporte aux conclusions de notre grand historien?

Voilà deux points, comme on le voit, de bien grande importance pour l'intelligence de notre histoire.

J'ajouterai maintenant seulement ceci : que va-t-on faire de tout cet acquis scientifique et ne sera-t-on pas tenté, avec l'attrait de la nouveauté, de donner désormais à la civilisation byzantine et à son histoire une place exagérée dans l'histoire générale? On a déjà voulu parfois mépriser la chrétienté du moyen âge en la comparant à la civilisation arabe, on voudra sans doute rabaisser la civilisation de l'Occident qui est la nôtre devant les splendeurs de Byzance. Nouvelle occasion facile de trouble et de doute !

Relisons donc, si nous en étions tentés, dans un article sur Villehardouin — au tome IX des *Lundis* — le parallèle que fait Sainte-Beuve de notre chroniqueur et de Nicitas, l'écrivain byzantin qui a raconté les mêmes événements. C'est dit avec tant de bon sens que c'est toujours vrai malgré tout ce que nous avons pu apprendre depuis.

N'oublions pas non plus ce que possédait l'Occident grâce à la disparition du pouvoir impérial romain : la diversité des États et la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel. En Orient au contraire, la survivance de l'empire empêcha cette séparation de s'établir. Voilà qui importe davantage que le faste des cérémonies impériales, les pompes de Sainte-Sophie, ou même la conservation de la culture antique et permet de maintenir la hiérarchie des histoires.

René de Marans.

Gœthe et nos provinces de l'Est en 1792.

Le Français est, parmi les peuples d'Europe, un de ceux qui se fait l'idée la plus fausse de la manière dont vivaient ses ancêtres. Et, dans notre esprit, ce mot ne saurait désigner les contemporains de Clovis ou de Hugues Capet mais nos arrière-grands-parents du dix-huitième siècle. Le sujet, comme tout ce qui fait partie de l'histoire des mœurs, est sans doute des plus difficiles, mais la passion politique qui fait remonter à 1789 le début de toute prospérité dans

nos populations paysannes s'en est emparée et l'a complètement obscurci.

Les précieux ouvrages d'Albert Babeau ont commencé à faire la lumière et ils permettraient déjà de rectifier bien des points de vue et de démolir beaucoup de légendes. Mais en attendant qu'Albert Babeau soit mis à sa place, — celle d'un très consciencieux historien des mœurs et de la vie privée dans l'ancienne France, — en attendant aussi que l'œuvre de ce grand initiateur ait été continuée, ne pourrait-on du moins lire à nos écoliers un petit ouvrage de Gœthe? Il ne semble pas que l'on accorde à sa *Campagne de France* toute l'attention qu'elle mérite. Ce livre, écrit par Gœthe peu de temps avant sa mort, peut, à bien des points de vue, être considéré comme son testament spirituel. A le lire la plume à la main, on y découvre beaucoup plus qu'une simple relation de campagne. A coup sûr on voit aisément que Gœthe aurait fait un merveilleux correspondant de guerre et les combattants de 1914-1918 ne peuvent pas retrouver sans émotion la peinture d'une vie dont Gœthe a su voir l'essentiel, bien qu'il fît la guerre en grand seigneur, avec un domestique pour le servir, et qu'une voiture confortable transportât ses livres, ses manuscrits et lui-même à l'occasion.

Mais, dans la *Campagne de France*, il y a — surtout à la fin du livre — des passages précieux qui expliquent la formation de ce grand esprit et la discipline à laquelle il s'était soumis. Les remarques philosophiques, littéraires, archéologiques, scientifiques même, ne manquent pas. Toutefois, nous voudrions seulement essayer de faire voir tout ce que ce petit livre peut nous apporter de clartés sur la vie rurale et les mœurs dans la France de l'Est en 1792.

Gœthe n'a fait que passer à Longwy ; par contre, il séjourna à Verdun à deux reprises : la première, après la reddition de la ville et la seconde, après la canonnade de Valmy. Ce qu'il nous dit de la vieille cité nous permet de conclure que la vie n'y devait pas être trop dure. Après avoir fait allusion à un certain « baume humain » qui restaurait parfaitement, Gœthe ne manque pas de nous parler des célèbres dragées. Elles furent même trouvées si bonnes que des boîtes partirent pour l'Allemagne à destination des « chers absents... sur les bords paisibles de l'Ilm ».

Bien que Verdun ait eu un siège à subir, peu sérieux il est vrai, mais qui avait tout de même dû gêner son ravitaillement, on y trouva d'excellentes et riches provisions telles que lard fumé, viande, riz et lentilles. Mais, dira-t-on, Verdun était déjà une ville importante et il n'est pas étonnant que Gœthe y ait trouvé semblable abondance.

De Verdun, en quelques étapes, l'armée de Brunswick arriva dans

ces mornes plaines de Champagne que dominent les hauteurs de Massiges et de Tahure. Tous ceux qui ont traversé ces pays désolés, au cours des dernières années, n'ont pas pu effacer de leur souvenir l'impression produite par ces paysages déserts et monotones admirablement faits pour la guerre et où il semble que l'homme ne puisse rien trouver à détruire. Gœthe nous parle de ce ruisseau de la Tourbe « qui arrose la plus triste vallée du monde, entre des collines basses, sans arbres et sans buissons ». Et ceux qui connaissent le pays ne pourront s'empêcher de trouver que voilà en quelque mots une peinture singulièrement exacte de ces champs de bataille de Champagne, entre Châlons et Sainte-Menehould.

Pourtant, à Somme-Tourbe, dans ce pays déshérité par la nature, Gœthe nous dit que des soldats maraudeurs découvrirent « une belle cave bien meublée ». Il ajoute même qu'on y trouva plusieurs tonneaux dont chacun pouvait contenir deux muids. Rien, dans le texte allemand, ne permet de supposer qu'il s'agissait d'une cave de château.

Gœthe nous donne un récit de la bataille de Valmy qui réduit cette canonnade à ses justes proportions et les réflexions qu'il émet à ce sujet ne manquent pas d'être d'un très grand prix. Mais nous n'insisterons pas sur des réflexions, qui dépassent le cadre de cette note, pour en arriver à l'endroit où il nous raconte la capture — le soir de la bataille — de plusieurs chariots de pain destinés à l'armée française. Gœthe remarque que « c'était le plus beau pain blanc. Les Français ont horreur du pain noir ». Et il insiste là-dessus. Quelques pages plus loin, il nous dit que deux jeunes Français ayant été réquisitionnés avec leurs chevaux pour tirer sa calèche, il eut l'idée de leur offrir en guise de remerciement, du pain de munition. Les jeunes gens refusèrent, « assurant qu'ils ne pouvaient pas manger cela, et, comme je leur demandais ce qu'ils mangeaient donc à l'ordinaire, ils me répondirent : « De bon pain, de bonne soupe, de bonne viande, « de bonne bière. » Nous voilà loin, en vérité, du régime alimentaire que beaucoup de nos historiens ont prêté à nos pères. Mais, une question se pose. Il est hors de doute que nos parents ou nos grands-parents ont connu, au dix-neuvième siècle, le temps où, dans les campagnes, on ne mangeait du pain blanc que les dimanches et jours de fête. Notre siècle se serait-il contenté de revenir — après de très longues années — à un usage qui était courant avant la Révolution? La question vaut qu'on s'y arrête, car le témoignage de Gœthe est formel et explicite. La chose le frappa à un tel point qu'il écrivit ces mots curieux et si lourds de sens politique : « *Pain blanc, pain noir*, est le véritable ***schibboleth***, le cri de guerre, entre les Allemands et les Français. »

Le volume de Gœthe abonde en traits pénétrants sur les populations parmi lesquelles il séjourna, et nous pouvons nous faire une plus complète idée de ce qu'était la vie dans ces campagnes de l'Est, à cette époque. Le tableau qu'il nous trace de la famille dans laquelle il fut reçu à Sivry mériterait d'être cité en entier dans nos manuels d'histoire. Gœthe nous y fait saisir ce qu'il appelle « le caractère homérique et pastoral des maisons champêtres de France. » Il nous peint l'intérieur de la maison avec la grande pièce haute et carrelée de briques où se tenait la famille. Il n'oublie pas de mentionner le coffret qui renfermait le sel, et loue l'heureuse disposition du dressoir, de l'évier et des tablettes qui supportaient les pots et les assiettes. Les ustensiles étaient soigneusement entretenus et faisaient honneur à la maîtresse de maison. « Pour la première fois, dit-il, je pus observer là exactement le *pot-au-feu* national. » Le fait est qu'il nous en donne la recette et, d'après ce qu'il nous en dit, il dut faire honneur à la cuisine de ses hôtes.

Plus loin, il nous raconte que, ayant été dans une maison pour acheter un porc, il remarqua que les enfants dormaient dans des lits très propres.

Après avoir quitté la France, Gœthe, songeant au pays qu'il abandonnait et à celui qu'il allait retrouver, écrit : « Nous ne pouvons nous faire aucune idée d'un pareil état dans notre propre vie nationale et dans sa peinture. » Et, parlant de nos petites villes françaises, il ajoute : « La « petite ville » peut être ridicule, les habitants des petites villes allemandes sont absurdes. »

Gœthe nous dit aussi l'impression que lui causa l'extérieur des habitations. A Malancourt, par exemple, il note : « L'arrangement de ces maisons me plut ; il annonçait une tranquille aisance ; partout régnait une simplicité naturelle qui suffisait aux premiers besoins. »

Ces remarques bienveillantes ne peuvent guère être mises sur le compte d'un enthousiasme né des circonstances qui accompagnèrent son voyage. Car, outre que la campagne — qui s'annonçait bien — tourna d'une façon pitoyable, l'armée alliée fut contrariée dans sa marche par un mauvais temps persistant, ce qui ne devait guère contribuer à rendre plaisants les pays traversés.

Aussi, les quelques lignes où Gœthe résume ses impressions n'en ont-elles que plus de prix :

« Nous étions arrivés, dit-il, par le plus mauvais temps dans un pays qui n'est pas favorisé de la nature, mais qui nourrit pourtant sa population clairsemée, laborieuse, amie de l'ordre et contente de peu. Des contrées plus riches et plus illustres peuvent dédaigner celle-ci ; pour moi, je n'y ai trouvé ni vermine ni pouillis. Les maisons

sont construites en maçonnerie et couvertes en tuiles, et partout règne une grande activité. D'ailleurs le mauvais territoire est large tout au plus de quatre à six lieues, et, près de l'Argonne, comme vers Reims et Châlons, la situation est déjà plus favorable. Des enfants, qu'on avait surpris dans le premier village venu, parlaient avec satisfaction de leur nourriture, et il me suffisait de me rappeler la cave de Somme-Tourbe et le pain blanc qui était arrivé de Châlons tout frais dans nos mains, pour être persuadé qu'en temps de paix la vermine et la faim n'ont pas précisément élu domicile dans ce pays. »

Ces lignes étaient écrites vers 1830, sur des notes vieilles de près de quarante ans. Que l'on songe à ce que la plupart de nos historiens publiaient alors sur l'ancienne France et aux idées qu'ils ont fait prévaloir, si longtemps. Ainsi pendant près de cinquante ans, un étranger fut presque seul à célébrer la prospérité, la douceur et la simplicité des mœurs rurales dans la France d'avant la Révolution.

Les pays traversés par Gœthe sont, suivant sa juste remarque, bien loin de compter parmi les plus fertiles de notre France. Mais ce qu'il nous en dit nous permet légitimement de suspecter les descriptions sinistres qui nous ont été faites de la vie rurale dans des provinces naturellement plus heureuses.

Est-il surprenant, après cela, que Gœthe ait parlé du peuple de France comme de « la nation la plus jolie » et déploré les folies qui ébranlèrent « le plus beau trône du monde »? Il est grand temps que l'on tienne enfin compte d'un témoignage aussi considérable dans les jugements à porter sur l'état de l'ancienne France.

Henri Erbel.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

On croyait la connaître parce qu'on avait lu sur elle quelques livres de souvenirs ou entendu quelques anecdotes. En réalité, elle était devenue, par sa longévité, une sorte de personnage légendaire. Après avoir été insultée comme aucune femme depuis Marie-Antoinette, elle était entourée d'un respect qui prenait jusqu'à des formes officielles. Un jour, M. Stephen Pichon, dans une cérémonie publique à la Sorbonne, ne craignit pas, en la remerciant d'avoir communiqué un document précieux au gouvernement de la République, de l'appeler Sa Majesté. « Le temps, vieillard divin, honore et blanchit tout. » La guerre de 1914, *la façon dont l'Allemagne l'a préméditée et provoquée, ont même déchargé l'impératrice de sa fameuse responsabilité, celle d'avoir voulu et causé l'autre guerre. Et, puisque nous nommions tout à l'heure Marie-Antoinette, comme le martyre de cette reine est devenu l'une des pages de leur histoire dont les Français sont le moins fiers, il semble que l'impératrice Eugénie ait bénéficié, par un parallélisme inconscient, de cette réhabilitation tardive. La mort du prince impérial l'avait déjà sacrée mère malheureuse. Et puis les foules aiment leur passé, même quand il a été funeste. L'impératrice Eugénie, c'était l'histoire sentimentale. C'était la poésie du souvenir.*

Cela dit, son énigme reste entière. Il ne faut pas compter sur ses mémoires pour la pénétrer. On lui a prêté un jour l'intention de les écrire. Elle l'a nié et on peut la croire sur parole. « Je suis morte depuis 1870 »,

ce mot d'elle, qui a tout le caractère d'un mot authentique, a quelque chose d'ardent et de sombre où l'Espagnole se reconnaît. « Mais puisque je vous dis que je suis mort », répète M. Waldemar du conte d'Edgar Poe. Nous avons vu des lettres de l'impératrice qui, par leur détachement, rappelaient ce cri fantastique. Elle y parlait des choses et des hommes d'aujourd'hui comme si c'eût été d'outre-tombe. Et peut-être se plaisait-elle à se comparer à une Marie-Antoinette échappée à la guillotine, car il y avait un républicain, une de ses conquêtes, qu'elle s'amusait à nommer Barnave.

Ce républicain n'était pas M. Clemenceau. Mais les vieillards s'attendrissent, et celui-là a fini par avoir la larme assez facile sur la fin de ses jours. Qui sait, d'ailleurs, si M. Clemenceau, dont les idées politiques, — on l'a bien vu par le traité de paix, — ont tant d'affinités avec celles de Napoléon III, n'a pas subi à son tour, au moins une fois, et par une analogie mystérieuse, l'influence de l'impératrice. Un collaborateur du Times *a raconté cette anecdote : Ayant vu l'impératrice, en novembre* 1918, *il lui avait demandé ce qu'elle pensait de l'homme qui avait gagné la guerre et, après en avoir dit grand bien, elle ajouta qu'il avait eu tort de ne pas assister au* Te Deum *de Notre-Dame, qu'elle savait qu'il n'avait pas envie de devenir premier consul, mais enfin que ça n'aurait pas nui à sa gloire et qu'il avait une belle occasion de réparer cette faute à Strasbourg. Ces paroles furent rapportées à M. Clemenceau qui gouailla d'abord. Pourtant, quelques jours plus tard, il allait à Strasbourg pour les fêtes de la délivrance, et, cette fois, il n'hésitait pas à entrer dans la cathédrale.*

Que l'anecdote soit vraie ou fausse, c'est au moins une allégorie du second Empire. Elle rend compte du genre d'influence que l'impératrice a exercée sur le règne de Napoléon III.

On oublie trop les commencements de ce règne. Le césarisme est d'origine démocratique et Louis-Napoléon Bonaparte, restaurateur du suffrage universel et des « droits du peuple », avait dû le pouvoir à la démocratie dont il représentait les idées et les traditions, à l'intérieur comme à l'extérieur. Aucun de nos gouvernements, au dix-neuvième siècle, n'a été mieux accueilli ni moins discuté à ses débuts que le second Empire, parce que la masse des Français se reconnaissait dans un régime qui satisfaisait ses aspirations les plus contradictoires. Le nouvel empereur, pour fonder sa dynastie, ayant désiré prendre femme, il se trouva que nulle cour ne consentit à donner de princesse à cet « aventurier ». Il décida de se marier « selon ses inclinations » et ce fut encore

un bonheur pour sa politique. Le peuple français avait préféré Joséphine à Marie-Louise. Il fut flatté dans ses goûts égalitaires que le nouvel empereur épousât, non pas une archiduchesse, mais la femme qui lui plaisait. Peu importait qu'Eugénie de Montijo fût de sang noble, puisqu'elle n'était pas de sang royal.

Celle qui entrait aux Tuileries était pourtant une Espagnole, catholique, légitimiste, qui comprenait le pouvoir et la politique autrement que le « carbonaro » couronné. Il est facile de se représenter que, durant les premières années du ménage et du règne, la jeune femme n'éleva guère une voix que ni César ni ses ministres n'eussent prise au sérieux. Lorsqu'en 1859, Eugénie de Montijo voulut s'opposer à la guerre des « carbonari », la guerre contre l'Autriche, elle n'eut d'autre ressource que de pleurer, et ses larmes ne servirent à rien. Mais, avec les années, les idées de la belle épousée prenaient plus de force. Elle-même, mère de l'héritier, régente en perspective, prenait plus d'influence. Et comme le second Empire, à l'instar du premier, s'éloignait avec le temps de ses origines, Eugénie de Montijo n'avait plus de peine à donner au régime impérial un tour conforme à ses idées, les idées qu'elle tenait de sa famille et de son pays, — car, en parlant de l'Espagne, où elle est morte, elle n'a jamais cessé de dire « mon pays ».

Par elle s'expliquent encore les dernières convulsions du bonapartisme, comme c'était elle qui avait donné aux Tuileries et à Compiègne l'aspect d'une cour de monarchie. Sous l'influence de cette mère « légitimiste », le prince impérial adopta un programme qui ressemblait beaucoup plus à celui du comte de Chambord qu'à celui de Louis-Napoléon Bonaparte. La rupture avec le bonapartisme anticlérical et « carbonaro » fut consommée. Tout cela n'était peut-être pas très conscient. Ce n'était pas absurde. Puisque les idées de la démocratie, trop bien servies par le second Empire, avaient conduit à Sedan, il fallait d'autres idées. Seulement, désormais, le bonapartisme était déraciné et perdait sa raison d'être, car il n'avait pu réussir, au milieu du dix-neuvième siècle, qu'en devenant le confluent du pouvoir personnel et de la démocratie. C'était plus qu'un à peu près de légitimité. C'est ce qu'exprime le dilemme qu'un Bonaparte posait un jour, dit-on, au prince Victor :

« Ah çà ! mon cher, es-tu pour le plébiscite ou pour l'hérédité? Eh bien! je vais te le dire. Si tu es pour le plébiscite, ton valet de chambre a autant de droits que toi. Si tu es pour l'hérédité, c'est bien simple : c'est le duc d'Orléans. »

Eugénie de Montijo, étant femme, avait des sentiments plutôt qu'une politique. C'est là que ses sentiments conduisaient l'Empire : rien n'était plus capable de le ranimer et, autant que l'impératrice elle-même, il pouvait dire : « Je suis mort en 1870. »

***

Une saison au Vieux-Colombier.

La saison est finie ; nous avons vu bon nombre de mauvaises pièces, nous en avons vu peu de bonnes. Sans doute en tout temps les chefs-d'œuvre sont rares ; ils se détachent de loin en loin sur un fond de médiocrités. Ne nous pressons pas de conclure que ce temps-ci soit plus stérile qu'un autre : le croire serait vanité. Nous voyons en somme un nombre suffisant d'œuvres honorables et les talents ne manquent pas. Ce qui manquerait plutôt, c'est une direction générale. Mais nous avons le théâtre du Vieux-Colombier.

On est frappé, quand on étudie l'histoire du théâtre pendant ces trente dernières années, — la durée d'une génération, — de l'influence exercée par le Théâtre-Libre. Elle a été détestable et pourtant utile, plus encore par ce qu'il a détruit que par ce qu'il a produit. Il a donné le coup de grâce à la comédie à thèse trop adroitement faite, tirée par Dumas et Augier du magasin de Scribe. A ce genre faux, il eut le tort d'en opposer un autre qui ne l'était pas moins, la « tranche de vie mise sur la scène avec art ». Ce dernier point était la partie difficile du programme. Débarrassant la scène de la sensiblerie et du ton de prêche qui l'encombraient depuis Nivelle et Diderot, il ramenait dans la direction du naturel et de la simplicité. Par là il réagissait contre le romantisme, que, par ailleurs, il continuait. Il était au juste un contre-courant du romantisme.

Historiquement, l'évolution naturaliste devait s'accomplir au théâtre ; la brutalité du Théâtre-Libre eut l'avantage de la précipiter. En quelques années, elle fut achevée et les nouveaux venus eurent en main une forme dramatique souple et rajeunie. La période qui suivit fut active, brillante et féconde ; il suffit de rappeler les noms de Lemaître, Curel, Donnay, Courteline, Porto-Riche, Capus, Hervieu. Soit qu'elle subît son action, soit qu'elle s'y opposât, toute la génération qui tint la scène de 1887 à 1914 a été influencée par le Théâtre-Libre.

Cette action est aujourd'hui épuisée. Le flot se retire ; plus d'école, plus de théorie, mais aussi plus de vue générale ni de direction. A

date fixe la nature suscite le nouvel animateur. Tout porte à croire que M. Jacques Copeau jouera désormais le rôle joué par M. Antoine à l'égard de la génération précédente.

M. Copeau est un écrivain et un critique ; il possède ce qui manqua cruellement aux fondateurs du Théâtre-Libre, une culture générale dont tout l'instinct d'un Antoine n'arriva pas à combler le défaut. C'est en 1913 que M. Copeau alla s'installer avec une compagnie de huit ou dix acteurs dans la petite salle de l'Athénée-Saint-Germain, rue du Vieux-Colombier, « loin du boulevard et de tout ce que nous haïssons ». A la bonne heure : ce que M. Copeau désigne par là, c'est tout le reste du théâtre, excellente disposition pour un novateur. M. Copeau est un homme qui a du caractère, mais qui n'a pas bon caractère, et cela encore est excellent. S'il a de l'apôtre la foi, l'ardeur, le désintéressement, il n'a pas la mansuétude : c'est un apôtre du genre rude. Dans une société comme la nôtre, ce sont les meilleurs.

Quand M. Copeau n'est pas satisfait de son public, il le lui montre. Il ne le flatte pas. Il ne le suit pas, — tout cela est neuf. Il ne dit pas comme le politicien « je suis leur chef, il faut bien que je les suive » ; il agit comme le politique qui marche à la tête des événements.

En 1913, il aurait été en peine de suivre son public : il n'en avait pas. Les débuts furent difficiles ; les premiers mois, avec *Une femme tuée par la douceur* de Thomas Heywood, accusaient une recette moyenne de 511 francs par soirée. Comme M. Copeau n'entreprenait qu'une haute renaissance du goût et ne publiait ni manifestes dadas ni intentions anarchiques, la grande presse ne s'occupait pas de lui. On le confondait parfois avec M. Jean Cocteau. *Le Temps*, gardien des lois, souhaitait ironiquement bonne chance et bon vent à M. Alfred (*sic*) Copeau. Cependant, dans *l'Action française*, Daudet, sage comme la Sibylle, écrivait après la représentation de la *Nuit des rois* : « Il y a là quelque chose qui grandira. »

La pièce de Shakespeare fut la dernière représentation donnée avant la guerre. Le Vieux-Colombier resta comme un œuf menacé dans la fourmilière éventrée. Et puis, tout à coup, l'État français eut l'idée imprévue d'envoyer M. Copeau et sa compagnie à New-York en mission de propagande.

M. Copeau éprouva là-bas des sentiments assez comparables à ceux de Coriolan chez les Volsques ou d'Ovide sur les bords de l'Euxin. Il faut voir sa grimace quand on lui rappelle cette période de son histoire. Il réussit cependant, et servit bien notre cause. Un document officiel l'a proclamé en ces termes : « M. Copeau dont on comprend l'importance de la propagande qu'il fit en Amérique... » Ainsi parle

le rapport rédigé au nom de l'État français. M. Copeau avait cependant mérité qu'on le louât en meilleure langue.

Il revint ouvrir sa petite salle du Vieux-Colombier en mars 1920. Il a joué Shakespeare, Mérimée, Molière, La Fontaine et des auteurs nouveaux. Un sage critique a écrit qu'il s'appliquait aux petits problèmes avant d'entreprendre les grands. Son but est à lointaine échéance ; il l'atteindra, s'il plaît à Dieu, dans une proportion inconnue. Pratiquement, c'est sans intérêt. Le Taciturne a donné la formule définitive de l'action : « Je n'ai pas besoin d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer. » Or, M. Copeau réussit. Dans sa petite salle déclive, qui conviendrait mieux pour un garage ou un grenier à foin, il fait le maximum et mange de l'argent. Puis il se retourne vers ses amis et leur demande 80 000 francs. Il dit tout net : « Les offres de concours ne m'ont pas manqué : je n'en veux pas. Je ne veux pas de l'argent des financiers, il me lierait. Je ne veux pas de la subvention de l'État, elle m'étoufferait. » Le Vieux-Colombier n'est pas une entreprise commerciale. C'est une entreprise intellectuelle.

Avant de rechercher quel sera le théâtre français de l'avenir, — la question ainsi posée n'avancerait pas d'une ligne, — M. Copeau a formé une bonne troupe, ramené la mise en scène à la complète simplicité, en un mot forgé son outil et balayé la place. Puis il a montré des modèles. Il a joué Mérimée à la perfection : jamais encore nous n'avions vu cela sur une scène ; ces acteurs parfaits de naturel, dans un décor qui dit tout ce qu'il doit dire et pas un mot de plus, groupés en un équilibre qui démontre tout ce que le mouvement scénique peut recevoir et assimiler des arts plastiques, c'était une leçon d'intelligence. C'était dire aux auteurs : « Voilà ce que nous attendons, voyez-vous la bonne direction? Voilà ce que vous devrez refaire et nous apporter, et voilà ce que nous en tirerons. Le goût au service du vrai, c'est tout ce que nous vous demandons. »

Naturellement, si les auteurs avaient déjà apporté à M. Copeau ce qu'il souhaite, le problème serait résolu. En attendant, il joue ce qu'on lui apporte. Nous tâcherons d'y démêler, la prochaine fois, la part du bon, du moins bon et du mauvais, du caduc et du durable, car c'est là l'essentiel. Jouer les classiques n'est que le moyen. M. Copeau ne se propose rien de moins que de faire renaître un art dramatique digne d'eux, appliquant à la scène le mot profond de Chesterton : toute révolution n'est qu'une réaction.

LUCIEN DUBECH.

Ateliers et Académies.

A mesure qu'il avance en âge, l'homme s'intéresse davantage à l'enseignement du métier qu'il exerce. Se rendant mieux compte de quel prix il a payé ce qu'il sait, il se préoccupe des moyens de le transmettre à d'autres. Pour un peintre, les réflexions sur ce sujet sont assez attristantes. Rien n'est plus mal organisé que l'enseignement de la peinture ; rien n'est pourtant plus important. La peinture, et c'est ce qui fait sa dignité et son intérêt, est peut-être, avec la chirurgie, le métier qui demande le plus de l'individu. Il doit y vouer son corps autant que son esprit ; et comme disait Delacroix, à la science du compositeur il faut joindre la virtuosité de l'exécutant.

Or, de quelle façon est donné cet enseignement? Dans une académie, où vient qui peut payer, où chacun travaille à sa guise ou ne travaille point, et où passe, deux fois la semaine, un homme pressé, qui hâtivement rectifie l'attache d'un bras ou le ton d'un reflet. Ce professeur n'est pas choisi parce qu'il est pédagogue, mais parce qu'il est célèbre. Il n'enseignera ni la part matérielle du métier (préparation des toiles, choix des couleurs, des huiles, des vernis), parce que ce serait en dessous de lui ; ni ce que j'appellerai la *rhétorique* du peintre (composition, anatomie, critique des œuvres du passé), parce qu'il n'en a pas le temps. Le plus souvent, deux maîtres corrigent, l'un le matin, l'autre l'après-midi ; et pour jeter son filet sur le plus grand nombre d'élèves, le gérant de l'académie choisit deux peintres très différents de tendances, l'un, des Artistes Français, l'autre, du Salon d'Automne. Comment veut-on que de jeunes cerveaux s'y reconnaissent? Imaginez un lycée où la chaire de littérature française serait occupée alternativement par Auguste Dorchain et René Ghil... La seule fiche de consolation qu'ont ces étudiants, c'est que leurs aînés leur répètent : « Bah ! vous apprendrez bien davantage des élèves plus âgés que du professeur. — Mais alors, répondait l'un d'eux, qui avait l'esprit positif, à quoi bon le professeur? »

Dans les académies, une des méthodes les plus fécondes, celle du travail collectif, est ignorée. Ce serait pourtant la meilleure manière d'éliminer les maniérismes et les roueries faciles. L'élève se rendrait compte qu'il ne peint pas dans l'absolu et acquerrait plus de souplesse et d'aisance. Ajoutez que les académies, si elles prétendent vous enseigner la peinture, ne soufflent pas mot des autres arts, la

sculpture, l'architecture, l'art décoratif. De là, ces discordances qui détruisent les ensembles décoratifs modernes, où, chacun, architecte, peintre et sculpteur, a tiré de son côté.

L'académie rêvée, pourtant, elle existe. C'est l'Atelier d'Art Sacré qu'ont fondé Maurice Denis et Georges Desvallières. Vraiment on ne pourrait souhaiter meilleurs directeurs : non pas seulement parce qu'ils sont tous deux parmi les peintres les plus remarquables d'aujourd'hui, mais parce qu'ils se complètent l'un l'autre. La ferveur âpre de Desvallières s'unissant à la tendresse heureuse de Denis, quelle belle et féconde alliance ! Desvallières y ajoute encore sa volonté passionnée, son enthousiasme, le meilleur héritage de Moreau ; Denis, cette souplesse raphaélesque qui le fait s'enrichir de tout ce qu'il trouve, son goût pour l'ordonnance des idées et la pédagogie.

L'Atelier d'Art Sacré n'est pas une académie de plus, un de ces lieux, publics comme une gare, où les travailleurs sont mêlés, dans la pire anarchie, aux farceurs et aux paresseux. On y trouve deux classes d'élèves, les *apprentis* et les *compagnons*. Les premiers ne font que recevoir l'enseignement. Quand ils sont jugés capables, ils passent *compagnons*. Ceux-ci continuent à s'instruire, et, de plus, participent aux travaux collectifs. Car ce qui fait l'originalité de l'atelier d'Art Sacré, c'est d'être non seulement un établissement d'instruction, mais aussi un atelier où l'on exécute des commandes, et en commun, comme dans la *bottega* des Italiens du quinzième. Le fond de l'enseignement, c'est la peinture ; mais il existe aussi un cours de broderie, dirigé par Mlle Sabine Desvallières ; des sculpteurs soumettent leurs travaux. Le métier technique est étudié à fond ; les élèves apprennent à préparer leurs toiles, à composer des tons d'avance. Enfin, ils reçoivent un cours de liturgie donné par un bénédictin, le P. Bessac, et un cours de dogme donné par un dominicain, le P. Louis. Le ton général, avouons-le, est très différent de celui de l'Académie Julian. Non pas qu'on y soit austère ou pontifiant ; on y est gai comme dans un cloître, ce qui est tout dire. Là, au lieu de l'anarchie, du dilettantisme, d'un arrivisme sec, règnent l'obéissance, l'enthousiasme, un concours de forces spirituelles qui soutiennent et entraînent. Observons bien ce terreau ; la moindre graine de talent y fleurira et portera fruit.

FRANÇOIS FOSCA.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Les conférences de Bruxelles et de Spa. — *Le* 1er *juillet, M. Charles Laurent, ambassadeur de France à Berlin, prononçait, en remettant ses lettres de créance au président Ebert, des paroles qui ont impressionné fâcheusement l'opinion française. Sa mission, déclarait-il, consistait dans la coopération franco-allemande pour le relèvement économique de l'Europe. Le même jour, l'Allemagne envoyait deux notes rédigées par des spécialistes sur sa capacité économique et financière et tendant à démontrer qu'elle ne pouvait supporter les obligations du traité de paix.*

Avant de se rencontrer à Spa avec les délégués allemands, les représentants de l'Entente ont tenu une réunion préparatoire à Bruxelles, les 2 *et* 3 *juillet, afin de se mettre d'accord sur le taux de la répartition de l'indemnité allemande. Au cours de ces entretiens, la France a prêté son appui aux revendications belges.*

La conférence de Spa s'est ouverte le 5 *juillet. Sur la question du désarmement, les délégués allemands se sont efforcés de démontrer la nécessité pour l'Allemagne de conserver une armée nombreuse, afin de pouvoir maintenir l'ordre à l'intérieur, se relever et payer. Cette tentative de lier la question du désarmement à celle des réparations, en découvrant le plan des Allemands, a eu pour effet d'unir les Alliés.*

Les Allemands ont dû céder en faisant des réserves et en protestant, le 8 *juillet; toutefois, ils ont obtenu de nouveaux délais : la Reichswehr sera réduite à* 150 000 *hommes le* 1er *octobre* 1920, *et à* 100 000 *hommes le* 1er *janvier* 1921, *sinon les Alliés occuperont de nouveaux territoires.*

Le 9, *on a abordé la question du charbon. M. Hugo Stinnes et M. Hue, représentant des syndicats ouvriers, ont été jusqu'à essayer de l'intimidation envers les Alliés. Les séances du* 10, *du* 11 *et du* 12 *n'ont réussi qu'à démontrer la mauvaise volonté de l'Allemagne et à reconstituer le bloc des Alliés. Le* 13, *comme il devenait manifeste que la discussion ne servait plus à rien, les représentants de l'Entente ont suspendu la conférence et appelé à Spa les maréchaux Foch et Wilson, en vue des mesures militaires éventuelles à prendre.*

Le résultat s'en est fait immédiatement sentir. Dans la nuit du 14 *au* 15 *juillet, les Allemands ont cédé sur la question du charbon et présenté un contre-projet. Mais on annonçait que, dans la journée, le*

drapeau de l'ambassade française à Berlin avait été arraché par un manifestant.

Dans l'après-midi du 15, la réponse des Alliés a été remise à la délégation allemande. Le chiffre des livraisons de charbon réclamé à l'Allemagne sera de deux millions de tonnes par mois. Ce charbon sera payé au prix intérieur augmenté de 5 marks or par tonne. Si l'Allemagne n'a pas fourni 6 millions de tonnes au 15 novembre 1920, les troupes alliées occuperont le bassin de la Ruhr.

FRANCE. — *On continue à discuter la question du rétablissement de l'ambassade du Vatican. Le 6 juillet, la Commission des finances a repoussé la discussion immédiate du projet, mais, le 9, la Commission des Affaires étrangères a donné, au contraire, un avis favorable.*

POLOGNE. — *L'armée polonaise, après avoir évacué Kiev, a été obligée de poursuivre sa retraite devant l'armée russe commandée par d'anciens généraux du tsar comme Broussilov et Evert. Le 13 juillet, elle a dû évacuer Minsk, et sa situation est devenue rapidement si précaire que les Alliés ont été dans la nécessité d'intervenir. Le 11, M. Lloyd George avait déjà demandé à Tchitcherine, commissaire aux Affaires étrangères des soviets, la conclusion d'un armistice, faute de quoi les Alliés soutiendraient la Pologne de toutes leurs forces, armistice où la Pologne se trouve sacrifiée et qui reconnaît implicitement le régime des soviets avec lequel on avait déclaré ne pas vouloir causer.*

RUSSIE, 2 juillet. — *On annonce que les pourparlers avec Krassine seront repris dans trois semaines, lorsque celui-ci aura pu s'entendre définitivement avec son gouvernement au sujet de la reprise des relations commerciales.*

ÉTATS-UNIS, 6 juillet. — *M. Cox, sénateur de l'Ohio, est élu, par la Convention du parti, candidat des démocrates pour l'élection présidentielle, contre M. Mac Addo, gendre de M. Wilson.*

GRÈCE. — *L'armée grecque d'Asie Mineure poursuit rapidement son avance vers le nord. Le 1er juillet, elle a occupé Bali-Kesser, et le 5, la ville de Brousse, de concert avec les Anglais. L'opération, toutefois, ne va point sans difficultés. Le 4, les Anglais ont subi un échec à Beikòs, à dix milles et demi de Constantinople.*

DANEMARK, 7 juillet. — *Elections au Folkeling, qui consolident la majorité libérale et conservatrice élue en avril contre les radicaux germanophiles.*

A. M.

Le Gérant : ROBERT TISNÉ.

PARIS — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 25298.